

LES GARDIENNES VERTES



ENQUÊTE SUR LES DAMNÉES DE LA PROPRETÉ URBAINE



Financé par
l'Union européenne

Ce Rapport est soutenu par Savoirs éco, projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France qui vise à appuyer les Structures Productrices de Savoirs à vocation Économique (SPSE) en Tunisie.

Titre du rapport : Les Gardiennes Vertes

Date de publication : Mai 2025

Équipe Rédactionnelle

Rédaction du rapport : Ons Ben Hafaiedh

Traitement et analyse statistique des données : Riadh Safi

Infographie & coordination d'enquête : Imen Zayani

Coordination du projet : Aida Saidani

Conférence de présentation : Salwa Trabelsi

Copyright © Forum des Sciences Sociales Appliquées

Première édition 2025

Les publications de ASSF jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole no 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à l'adresse suivante :

4 Rue de Damas – le Belvédère -Tunis

Email : contact@assforum.org

www.assforum.org

Remerciements

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude pour le soutien inestimable d'**Expertise France** dans la réalisation du projet **Les Gardiennes Vertes**. Grâce à son engagement et son expertise, nous avons pu mener à bien cette initiative essentielle, qui met en lumière le rôle des femmes dans la défense de leur autonomie et la préservation de notre environnement.

Nous souhaitons également remercier chaleureusement notre partenaire, l'équipe de l'association Sawassia, ainsi que l'équipe de la Maison de la Culture de Mnihla pour l'accueil chaleureux lors de notre première conférence de délibération. Leur soutien logistique et leur hospitalité ont grandement contribué au succès de cet événement.

Un grand merci également à la direction de Dar El Mourabi à Bab El Khadra pour avoir accueilli notre seconde délibération. Leur espace a permis d'encourager des échanges enrichissants et constructifs.

Nous tenons à saluer tout particulièrement les femmes barbachas qui ont participé à ces séances de dialogue. Leur engagement et leurs témoignages authentiques ont été au cœur de notre projet, et elles incarnent l'esprit des Gardiennes Vertes. Leur détermination à défendre leurs droits et à promouvoir des pratiques durables est une source d'inspiration pour nous tous.

Enfin, nous remercions notre équipe rédactionnelle, dont le travail a été déterminant pour la rédaction de ce rapport : **Ons Ben Hafaiedh** (rédactrice du rapport) , **Riadh Safi** (analyste statistique), **Aida Saidani** (coordination générale du projet), **Salwa Trabelsi** (pour la coordination de la conférence de présentation du rapport) **Imen Zayani** (infographie & coordination d'enquête) , **Radhia Dhifalli** pour l'administration et **Oussama Ben Mohamed** (pour la documentation).

Leur collaboration a été essentielle pour mettre en lumière les enjeux liés à notre projet. Nous sommes impatients de partager les résultats et de continuer à travailler ensemble pour un avenir durable et équitable.

Table des matières

Sommaire Exécutif.....	13
Principales conclusions.....	13
Profil sociodémographique	14
Concernant les conditions de travail.....	15
Inégalités de Genre	16
Une diversité géographique révélatrice.....	17
Recommandations	18
Introduction	21
I. Approche méthodologique :	23
1.Ce que la littérature nous apprend sur le travail informel des femmes :	23
2. Une hybridation méthodologique.....	27
Enquête par questionnaire (approche quantitative)	28
Investigations qualitatives	28
3. Le public cible de l'enquête.....	31
3.1. Les citoyens	31
3.2. Les Barbachas	32
II : Le regard ambivalent des citoyens sur les collectrices	33
1.Une pyramide de préjugés	33
1.1. Cartographie d'une présence-absence	34
1.2. Les Anges Poubelles de la Cité - Solution ou Fléau ?.....	35
1.3. Le Choc du regard - Sociologie des premières impressions	37
1.4. L'esthétique du déclassé - Quand la société juge ce qu'elle ne veut pas voir	39
1.5. Fouiller les poubelles au féminin : entre dégoût, empathie et fractures sociales.....	40
1.6. L'Assignation domestique – Quand la société dicte le territoire des femmes.....	42
2. Les Collectrices sous le regard des citoyens – Une étude en clair-obscur	43
3. L'ambivalence citoyenne face aux agents municipaux : entre reconnaissance et désengagement	44
3.1. Soutien aux agents municipaux : un clivage net	45
3.2. "Le tri des poubelles est une étape primordiale" : une adhésion relative	45
3.3. "Sans Internet, le travail de la commune est suffisant" : le paradoxe numérique.....	45
4. Les Collectrices et les autres -Une marginalisation organisée.....	46
4.1. Relations avec les agents municipaux	46

4.2.	Relations avec les collecteurs hommes	47
4.3.	Relations avec les habitants de la cité.....	47
5.	Analyse des perceptions citoyennes sur la formalisation du travail des Barbachas.....	48
	III : « Portraits de l'ombre » entre précarité et résilience.....	50
1.	A la découverte des femmes Barbachas : portraits et réalités.....	50
1.2.	L'âge silencieux des ramasseuses : quand la précarité a un visage de quarantenaire	51
1.3.	Primaire pour elles, secondaire pour eux : l'abandon scolaire différencié des travailleurs des déchets".....	52
1.4.	Mariage, veuvage et débrouille : comment le statut matrimonial façonne la survie dans l'univers des collecteurs de déchets	54
1.5.	De la survie à la résilience : le parcours des barbachas dans l'ombre de la précarité.....	55
1.6.	La retraite impossible : quand le genre structure la survie des vieux jours	56
1.7.	La double précarité conjugale : quand le genre détermine les stratégies de survie familiale	57
1.8.	Nature du travail de collecte	58
1.9.	Représentation et perception du travail de « la collecte ».....	59
1.10.	Les années silencieuses : chronique d'une précarité qui dure	62
2.	Corps frontaliers : ces femmes que la pandémie a exposé sans les protéger	63
2.1.	Un monde à deux vitesses : la protection sociale et sanitaire miroir des inégalités de genre	64
2.2.	Evaluation de la situation du travail.....	69
3.	Moyens de collecte et de protection	72
3.1.	Les outils de collecte.....	72
3.2.	Habillement : L'habit fait-il la collectrice ?	77
4.	Les règles imperceptibles du trottoir : sociologie des interactions des femmes collectrices	79
4.1.	L'illusion de l'égalité : sociologie des perceptions genrées.....	80
4.2.	Les murs de la décharge.....	81
4.3.	L'âge des lucidités : trajectoires genrées dans les regards croisés des collectrices :	82
4.4.	Le Savoir comme Arme : Éducation et Lutte contre les Préjugés dans les Décharges	83
4.5.	Les maris et les sacs plastique : une sociologie intime des décharges	84
4.6.	Le mépris institutionnel : quand l'uniforme municipal légitime la discrimination	85
4.7.	L'âge et l'uniforme : le dialogue impossible entre collectrices et agents municipaux	85
4.8.	Les mots contre les maux : quand l'éducation transforme le regard des collectrices :	86
4.9.	Le poids des années : l'âge et la perception des inégalités chez les collectrices	88
4.10.	Le Savoir et l'Injustice : Quand l'Instruction Redessine les Inégalités	88
4.11.	Comment le statut matrimonial influence la perception des inégalités.....	89
4.12.	Ce que les chiffres nous disent sur le salaire des femmes collectrices	91

5. La gestion des risques.....	93
5.1. Le poids invisible du genre : quand les chiffres révèlent une inégalité corporelle.....	93
5.2. Degré d'exposition aux maladies selon les collectrices	94
5.3. Degré d'exposition aux intoxications selon les collectrices	95
5.4. Précautions prises pour exercer le métier selon le sexe des collecteurs.....	95
5.5. Précautions prises par les collectrices pour exercer le métier selon leur groupe d'âge	96
Relations de travail.....	97
6. Collecteurs victimes de violence physique selon le sexe et l'acteur de violence	101
7. Un titre qui se colle à la peau comme la poussière du métier	104
IV. En guise de conclusion :	106
Bibliographie	112

Tables des tableaux

<i>Tableau 1 : Composition des citoyens interrogés</i>	31
<i>Tableau 2 : Composition des Barbachas interrogés.....</i>	32
<i>Tableau 3 : Répartition des collecteurs de déchets selon sexe/ tranche d'âge</i>	52
<i>Tableau 4 : Répartition des collecteurs de déchets selon sexe/ niveau d'instruction</i>	53
<i>Tableau 5 : Répartition des collecteurs de déchets selon sexe/ statut matrimonial</i>	55
<i>Tableau 6 : Taux des collectrices satisfaites/ très satisfaites de leurs situations/conditions professionnelles</i>	70
<i>Tableau 7 : Taux des collectrices souhaitant l'amélioration de leur situation professionnelle en garantissant un revenu stable et une couverture sociale</i>	71
<i>Tableau 8 : Répartition des collectrices selon l'outil utilisé pour la collecte et leurs tranches d'âge</i>	75
<i>Tableau 9 : Répartition des collectrices selon l'outil utilisé pour la collecte et leurs états civils</i>	76
<i>Tableau 10 : Répartition des collectrices selon l'outil utilisé pour la collecte et leurs niveau d'instruction ...</i>	77
<i>Tableau 11 : Taux des collectrices portant un habillement spécial pour la collecte du plastic selon l'âge/ niveau d'instruction/ statut matrimonial</i>	78
<i>Tableau 12 : Habillements portés par les collectrices pour la collecte du plastic selon l'âge</i>	78
<i>Tableau 13 : Habillements portés par les collectrices pour la collecte du plastic selon le statut matrimonial</i>	78
<i>Tableau 14 : Habillements portés par les collectrices pour la collecte du plastic selon le niveau d'instruction</i>	79
<i>Tableau 15 : Taux des collectrices qui pensent qu'elles ont les mêmes facilités que les hommes pour exercer la collecte du plastic selon l'âge/ niveau d'instruction/ statut matrimonial.....</i>	80
<i>Tableau 16 : Avis des collectrices sur la perception des hommes collecteurs du plastic du travail des femmes dans le même métier selon l'âge.....</i>	83
<i>Tableau 17 : Avis des collectrices sur la perception des hommes collecteurs du plastic du travail des femmes dans le même métier selon le niveau d'instruction</i>	84
<i>Tableau 18 : Avis des collectrices sur la perception des hommes collecteurs du plastic du travail des femmes dans le même métier selon le statut matrimonial.....</i>	84
<i>Tableau 19 : Perception des collectrices de l'attitude des agents municipaux contre les collectrices selon l'âge</i>	86
<i>Tableau 20 : Perception des collectrices de l'attitude des agents municipaux contre les collectrices selon le niveau d'instruction</i>	86
<i>Tableau 21 : Perception des collectrices de l'attitude des agents municipaux contre les collectrices selon le statut matrimonial</i>	87
<i>Tableau 22 : Perception des collectrices de « Les hommes dominant les meilleurs emplacements de collecte du plastic » selon l'âge</i>	88
<i>Tableau 23 : Perception des collectrices de « Les hommes dominant les meilleurs emplacements de collecte du plastic » selon le niveau d'instruction.....</i>	89
<i>Tableau 24 : Perception des collectrices de « Les hommes dominant les meilleurs emplacements de collecte du plastic » selon le statut matrimonial</i>	90

<i>Tableau 25 : Taux des collectrices affirmant la similarité de l'attitude des citoyens envers les hommes et les femmes qui exercent le métier de collecteur selon l'âge/ niveau d'instruction/ statut matrimonial</i>	90
<i>Tableau 26 : Taux des collectrices affirmant l'égalité des rémunérations entre les hommes et les femmes qui exercent le métier de collecteur selon l'âge/ niveau d'instruction/ statut matrimonial</i>	92
<i>Tableau 27 : Degré d'exposition aux blessures selon les collectrices</i>	94
<i>Tableau 28 : Degré d'exposition aux maladies selon les collectrices</i>	95
<i>Tableau 29 : Degré d'exposition aux intoxications selon les collectrices</i>	95
<i>Tableau 30 : Précautions prises par les collectrices pour exercer le métier selon leur groupe d'âge</i>	96
<i>Tableau 31 : Précautions prises par les collectrices pour exercer le métier selon leur niveau d'instruction ..</i>	97
<i>Tableau 32 : Précautions prises par les collectrices pour exercer le métier selon leur statut matrimonial</i>	97
<i>Tableau 33 : Perception des collectrices du regard des autres lors de la collecte des plastiques selon leur âge</i>	98
<i>Tableau 34 : Perception des collectrices du regard des autres lors de la collecte des plastiques selon leur niveau d'instruction</i>	98
<i>Tableau 35 : Perception des collectrices du regard des autres lors de la collecte des plastiques selon leur statut matrimonial</i>	98
<i>Tableau 36 : Taux des collectrices qui ont vécu dans une situation embarrassante dans les lieux de travail par les autres selon l'âge</i>	100
<i>Tableau 37 : Taux des collectrices qui ont vécu dans une situation embarrassante dans les lieux de travail par les autres selon le niveau d'instruction</i>	100
<i>Tableau 38 : Taux des collectrices qui ont vécu dans une situation embarrassante dans les lieux de travail par les autres selon le statut matrimonial.....</i>	101
<i>Tableau 39 : Taux des collectrices victimes de violence physique selon l'âge et l'acteur de violence</i>	103
<i>Tableau 40 : Taux des collectrices victimes de violence physique selon le niveau d'instruction et l'acteur de violence</i>	103
<i>Tableau 41 : Taux des collectrices victimes de violence physique selon le statut matrimonial et l'acteur de violence</i>	103
<i>Tableau 42 : Répartition des collectrices qui accepte être appelées par leur titre « Barbeche » selon leur âge</i>	104
<i>Tableau 43 : Répartition des collectrices qui accepte être appelées par leur titre « Barbeche » selon leur niveau d'instruction</i>	105
<i>Tableau 44 : Répartition des collectrices qui accepte être appelées par leur titre « Barbeche » selon leur statut matrimonial</i>	105

Tables des figures

<i>Figure 1 : Répartition de la majorité de barbacha selon la perception des citoyens</i>	<i>34</i>
<i>Figure 2 : Résidence des collectrices du cité selon la perception des citoyens</i>	<i>35</i>
<i>Figure 3 : Par rapport à la propreté du cité, les collectrices sont une solution ou problème ?</i>	<i>36</i>
<i>Figure 4 : Comment évaluer le travail des collectrices ?</i>	<i>37</i>
<i>Figure 5 : Premier sentiment dès l'observation d'une collectrice dans votre cité ?</i>	<i>38</i>
<i>Figure 6 : C'est "moche" de voir une femme en train de fouiller dans les poubelles ?</i>	<i>40</i>
<i>Figure 7 : C'est dégoûtant de voir une femme en train de fouiller dans les poubelles ?</i>	<i>41</i>
<i>Figure 8 : C'est pitoyable de voir une femme en train de fouiller dans les poubelles ?</i>	<i>42</i>
<i>Figure 9 : Une femme qui fouille dans les poubelles vaut mieux rester chez elle, ce travail n'est pas fait pour elle ?</i>	<i>43</i>
<i>Figure 10 : Perception des citoyens des collectrices</i>	<i>44</i>
<i>Figure 11 : Perception des citoyens du travail des collectrices</i>	<i>46</i>
<i>Figure 12 : Perception des citoyens de la relation des collectrices avec les autres acteurs</i>	<i>47</i>
<i>Figure 13 : Perception des citoyens de l'organisation des collectrices sous forme d'une structure leur garantissant un revenu stable</i>	<i>48</i>
<i>Figure 14 : Répartition des collecteurs de déchets selon sexe/ niveau d'instruction</i>	<i>53</i>
<i>Figure 15 : Répartition des collecteurs de déchets selon sexe/ statut matrimonial</i>	<i>55</i>
<i>Figure 16 : Taux des collecteurs en retraite selon sexe</i>	<i>57</i>
<i>Figure 17 : Occupation du conjoint selon le sexe du collecteur</i>	<i>58</i>
<i>Figure 18: Nature du travail de collecte selon le sexe du collecteur</i>	<i>59</i>
<i>Figure 19 : Représentativité du travail de collecte selon le sexe du collecteur</i>	<i>60</i>
<i>Figure 20 : Ancienneté dans le travail de collecte selon le sexe du collecteur</i>	<i>63</i>
<i>Figure 21 : Taux de couverture sociale/ sanitaire par sexe</i>	<i>65</i>
<i>Figure 22 : Taux de couverture sociale/ sanitaire des femmes selon l'âge</i>	<i>66</i>
<i>Figure 23 : Taux de couverture sociale/ sanitaire des femmes selon le niveau d'instruction</i>	<i>67</i>
<i>Figure 24 : Taux de couverture sociale/ sanitaire des femmes selon le statut matrimonial</i>	<i>68</i>
<i>Figure 25 : Taux de couverture sociale/ sanitaire des femmes selon la nature du travail de collecte (Permanent/ occasionnel)</i>	<i>69</i>
<i>Figure 26 : Degré de satisfaction des collectrices de leurs situations/conditions professionnelles</i>	<i>70</i>
<i>Figure 27 : Outil utilisé par les collectrices pour la collecte des déchets</i>	<i>73</i>
<i>Figure 28 : Perception des hommes collecteurs du plastic du travail des femmes dans le même métier selon le sexe</i>	<i>81</i>
<i>Figure 29 : Perception des collecteurs de l'attitude des agents municipaux contre les collectrices selon le sexe</i>	<i>85</i>
<i>Figure 30 : Perception des collecteurs : « Les hommes dominant les meilleurs emplacements de collecte du plastic » selon le sexe</i>	<i>87</i>

<i>Figure 31 : Taux des collecteurs affirmant la non-discrimination basée sur le genre selon le sexe</i>	<i>90</i>
<i>Figure 32 : Degré d'exposition aux risques selon le sexe</i>	<i>94</i>
<i>Figure 33 : Précautions prises pour exercer le métier selon le sexe des collecteurs.....</i>	<i>96</i>
<i>Figure 34 : Perception des collecteurs du regard des autres lors de la collecte des plastiques.....</i>	<i>98</i>
<i>Figure 35 : Taux des collecteurs qui ont vécu dans une situation embarrassante dans les lieux de travail par les autres.....</i>	<i>99</i>
<i>Figure 36 : Taux des collecteurs victimes de violence physique selon le sexe et l'acteur de violence</i>	<i>102</i>
<i>Figure 37 : Répartition des collecteurs qui accepte être appelés par leur titre « Barbeche » selon le sexe .</i>	<i>104</i>

Abréviations

AMG I	Assurance Médicale Gratuite (type I)
AMG II	Assurance Médicale Gratuite (type II : tarif réduit)
ASSF	Forum des Sciences Sociales Appliquées
CNRPS	Caisse Nationale de Prévoyance et de Protection Sociale
CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
CRES	Centre de Recherches et des Etudes Sociales
EF	Expertise France
ENO	Economie Non Observée
EPI	Equipement de protection individuelle
F2F	Face à face interview
FFP2	Equipements de protection respiratoire
FMI	Fonds monétaire international
FTDS	Forum Tunisien des Droits Economiques et Sociaux
INS	Institut National de la Statistique
MAS	Ministère des Affaires Sociales
MGE	Moyennes et Grandes Entreprises
PNUD	Programme des Nations Unis pour le Développement
OIT	Organisation Internationale du Travail
ONG	Organisations non gouvernementales
OSC	Organisations de la Société Civile
PNAFN	Programme National d'Aide aux Familles Nécessiteuses
RTFR	Régime des Travailleurs à Faibles Revenus
UNESCO	Organisation des Nations Unis pour l'Education, la Science et la Culture

Sommaire Exécutif

Ce rapport étudie les conditions de vie des collectrices de plastique (Barbachas) femmes en Tunisie. Il décrit leur rôle qui passe souvent inaperçu dans la gestion des déchets tout en explorant leurs luttes socio-économiques et préjugés, inégalités, discriminations au sein du système et violences structurelles.

Principales conclusions

L'analyse des attitudes et du stigma social autour des collectrices de déchets, ou **Barbachas**, révèle une dynamique complexe, marquée par des perceptions ambivalentes. D'une part, 70 % des répondants reconnaissent l'utilité du travail effectué par ces femmes. D'autre part, une part significative, soit 42 %, exprime des sentiments de mépris à leur égard. Cette dichotomie souligne une réalité préoccupante : bien que le travail des collectrices soit perçu comme utile, il est également associé à des stéréotypes négatifs, en particulier ceux liés au genre.

Le fait que 70 % des répondants acceptent que les collectrices effectuent un travail utile témoigne d'une prise de conscience croissante de l'importance de leur rôle dans la gestion des déchets urbains. Cette reconnaissance est essentielle, car elle peut servir de point de départ pour une valorisation de leur travail. Cependant, cette acceptation ne se traduit pas nécessairement par un respect accru ou une amélioration de leurs conditions de vie. Au contraire, le mépris ressenti par 42 % des personnes interrogées montre que, malgré la reconnaissance de l'utilité, un stigma persiste. Les femmes interrogées font face à des stéréotypes de genre profondément ancrés. Le jugement selon lequel une femme occupant ce métier est considérée comme « faible » par 65 % des hommes illustre une perception péjorative qui dévalorise leur travail. Ce stigma est doublement discriminatoire : il repose non seulement sur la nature du travail, souvent perçu comme ingrat ou dévalorisant, mais il est également exacerbé par des normes de genre qui assignent aux femmes des rôles moins valorisés dans la société.

Cette perception est problématique pour plusieurs raisons :

- (a) **Impact sur l'estime de soi** : Le mépris et les jugements négatifs peuvent avoir des effets dévastateurs sur l'estime de soi des collectrices. Se sentir jugées pour leur choix de métier peut engendrer un sentiment de honte et d'isolement, ce qui complique leur intégration dans la société.
- (b) **Obstacles à l'accès aux ressources** : Les stéréotypes peuvent également se traduire par des obstacles à l'accès à des ressources essentielles, telles que la formation professionnelle, les opportunités d'emploi dans des secteurs plus valorisés, ou même un soutien social. Les collectrices peuvent se sentir découragées de chercher de meilleures opportunités en raison de la stigmatisation associée à leur travail actuel.
- (c) **Renforcement des inégalités** : Le stigma social contribue à maintenir les inégalités de genre en renforçant les perceptions négatives des rôles traditionnellement féminins. Cela crée un cercle vicieux où les femmes sont cantonnées à des emplois précaires et mal rémunérés, simplement en raison de leur genre.

Pour lutter contre ce stigma, il est important d'initier des campagnes de sensibilisation et d'éduquer le public sur la valeur du travail effectué par les Barbachas. Mettre en avant leurs contributions à la propreté urbaine et à la santé publique peut aider à changer les mentalités. De plus, il est essentiel de promouvoir des modèles féminins qui réussissent dans divers secteurs, y compris celui de la gestion des déchets, afin de démontrer que la force et la compétence ne sont pas en contradiction avec le fait d'exercer ce métier.

Profil sociodémographique

L'analyse du profil sociodémographique des collectrices de déchets, ou **Barbachas**, révèle des caractéristiques préoccupantes qui contribuent à leur vulnérabilité sur le marché du travail. Cette section se concentre sur trois aspects clés : l'âge, le niveau d'éducation et l'état civil, mettant en lumière les défis auxquels ces femmes sont confrontées.

(a) Âge : Un constat saisissant est que 62 % des collectrices de déchets se situent dans la tranche d'âge de 40 à 60 ans. Ce groupe d'âge est souvent considéré comme particulièrement vulnérable sur le marché du travail pour plusieurs raisons :

Difficultés d'emploi : À cet âge, les femmes peuvent faire face à des discriminations liées à l'âge, rendant plus difficile leur accès à des emplois mieux rémunérés et moins précaires. Les employeurs peuvent privilégier des candidats plus jeunes, perçus comme plus dynamiques ou moins coûteux en termes de charges salariales.

Manque de mobilité professionnelle : Les Barbachas, souvent engagées dans un travail physique exigeant, peuvent éprouver des limitations physiques croissantes avec l'âge. Cela les contraint à rester dans des emplois peu gratifiants, car ils manquent d'opportunités de reconversion ou de formation professionnelle adaptées à leur situation.

Pression économique : En raison de leur âge, ces femmes peuvent également ressentir une pression accrue pour subvenir aux besoins de leur famille, notamment si elles sont les principales soutiens de ménage. Cette situation peut les pousser à accepter des conditions de travail précaires et mal rémunérées.

(b) Éducation : Le niveau d'éducation des collectrices est également alarmant, avec 47,7 % d'entre elles n'ayant pas dépassé l'école primaire. Ce manque de formation a des conséquences significatives sur leurs perspectives économiques :

Accès limité aux opportunités : Un faible niveau d'éducation limite l'accès à des emplois mieux rémunérés et plus stables. Les femmes sans formation sont souvent cloisonnées dans des secteurs informels ou dans des emplois peu qualifiés, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux fluctuations économiques.

Compétences non développées : L'absence de formation formelle signifie également que ces femmes manquent de compétences techniques et professionnelles, les empêchant de se diversifier ou de se reconvertir vers des métiers en demande. Cela renforce leur dépendance à des emplois précaires qui ne leur offrent pas de perspectives d'évolution.

Impact sur la santé et le Bien-Être : Le manque d'éducation peut également affecter la santé et le bien-être général. Les femmes moins éduquées peuvent être moins informées sur les questions de santé, de sécurité au travail, et de gestion financière, augmentant ainsi leur vulnérabilité.

(C).État Civil : Enfin, l'état civil des collectrices est un facteur déterminant de leur situation économique et sociale. Environ 34,4 % d'entre elles sont divorcées ou veuves, ce qui les contraint à ce type de travail :

Absence de soutien familial : Le statut de divorcée ou de veuve entraîne souvent une perte de soutien économique. Ces femmes peuvent se retrouver seules pour élever des enfants ou s'occuper de membres de la famille, ce qui les pousse à accepter des emplois précaires pour assurer leur subsistance.

Stigmatisation sociale : Le divorce et le veuvage peuvent également entraîner une stigmatisation sociale, exacerbant leur isolement. Cette stigmatisation peut limiter leur accès à des réseaux de soutien ou à des opportunités d'emploi, renforçant leur vulnérabilité.

Pression économique accrue : La nécessité de subvenir aux besoins de leur famille dans un contexte de précarité économique peut les contraindre à travailler dans des conditions difficiles, souvent sans les protections nécessaires. Cette pression peut également affecter leur santé mentale et physique, aggravant leur situation

Concernant les conditions de travail

L'analyse des conditions de travail des collectrices de déchets, met en évidence des lacunes préoccupantes en matière d'outils, de protection, et de santé. Ces facteurs contribuent non seulement à leur vulnérabilité professionnelle, mais aussi à des risques accrus pour leur santé et leur sécurité.

(a) Outils de base

Un constat alarmant est que 60 % des collectrices utilisent des brouettes/poussettes, tandis que 20 % d'entre elles ne possèdent aucun outil. Cette situation soulève plusieurs problématiques :

Efficacité et productivité : L'utilisation de brouettes/poussettes, bien qu'elles soient des outils de base, limite l'efficacité des collectrices. Les tâches de collecte et de transport des déchets peuvent devenir particulièrement ardues sans équipements adéquats, entraînant une baisse de productivité. Cela peut également affecter leurs revenus, car une productivité réduite se traduit souvent par des compensations financières moindres.

Conditions de travail difficiles : L'absence d'outils appropriés complique les tâches quotidiennes et augmente la charge physique que doivent supporter les collectrices. Cela peut entraîner une fatigue accrue, des douleurs musculosquelettiques, et d'autres problèmes de santé à long terme, affectant leur capacité à travailler de manière durable.

Accès à des outils modernes : Le manque d'équipement adéquat signifie également que ces femmes ne bénéficient pas des avancées technologiques qui pourraient faciliter leur travail. Des outils modernes, comme des tricycles ou même des remorques, pourraient considérablement alléger leur charge de travail et améliorer leurs conditions.

(b) Protection Insuffisante

Une autre source de préoccupation est le faible taux d'utilisation d'équipements de protection. Seulement 33,2 % des collectrices portent des gants, des masques, et d'autres protections appropriées. Cela pose plusieurs problèmes :

Risques sanitaires : L'absence d'équipements de protection expose les collectrices à divers risques sanitaires. Elles manipulent des déchets qui peuvent contenir des substances dangereuses, des

agents pathogènes, et des matériaux toxiques. Sans protection, leur santé est gravement compromise, augmentant le risque de maladies infectieuses et de problèmes respiratoires.

Absence de sensibilisation : Le faible taux de port d'équipements de protection peut également indiquer un manque de sensibilisation sur l'importance de la sécurité au travail. Des campagnes d'éducation sur les risques associés à leur métier et sur les bonnes pratiques de sécurité pourraient contribuer à améliorer cette situation.

Perception de la valeur du travail : La négligence des équipements de protection peut également refléter une perception dévalorisante du travail des collectrices. Si leur rôle est perçu comme sans importance, il est probable que les mesures de sécurité nécessaires soient également minimisées.

(c) Santé et sécurité

Enfin, la question de la couverture santé est importante. Seulement 32,7 % des collectrices bénéficient d'une couverture santé, comparé à 42,6 % des hommes. Cette disparité est significative pour plusieurs raisons :

Accès aux soins médicaux : Une couverture santé insuffisante limite l'accès aux soins médicaux nécessaires. Les femmes collectrices peuvent hésiter à consulter des professionnels de santé en raison de coûts prohibitifs, ce qui peut conduire à une détérioration de leur état de santé.

Inégalités de Genre : La différence de couverture entre les sexes souligne des inégalités systémiques. Cela peut être dû à des discriminations dans l'accès aux ressources de santé ou à des politiques de sécurité sociale qui ne prennent pas en compte les spécificités du travail des femmes.

Impact sur la productivité : Une mauvaise santé due à un accès limité aux soins peut également avoir des répercussions directes sur leur productivité. Les collectrices malades sont moins susceptibles de travailler efficacement, ce qui peut impacter leur revenu et leur stabilité économique.

Inégalités de Genre

L'analyse des conditions de travail des collectrices de déchets, met en lumière des inégalités de genre significatives qui affectent leur statut, leur sécurité, et leurs opportunités professionnelles. Trois éléments clés illustrent ces inégalités : l'accès inégal aux points de collecte, les différences de perception selon l'état civil, et l'attitude des employés municipaux envers les femmes.

- (a) Accès aux meilleurs points de collecte** : Un constat préoccupant est que les femmes collectrices sont moins susceptibles d'être trouvées aux meilleurs points de collecte, une réalité qui touche 32,6 % des femmes collectrices âgées. Ce phénomène peut être expliqué par plusieurs facteurs :

Discrimination dans l'attribution des tâches : Les femmes peuvent être systématiquement écartées des points de collecte les plus prisés, souvent associés à de meilleures conditions de travail et à une rémunération plus élevée. Cette discrimination peut découler de préjugés sexistes qui considèrent les femmes comme moins capables ou moins dignes de confiance pour gérer des tâches considérées comme « plus importantes ».

Manque de représentation : L'absence de femmes dans les postes de décision au sein des entreprises de collecte de déchets contribue à cette inégalité. Sans représentation féminine, les besoins et les droits des collectrices sont souvent négligés dans la planification des opérations.

Sécurité et mobilité : Les meilleurs points de collecte peuvent également être situés dans des zones perçues comme plus sûres ou plus accessibles. Les femmes, en raison de préoccupations liées à la

sécurité, peuvent être contraintes de travailler dans des zones moins favorables, ce qui impacte leur capacité à générer des revenus.

- (b) Perception de l'égalité selon l'État Civil :** Les résultats montrent que les collectrices mariées jouissent d'une perception plus favorable de l'égalité, à 61,6 %, par rapport aux veuves, qui ne représentent que 24,4 %. Ce contraste révèle plusieurs dynamiques :

Soutien familial : Les femmes mariées peuvent bénéficier d'un soutien familial qui leur permet de mieux naviguer dans un environnement de travail difficile. Ce soutien peut se traduire par une meilleure perception de leur rôle et de leur valeur, à la fois au sein de la famille et au sein de la communauté.

Stigmatisation des veuves : Les veuves, en revanche, peuvent faire face à une stigmatisation accrue qui les marginalise davantage. La perte de leur conjoint peut les isoler socialement, les rendant plus vulnérables aux préjugés et aux inégalités.

Ressources économiques : Les femmes mariées ont souvent plus d'accès à des ressources économiques et à des réseaux de soutien, ce qui peut leur permettre de revendiquer de meilleures conditions de travail. Les veuves, en l'absence de ce soutien, peuvent se retrouver piégées dans des emplois précaires sans perspectives d'amélioration.

- (c) Attitude des employés de la ville :** Une autre dimension préoccupante est l'attitude des employés de la ville et des agents municipaux, où 46 % des travailleurs masculins considèrent leur attitude comme "très mauvaise" envers les femmes. Cette situation soulève des questions critiques :

Normes culturelles : Les attitudes négatives sont souvent enracinées dans des normes culturelles qui perpétuent des stéréotypes de genre. Les employés de la ville peuvent être influencés par des perceptions traditionnelles qui minimisent le rôle des femmes dans des secteurs considérés comme masculins.

Impact sur le moral et la productivité : Une attitude négative peut créer un environnement de travail hostile pour les collectrices. Cela peut affecter leur moral, leur motivation, et leur productivité, les poussant à se sentir invisibles ou non reconnues pour leur travail.

Répercussions sur la sécurité : Un environnement de travail où les femmes sont perçues négativement peut également avoir des implications sur leur sécurité. Les comportements discriminatoires peuvent mener à des situations d'intimidation ou de harcèlement, augmentant les risques pour leur bien-être physique et mental.

Une diversité géographique révélatrice

Autrefois concentrées dans les quartiers périurbains et populaires, elles sont désormais aussi présentes dans les centres-villes, reflétant un glissement des classes moyennes inférieures vers le travail précaire.

a) Origine géographique et précarité

- La majorité des femmes interrogées viennent de zones urbaines défavorisées (Tunis : Sidi Hssine, Kabaria ; Sfax : El Hay Khairi, Agareb).
- Leur activité informelle est une réponse à l'exclusion du marché formel, liée à leur faible éducation et à leur situation socio-économique.
- Certaines zones (Monastir, Ben Arous) illustrent une urbanisation accélérée, avec des femmes issues des "ceintures rouges" (zones périphériques pauvres).

b) Émergence dans les centres-villes et paupérisation

- Nouveauté : des femmes barbachas proviennent désormais de quartiers centraux (Tunis : Hafsia, Bab Souika ; Ben Arous : Hamma Lif, El Mourouj).
- Ce phénomène reflète l'appauvrissement des classes moyennes inférieures, poussées vers l'économie informelle.
- Leur niveau d'instruction s'améliore légèrement (certaines ont un secondaire voire un supérieur), signe d'aspirations accrues malgré un accès limité à l'emploi stable.

c) Disparités régionales

- Certaines régions (Kebili, Zaghuan) comptent très peu de femmes barbachas, probablement en raison de normes culturelles restrictives ou d'un manque d'opportunités économiques.
- D'autres (Bizerte, Ariana) ont une représentation modérée, suggérant des dynamiques locales favorables à cette activité informelle.

Recommandations

La protection des collectrices du plastique est essentielle pour garantir leur sécurité et leur bien-être. Les recommandations suivantes s'adressent à différents acteurs, y compris les municipalités, le gouvernement, les ONG/OSC, les syndicats et les législateurs, en mettant l'accent sur la nécessité de formaliser leur statut.

a) Recommandations à la destination des municipalités

- Fournir des équipements de protection individuelle (EPI) en incitant les municipalités à fournir des gants anti-coupures, des masques FFP2, des combinaisons imperméables et des chaussures de sécurité adaptées, en particulier pour les femmes.
- Former les travailleurs : et proposer des formations en arabe/dialecte tunisien sur les risques associés aux déchets médicaux, produits chimiques, et sur les gestes ergonomiques pour prévenir les troubles musculosquelettiques. Sensibiliser à l'hygiène (lavage des mains, désinfection).
- Instaurer des comités de sécurité :et organiser des réunions mensuelles entre les travailleurs, superviseurs et représentants municipaux pour signaler les dangers (déchets non triés, matériel défectueux).
- Encadrer les contrats de sous-traitance : Bien que le secteur soit informel, les municipalités peuvent imposer des clauses sociales pour garantir des conditions de travail décentes, y compris des protections adéquates et des primes de pénibilité.

b) Recommandations à la destination du gouvernement

- Reconnaître la profession dans la législation : en intégrant les travailleurs-euses des déchets dans un cadre légal spécifique, leur conférant un statut protecteur et l'accès à des droits sociaux.
- S'inspirer des "**ponts contributifs**" (Chili, Brésil) pour créer un **mécanisme transitoire** entre aides sociales et assurance par :

- ✓ **Cumul dégressif** des allocations (ex. Amen Social) avec les cotisations RTFR sur 3-5 ans.
- ✓ **Avantages incitatifs** : Soins privés subventionnés et pension bonifiée (+70 % SMAG après 10 ans).
- ✓ **Sensibilisation par pairs** : Former d'anciennes travailleuses comme médiatrices du régime. Ces mesures doivent (a) **neutraliser l'arbitrage économique** (pas de perte brutale d'aides). (b) **Combiner solidarité et responsabilisation**, comme au Chili où ce système a accru la formalisation de 25 %.

- Légiférer pour des normes d'équipement adaptées : en imposant un contrôle renforcé sur les conditions de travail et la sécurité dans le secteur informel.
- Intégrer la filière déchets dans les politiques de santé au travail : et créer un observatoire des maladies professionnelles spécifiques à ce secteur, afin de mieux comprendre et prévenir les risques sanitaires.

c) **Recommandations à la destination des ONG/OSC**

- Promouvoir des coopératives de collectrices : et aider à la création de structures formelles qui permettent aux travailleurs-euses de mutualiser les ressources et de sortir de la précarité. Faciliter l'accès à des microcrédits pour l'achat de matériel.
- Mettre en place des systèmes de signalement contre les agressions : avec des systèmes de géolocalisation des gisements
- Sensibiliser le public et les décideurs : Organiser des campagnes de sensibilisation sur les enjeux liés à la collecte des déchets et sur les droits des travailleurs-euses du secteur informel.

d) **Recommandations à la destination des syndicats**

- Impliquer les syndicats dans la défense des droits des travailleurs informels et Travailler avec les municipalités et les ONG/OSC pour garantir des conditions de travail décentes et sécurisées.
- Créer des espaces de dialogue : et établir des forums où les travailleurs-euses peuvent exprimer leurs préoccupations et négocier des améliorations de leurs conditions de travail.

e) **Recommandations à la destination des législateurs**

- Protection sociale et sanitaire : assurer une protection sociale intégrale et mettre en place des lois garantissant une couverture sociale pour les travailleurs-euses des déchets, incluant l'accès aux soins de santé, aux congés maladie et à des retraites adaptées.
- Légiférer sur la santé au travail : et établir des réglementations précises concernant les conditions de travail dans le secteur des déchets informels, en incluant des mesures de prévention des risques professionnels et des protections spécifiques pour les femmes.

Introduction

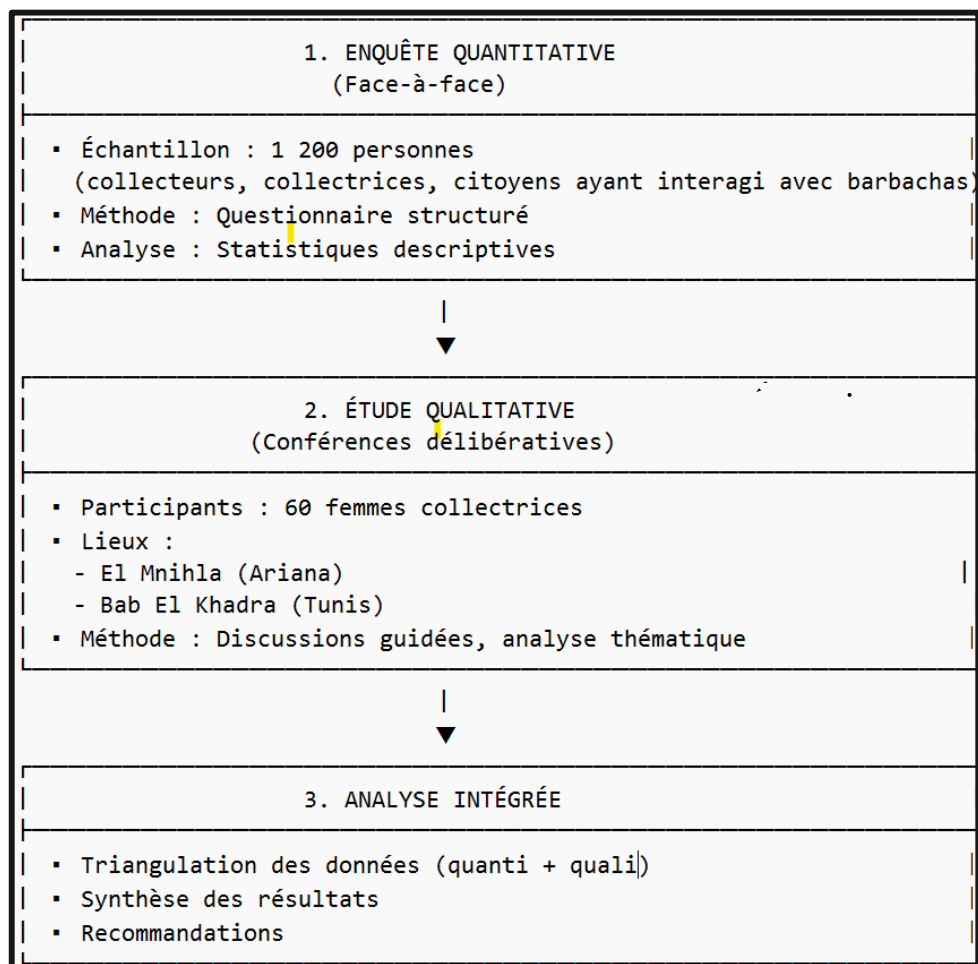
Cette étude est une initiative de recherche -action portée par l'ASSF, dans le cadre du programme **Savoir Éco**, mis en place par **Expertise France**. Elle vise à explorer en profondeur la réalité des collectrices de déchets, communément appelées **Barbachas**, en Tunisie. Ces femmes, bien que vitales pour la gestion des déchets urbains, sont souvent sous-estimées. Il est donc impératif de mettre en lumière non seulement leur rôle, mais également les défis et les luttes qu'elles affrontent quotidiennement.

Ces femmes occupent une place unique dans le paysage urbain tunisien. Leur travail est essentiel pour le bon fonctionnement des villes, mais il est également empreint de stigmatisation et de mépris. Face à des conditions de travail précaires, des inégalités de genre, et un manque d'accès aux ressources, il est important de comprendre les dynamiques socio-économiques qui les entourent. Cette enquête vise à documenter ces réalités pour plaider en faveur de changements tangibles et durables.

Objectifs : Cette étude répond à un double défi, le premier est **épistémologique** : il s'agit de mieux connaître cette population, son profil, ses attentes, son désespoir et son espoir. Le second défi est **pratique**. En comprenant mieux ces dynamiques, chercheurs et acteurs de la société civile, seront en mesure d'agir ensemble plus efficacement en leur faveur, sous forme de propositions concrètes et, pourquoi pas, d'initiatives solidaires. En répondant à ces deux défis, cette étude contribue à la recherche socialement responsable. Comme le souligne le sociologue **Pierre Bourdieu**, « *la recherche ne peut être considérée comme socialement responsable que si elle prend en compte les enjeux sociaux et politiques des populations qu'elle étudie* ». Cette approche éthique de la recherche implique de s'engager activement envers les communautés, en valorisant leurs voix et en intégrant leurs besoins dans le processus décisionnel.

En complément de l'enquête en face-à-face réalisée auprès de 1 200 personnes (collecteurs, collectrices et citoyens ayant eu des interactions avec des barbachas), une étude qualitative a été conduite à travers deux conférences délibératives. Ces rencontres, organisées à El Mnhla (gouvernorat de l'Ariana) et à Bab El Khadra (gouvernorat de Tunis), ont réuni 40 femmes collectrices afin de garantir la diversité des opinions et la représentativité des réponses.

Un des éléments clés de cette approche est la conférence délibérative, un processus participatif qui rassemble divers acteurs, y compris les collectrices, des experts, des représentants des collectivités locales et des membres d'associations. Ce processus commence par la constitution de groupes diversifiés pour garantir que toutes les voix, qu'elles soient celles de femmes mariées, veuves, jeunes ou âgées, soient entendues. Lors des conférences, des thématiques clés sont introduites pour structurer les discussions, où les participants sont encouragés à partager leurs perspectives sur leurs conditions de travail et leur intégration dans l'économie formelle. Un animateur neutre guide les échanges pour s'assurer que chacun puisse s'exprimer dans un climat de confiance, créant ainsi un espace sûr pour partager des expériences sans crainte de jugement. À la fin de chaque session, les idées et recommandations sont synthétisées pour dégager des axes de réflexion communs, et les résultats sont ensuite présentés aux participantes pour validation, assurant que les recommandations reflètent fidèlement leurs attentes et besoins.



Impact et Perspectives : Cette méthode mixte ne se limite pas simplement à recueillir des données ; elle permet également de renforcer le pouvoir d'agir des femmes collectrices. En les impliquant activement dans le processus de décision, nous aspirons à leur donner une voix dans les politiques qui les concernent. Les résultats de cette étude serviront de base pour l'élaboration de recommandations visant à améliorer leur intégration dans l'économie formelle et à renforcer leur statut social.

I. Approche méthodologique :

1. Ce que la littérature nous apprend sur le travail informel des femmes :

Selon le recensement de 2014, environ 306 000 femmes étaient actives dans l'économie informelle en Tunisie, ce qui représente 32,5 % de la population active féminine. Les principaux secteurs d'activité incluent l'agriculture (33,3 %) et le commerce (35,5 %), mais de nombreuses femmes exercent également des métiers dans le travail domestique, la couture, et d'autres emplois précaires. Aujourd'hui, cinq ans après la pandémie, la Tunisie continue de faire face aux effets combinés du post-Covid et de la crise économique, ce qui a probablement entraîné une augmentation spectaculaire du nombre de femmes travaillant dans l'économie informelle. Selon les dernières études publiées en décembre 2023 par l'Observatoire national de l'emploi et des qualifications (ONEQ 2023), environ 1,3 million de personnes travaillent dans le secteur informel en Tunisie, et « la plupart sont des femmes ». Cette affirmation est reprise de manière concordante par plusieurs sources officielles et médiatiques, soulignant la forte présence féminine dans ce secteur.¹ Si on interprète le terme « la plupart sont des femmes » de façon prudente, cela signifie qu'au moins 650 000 femmes, et probablement davantage, exercent une activité informelle en Tunisie.

Cette augmentation souligne l'importance de ce thème pour la recherche, tant sur le plan économique que social. En 2022, un rapport conjoint du PNUD et de l'OIT sur l'économie informelle tunisienne met en lumière la réticence persistante des femmes à formaliser leur activité professionnelle. Plusieurs facteurs structurels expliquent cette tendance : Les travailleuses du secteur informel, particulièrement dans l'agriculture, évoluent dans un contexte de grande précarité, marqué par des conditions de travail risquées et une absence de protection sociale. Bien que des mesures aient été initiées pour remédier à cette situation - notamment le décret de 2019 élargissant le régime RTFR et le programme Ahmini proposant une affiliation simplifiée via mobile (cotisation d'1 dinar/jour) avec couverture des accidents du travail et droits à pension - les résultats restent limités. Les prestations offertes par Ahmini apparaissent dévalorisées face aux dispositifs d'assistance sociale existants comme l'Amen Social ou le PNAFN. La similarité des prestations sanitaires (limitées au secteur public) et l'attractivité financière immédiate des aides sociales (200 DT/mois pour l'Amen Social contre une pension RTFR de 120 DT après 10 ans de cotisation) créent un déséquilibre manifeste.

Cette situation met en lumière un paradoxe des politiques sociales tunisiennes : les programmes d'assistance, bien que nécessaires, produisent involontairement un effet de verrouillage de l'informalité. Les travailleuses rurales, souvent en situation de précarité extrême, opèrent un calcul économique rationnel en privilégiant le maintien dans l'informalité qui leur permet d'accéder à des transferts sociaux plus avantageux à court terme.

La faiblesse intrinsèque de l'offre RTFR aggrave ce phénomène. La médiocrité des services publics de santé, combinée à l'absence de différenciation qualitative entre les régimes, rend le choix contributif peu attractif. Le régime souffre également d'un déficit de légitimité, avec des prestations retraite trop modestes pour compenser la perte des aides sociales. En filigrane apparaît une faille majeure de gouvernance : l'absence de vision coordonnée entre **politiques d'assistance** et **politiques d'assurance sociale**. Cette fragmentation institutionnelle entretient les effets de seuil et les comportements stratégiques d'évitement de la formalisation. Le cas Ahmini révèle ainsi les limites d'une approche

technocratique qui, malgré son innovation procédurale (mobile banking, simplification administrative), ne parvient pas à créer une valeur ajoutée suffisante pour surmonter les logiques de survie économique des populations cibles.

En dernière analyse, ce désintérêt traduit l'échec d'une approche purement administrative de la formalisation, qui néglige les rationalités pratiques des travailleuses informelles. Sans revalorisation substantielle des prestations, sans mécanismes de **transition entre assistance et assurance**, et sans campagne massive de sensibilisation adaptée aux réalités rurales, il est peu probable que l'initiative parvienne à surmonter cette défiance structurelle. La persistance de ce phénomène interroge fondamentalement la capacité du système tunisien à construire une protection sociale inclusive qui dépasse les clivages entre formel et informel.

Appliqué à un autre champ d'activité et dans un environnement distinct (le formalisation du travail des femmes au Souk), le rapport **FEMMEDINA** (2024), propose trois piliers complémentaires : inclusion économique, structuration collective et accompagnement social. Le document met en lumière plusieurs points forts du dispositif, notamment la combinaison judicieuse de formations professionnelles avec un processus de formalisation progressive des activités. Cependant, l'analyse révèle également des limites importantes quant à la pérennité du modèle.

Le rapport souligne que les mécanismes proposés - notamment les étals subventionnés et les comités professionnels - bien que pertinents sur le papier, présentent des risques opérationnels non négligeables. L'expérience d'autres programmes similaires, citée dans le document, montre que de telles initiatives nécessitent non seulement un financement stable, mais aussi un ancrage profond dans les réalités communautaires pour éviter de rester symboliques.

Une critique récurrente dans l'analyse concerne l'absence de solutions concrètes pour pallier les contraintes temporelles des commerçantes, particulièrement leur double charge de travail professionnel et domestique. Cet aspect, important pour la participation effective aux formations, n'aurait pas reçu selon le rapport l'attention nécessaire dans la conception du projet.

Le document suggère deux axes d'amélioration principaux :

1. Le renforcement du volet plaidoyer pour sécuriser l'engagement politique à long terme
2. Une différenciation plus marquée des interventions selon les profils de commerçantes (revendeuses, artisanes, maraîchères)

Un autre aspect important dans l'analyse du travail informel des femmes est abordé dans le rapport de l'OIT sur **le travail informel et les jeunes** (2015), qui se concentre sur la population des **NEET** (ni en emploi, ni en éducation, ni en formation). Ce rapport souligne que les femmes âgées de 15 à 29 ans sont particulièrement touchées par cette exclusion, avec un taux de NEET atteignant 30 %, contre seulement 6,1 % pour les hommes. En chiffres absolus, 429 420 femmes (contre 89 320 hommes) représentent 82,8 % de l'ensemble des NEET.

Cet écart, tout comme le taux de chômage élevé des femmes, peut être interprété comme un indicateur de leurs difficultés d'insertion sur le marché du travail. Cependant, il reflète également des normes sociales et culturelles qui maintiennent les femmes à l'écart de l'emploi, contribuant ainsi aux faibles taux d'activité dans tous les groupes d'âge. De plus, les conditions de travail souvent inadaptées rendent difficile pour les

femmes la conciliation entre leurs responsabilités économiques et les tâches familiales, qui restent largement inégalement réparties.

Le taux élevé de NEET parmi les jeunes femmes mérite une attention particulière, car c'est au sein de ce groupe d'âge que des changements vers des taux d'activité plus élevés pourraient survenir rapidement. Les taux de chômage élevés pourraient d'ailleurs être un indicateur précurseur de cette dynamique. Cette situation souligne l'importance d'interventions ciblées pour améliorer l'accès des femmes au marché du travail et favoriser leur inclusion économique.

Qu'on aborde leur situation sous l'angle des NEET, des femmes rurales ou des marchandes de souk, les barbachas constituent un domaine d'étude encore peu exploré. Souvent, les recherches sur l'informalité se concentrent sur des aspects plus généraux, considérant ce phénomène comme marginal dans le paysage urbain. Ce manque de focus sur les barbachas fait que leur réalité unique est souvent négligée, notamment en ce qui concerne leur lien avec l'environnement. Cette lacune dans la recherche empêche une compréhension approfondie des défis spécifiques auxquels ces femmes collectrices sont confrontées. Elles subissent des discriminations, font face à des problèmes de sécurité économique et évoluent dans des conditions de travail précaires, tout en étant affectées par des enjeux environnementaux souvent ignorés. Par conséquent, leurs difficultés restent mal documentées et peu prises en compte dans les politiques publiques. La majorité des travaux sur les barbachas sont relativement récents et proviennent principalement de littérature grise, ainsi que de rapports d'organisations de la société civile (OSC) et d'ONG.

Cette littérature grise désigne des documents non publiés dans des revues académiques, tels que des rapports, des études de cas, des évaluations de projets et des documents de politique. Ces travaux, bien que souvent précieux pour comprendre les réalités des Barbachas, manquent parfois de rigueur méthodologique et d'expertise académique. Ils sont généralement produits dans le cadre d'initiatives visant à sensibiliser ou à défendre les droits de ces femmes, mais ne remplacent pas des études scientifiques systématiques.

Les rapports des OSC et des ONG mettent souvent en lumière les conditions de vie et de travail des Barbachas, ainsi que les défis qu'elles rencontrent. Ces organisations jouent un rôle important en collectant des données et en documentant les injustices. Cependant, leur focus est souvent limité à des aspects spécifiques, tels que la défense des droits humains, sans une approche qui englobe des analyses sociologiques ou économiques approfondies.

L'absence de recherches académiques sur les Barbachas signifie qu'il y a un vide en matière de connaissances systématiques et théoriques. Les études universitaires pourraient apporter des perspectives critiques et des analyses rigoureuses, permettant de mieux comprendre les dynamiques sociales, économiques et culturelles qui affectent ces femmes. Ce manque de recherche académique limite également la capacité à formuler des politiques publiques fondées sur des données probantes et à promouvoir des changements durables. Parmi les rapports et les quelques articles ou rapports disponibles, il convient de noter, sans prétendre à l'exhaustivité :

-GIZ : « *L'Intégration Structurelle du Secteur Informel dans la Gestion des Déchets Communaux en Tunisie* » (rapport GIZ / SWEEP-Net, 2014)

Ce rapport constitue une étude diagnostique majeure sur la situation des barbachas dans le Grand Tunis. Il analyse les différentes catégories de travailleurs informels dans le secteur des déchets, notamment les barbachas professionnels, semi-professionnels, précarisés et les femmes barbachas, chacune ayant des profils et des modes d'activité spécifiques. Le rapport souligne que le secteur informel assure la collecte

d'environ 70 % des déchets recyclables, avec une chaîne de valeur fragmentée entre collecteurs, transporteurs et recycleurs. La méthodologie combine des enquêtes qualitatives et quantitatives dans huit municipalités, avec un focus sur La Marsa et Ettadhamen-Mnihla, deux communes pilotes. Le rapport identifie les besoins communs et spécifiques des barbachas, notamment l'accès au crédit, la reconnaissance légale, la formation, et la protection sociale. Il propose des pistes d'intégration structurelle, notamment via la formalisation progressive, la création de coopératives et l'amélioration des conditions de travail, tout en renforçant la gestion municipale des déchets (GIZ / SWEEP-Net, 2014).

Lien : <https://cdn.nawaat.org/wp-content/uploads/2014/11/GIZ-SWEEP-Net-Tunisia.pdf>

2. Rapport sur : *L'unité de recyclage des barbachas à Ettadhamen en Tunisie* (rapport International Alert, 2020)

Ce rapport présente un projet pilote d'économie sociale et solidaire visant à organiser les barbachas dans la cité dense d'Ettadhamen, où environ 800 barbachas vivent de la collecte et du recyclage des déchets plastiques. Le projet, initié en partenariat avec l'ONG International Alert et une association locale créée en 2015, vise à restructurer le secteur informel, obtenir une reconnaissance légale et garantir les droits sociaux des barbachas. Le document décrit les conditions de travail très précaires : absence de sécurité sociale, harcèlement, fatigue liée à la collecte à pied, stigmatisation sociale (International Alert, 2020). Il met en lumière la concurrence déloyale avec les nouveaux acteurs municipaux et privés qui installent des cages de tri et des collecteurs officiels, menaçant les revenus des barbachas historiques (International Alert, 2020). L'expérience montre que l'auto-organisation et la mutualisation des moyens peuvent améliorer les revenus et réduire les conflits, mais que l'absence de cadre légal reste un obstacle majeur. Le rapport insiste sur le rôle écologique et économique central des barbachas dans la gestion des déchets urbains, et propose ce modèle comme un exemple à reproduire ailleurs en Tunisie (International Alert, 2020).

Lien : https://www.international-alert.org/app/uploads/2021/09/Tunisie_RecyclagedesBarbachas_FR_2020.pdf.pdf

3. Enfin, sur le plan de la recherche académique et dans son article « *L'action sociale contre le centre de traitement de déchets dangereux de Jradou*, ainsi que dans son livre « **L'informel ou la face cachée de la précarité : le cas des chiffonniers de Tunis** », sur les chiffonniers de grand Tunis, Hassan Mouri analyse la décharge de Borj Chakir comme un lieu de tensions micro-tribal parmi les collecteurs de déchets. Cette décharge, essentielle pour la gestion des déchets dans le Grand Tunis, est également un théâtre de conflits de territoire liés à des rivalités socio-régionales. Les Barbachas, issues de divers horizons, se disputent l'accès aux ressources, ce qui exacerbe les inégalités et entrave leur capacité à travailler en toute sécurité.

Lien : <https://shs.hal.science/halshs-04552642v1>

Ces travaux et rapports, bien qu'essentiels pour comprendre le rôle de cette population vulnérable dans la gestion des déchets, présentent plusieurs limites significatives, notamment :

Approche majoritairement quantitative et économique : La plupart des études se concentrent sur la typologie des Barbachas, leurs revenus, leurs modes d'organisation et leur intégration dans la gestion formelle des déchets. Bien qu'elles mettent en avant les enjeux économiques et institutionnels, elles

négligent souvent les dimensions sociales plus profondes, telles que les relations de genre et les inégalités structurelles.

Insuffisance de données qualitatives : Malgré leur représentation significative (environ 25 % à 40 % selon les sources), les expériences spécifiques des femmes Barbachas restent peu explorées. Les rapports évoquent leur précarité, le manque de moyens et les contraintes familiales, mais sans approfondir les mécanismes sociaux, culturels et politiques qui sous-tendent leur vulnérabilité.

Manque d'analyse sur la santé des femmes Barbachas : Les risques sanitaires sont abordés de manière générale, sans distinction des impacts spécifiques sur les femmes, qui sont souvent exposées à des conditions de travail difficiles et à des risques liés à la maternité ou à la santé reproductive.

Peu d'analyse sur les dynamiques de pouvoir et les rapports de genre : Les rapports techniques et les articles journalistiques manquent d'une analyse approfondie des rapports de pouvoir entre hommes et femmes dans ce secteur informel, ainsi que de leurs implications pour les politiques publiques.

Parmi les questions non résolues et pistes à approfondir on note :

- *Les effets de la précarité sur la santé et la protection* : Quels sont les impacts spécifiques de la précarité et du travail informel sur la santé physique et mentale des femmes Barbachas ? Il y a un manque de données détaillées sur les conséquences sanitaires différenciées par genre, notamment en ce qui concerne les maladies professionnelles, le stress ou l'accès aux soins.

- *Le rôle des femmes dans l'organisation collective* : Quelle est la place des femmes dans les processus d'organisation collective et de formalisation du secteur ? Bien que certains projets évoquent l'auto-organisation, peu d'informations sont disponibles sur la participation et le leadership des femmes dans ces initiatives.

- *Et enfin, l'intégration d'une Perspective de genre dans les politiques publiques* : Comment les politiques publiques peuvent-elles mieux intégrer une perspective de genre dans la gestion des déchets et la reconnaissance des Barbachas ? Les stratégies nationales et municipales demeurent largement neutres du point de vue du genre, sans mesures spécifiques visant à protéger et valoriser les femmes Barbachas

2. Une hybridation méthodologique

L'approche méthodologique adoptée s'ancre dans une perspective socio-anthropologique intégrative, articulant de manière dialectique les méthodes qualitatives et quantitatives pour saisir la complexité multidimensionnelle du phénomène étudié. Cette hybridation méthodologique permet d'établir des corrélations significatives entre différents niveaux d'analyse : au niveau macrosociologique, l'étude examine les représentations sociales dominantes et les discours institutionnels qui structurent le champ symbolique entourant les Gardiennes Vertes. Au niveau microsociologique, elle explore les pratiques concrètes, les trajectoires individuelles et les stratégies d'action développées par les collectrices dans leur quotidien ; tandis qu'au niveau méso, l'analyse se concentre sur les dispositifs organisationnels et les arrangements institutionnels qui régulent, souvent de manière implicite, les interactions entre ces différents acteurs. Cette triangulation analytique offre une compréhension des mécanismes à l'œuvre, révélant comment les structures sociales plus larges s'incarnent dans des expériences individuelles tout en étant reproduites ou contestées à travers les pratiques quotidiennes. La méthodologie permet ainsi de dépasser les approches unidimensionnelles en montrant comment les représentations collectives influencent les politiques publiques, qui à leur tour conditionnent les possibilités d'action des individus, ces derniers développant des tactiques pour négocier, contourner ou s'adapter à ces contraintes structurelles. Cette approche systémique met en lumière les interrelations complexes entre le symbolique, le pratique et

l'institutionnel, offrant une grille de lecture particulièrement pertinente pour analyser des phénomènes sociaux situés à l'intersection de multiples enjeux (genre, précarité, environnement, informalité).

Enquête par questionnaire (approche quantitative)

L'enquête par questionnaire, conçue selon des principes de représentativité statistique, a mobilisé un échantillon stratifié de 600 répondants répartis sur l'ensemble du territoire tunisien, couvrant systématiquement les 24 gouvernorats. L'instrument de mesure a été structuré autour de trois blocs de variables clés : les caractéristiques sociodémographiques de base (tranches d'âge, genre, niveau d'éducation) servant de variables de contrôle ; la fréquence et la nature des interactions avec les collectrices comme indicateur d'exposition au phénomène ; et surtout des échelles d'attitude utilisant la méthode Likert pour quantifier avec nuance les perceptions sociales (allant du rejet à la valorisation en passant par l'indifférence).

Cette approche métrique permet non seulement de dresser un portrait statistique des représentations dominantes, mais aussi d'établir des corrélations significatives entre, par exemple, le niveau d'instruction et la reconnaissance du rôle environnemental des Gardiennes Vertes, ou entre la fréquence des contacts et le degré de stigmatisation, révélant ainsi les déterminants sociaux des attitudes étudiées. La rigueur méthodologique dans la construction de l'échantillon et le choix des variables garantit que les résultats puissent être généralisés à l'échelle nationale tout en maintenant la possibilité d'analyses différenciées selon les sous-groupes pertinents.

Investigations qualitatives

Approche innovante des entretiens approfondis dans un cadre délibératif

La réalisation des 60 entretiens semi-directifs s'est inscrite dans le cadre original de deux conférences délibératives, créant un espace de dialogue inédit entre les collectrices de déchets (*femmes barbachas*) et différents acteurs clés (responsables municipaux, chercheurs, représentants associatifs).

Première Délibération

La première délibération s'est tenue dans la délégation de Mnihla, dans le gouvernorat de l'Ariana, où pas moins de 30 femmes se sont réunies. Cette rencontre a été marquée par la participation active des experts en environnement urbain. L'objectif principal était de coconstruire avec les femmes collectrices, les énoncés et les axes du questionnaire pour l'enquête principale.

Au cours des discussions, les participantes ont partagé leurs expériences et leurs perspectives, ce qui a permis à l'équipe de projet de mieux comprendre les réalités vécues par les femmes barbachas. Ces échanges enrichissants ont été essentiels pour concevoir un questionnaire réaliste et pertinent. Les contributions des femmes ont aidé à identifier les thématiques clés à aborder, tout en veillant à ce que les questions soient formulées de manière accessible et significative pour le public cible.

Seconde Délibération

La seconde délibération a eu lieu après la clôture de l'enquête, avec pour objectif de finaliser les recommandations. Cette étape a permis de discuter des résultats obtenus et de les confronter aux attentes et aux besoins exprimés lors de la première délibération.

Les participantes ont apporté des réflexions sur les données recueillies et ont contribué à affiner les recommandations finales. Ce processus collaboratif a permis de s'assurer que les conclusions tirées de l'enquête soient en adéquation avec les réalités du terrain et les aspirations des femmes barbachas. Les

échanges ont ainsi jeté les bases d'un ensemble de recommandations concrètes et actionnables, prêtes à être mises en œuvre pour favoriser l'intégration des femmes dans l'économie formelle.

Ces deux délibérations ont donc joué un rôle important dans le développement du projet, en garantissant que les voix des femmes soient au cœur des décisions et des actions futures

Cette méthodologie hybride a permis d'articuler deux niveaux de connaissance : d'une part, la profondeur des récits individuels recueillis en entretien, révélant les trajectoires, les difficultés concrètes et les stratégies de résistance des collectrices ; d'autre part, la richesse des échanges collectifs lors des plénières, où ces témoignages ont été confrontés aux analyses techniques et aux logiques institutionnelles.

L'organisation en conférences délibératives a introduit une dynamique de recherche participative, transformant les collectrices en co-productrices de connaissances plutôt qu'en simples sujets d'étude. Plusieurs mécanismes ont favorisé cette coproduction, notamment la légitimation épistémique des savoirs expérientiels, qui ont été mis sur un pied d'égalité avec les expertises techniques lors des débats. La validation itérative des analyses a également joué un rôle clé, permettant aux thèmes issus des entretiens d'être soumis à discussion collective pour affiner leur interprétation. De plus, la traduction politique immédiate des résultats a conduit à l'émergence de revendications concrètes, telles que la demande de statut juridique.

Cette approche a cependant nécessité des ajustements pour pallier certaines limites. La recherche proactive des profils absents, notamment des collectrices les plus marginalisées, a complété le recrutement en conférence. L'alternance entre formats, entretiens individuels confidentiels et discussions plénières, a permis de contourner les phénomènes d'autocensure. Par ailleurs, la documentation exhaustive des écarts entre discours privés et publics a enrichi l'analyse des rapports de pouvoir.

La méthodologie délibérative produit ainsi trois types de valeur ajoutée. Sur le plan cognitif, elle complexifie l'analyse en intégrant les tensions entre expérience vécue et cadres institutionnels. Sur le plan politique, elle génère des solutions réalistes, ancrées dans les pratiques tout en tenant compte des contraintes systémiques. Enfin, sur le plan éthique, elle redéfinit les rapports entre recherche et terrain en instituant une véritable réciprocité dans la production des savoirs.

En hybridant les entretiens classiques et les conférences délibératives, cette approche dépasse le clivage traditionnel entre recherche fondamentale et recherche-action. Elle invente un nouveau mode de production des connaissances où rigueur scientifique et utilité sociale se renforcent mutuellement, esquissant un modèle transférable pour l'étude d'autres groupes marginalisés. Cette méthodologie ne se contente donc pas de documenter la réalité des collectrices, mais participe activement à sa transformation, tout en renouvelant les pratiques de recherche en sciences sociales.

Observation ethnographique

L'observation ethnographique intensive menée sur 120 heures a permis de capter la réalité complexe du travail des collectrices à travers trois dimensions clés. La cartographie méticuleuse des routines spatio-temporelles a révélé des schémas de mobilité précis, avec des parcours ritualisés variant selon les moments de la journée et les saisons, mettant en lumière une organisation sophistiquée malgré l'apparente informalité des pratiques. L'analyse fine des interactions sociales a dévoilé un écosystème relationnel complexe où se négocient en permanence l'accès aux déchets, l'occupation de l'espace public et la légitimité de l'activité, à travers des transactions tant économiques que symboliques avec divers acteurs urbains. L'étude systématique des stratégies d'adaptation a fait émerger un répertoire tactique riche et innovant, allant des méthodes de camouflage pour échapper aux contrôles jusqu'aux systèmes d'entraide informels pour faire face aux aléas du quotidien, démontrant une capacité remarquable à détourner les contraintes structurelles. Ces observations directes, consignées dans des carnets de terrain

détaillés complétés par des enregistrements visuels géoréférencés, ont permis de saisir les écarts parfois significatifs entre les discours recueillis en entretien et les pratiques effectives sur le terrain, révélant ainsi les logiques profondes d'une activité souvent réduite à sa dimension la plus visible. La méthode ethnographique a particulièrement mis en évidence la créativité des collectrices dans l'appropriation de l'espace urbain et la transformation des déchets en ressources, tout en documentant les vulnérabilités spécifiques liées à la précarité de leur statut. Cette immersion prolongée a finalement offert une compréhension incarnée des tensions entre marginalisation et résilience, entre invisibilité sociale et présence physique insistante dans la ville, fournissant ainsi des clés essentielles pour penser des modes de reconnaissance adaptés à la réalité de leur travail

Traitement et analyse des données

Le traitement et l'analyse des données ont été conduits selon une approche intégrative combinant des méthodologies complémentaires pour appréhender la complexité du phénomène étudié. L'analyse statistique réalisée avec le logiciel SPSS a permis d'établir des corrélations significatives entre les perceptions sociales et les variables sociodémographiques, révélant par exemple comment l'âge ou le niveau d'instruction influencent la reconnaissance du rôle des collectrices, tandis que des analyses factorielles ont identifié les dimensions latentes structurant les représentations sociales, mettant en évidence des clusters d'opinions distincts. En parallèle, l'analyse qualitative des entretiens a reposé sur un codage thématique rigoureux faisant émerger des catégories conceptuelles à partir du matériau empirique, complété par une analyse de discours examinant les marqueurs linguistiques révélateurs des rapports de domination ou des stratégies de légitimation, aboutissant à la construction de typologies fines distinguant différents profils de collectrices selon leurs trajectoires, leurs pratiques et leurs représentations. L'analyse spatiale a quant à elle permis de géolocaliser précisément les activités de collecte, de cartographier les zones de tension avec les autorités ou entre collectrices, (conflits de territorialité) et de modéliser les flux de déchets à l'échelle urbaine, révélant une géographie subtile de l'économie informelle. Cette triangulation méthodologique a autorisé un croisement fertile des résultats, comme lorsque les typologies qualitatives ont pu être confrontées aux profils statistiques ou aux localisations spatiales, offrant ainsi une compréhension multidimensionnelle à la fois quantitative et qualitative, individuelle et collective, discursive et spatiale du phénomène étudié. Le traitement rigoureux des données a systématiquement cherché à articuler les patterns généraux avec les singularités contextuelles, les régularités statistiques avec les épaisseurs sémantiques des discours, les logiques territoriales avec les stratégies individuelles, dans une perspective résolument compréhensive mais ancrée dans l'empirie. Cette approche intégrée a finalement permis de dépasser les limites inhérentes à chaque méthode prise isolément, en offrant une vision à la fois panoramique et fine des dynamiques à l'œuvre, tout en garantissant la validité interne des résultats par leur convergence méthodologique.

Contrôle multidimensionnel :

La rigueur scientifique de l'étude a été garantie par la mise en place d'un système de contrôle multidimensionnel visant à limiter les biais potentiels. La triangulation systématique des sources a permis de croiser les données quantitatives issues des questionnaires avec les résultats qualitatifs des entretiens et les observations ethnographiques, créant ainsi une validation mutuelle des différents types de données recueillies. Un processus rigoureux de contrôle par les pairs a été instauré, avec des relectures croisées des analyses par d'autres chercheurs spécialisés afin d'identifier d'éventuelles interprétations partiales ou des angles morts dans le traitement des données. La validation participative a constitué le troisième pilier de cette démarche qualité, en présentant les résultats préliminaires aux collectrices elles-mêmes lors de séances de restitution, permettant ainsi d'ajuster les interprétations à la lumière de leur expertise du terrain et d'éviter les distorsions analytiques. Cette approche réflexive a également inclus des retours réguliers aux enquêtées pour confirmer ou nuancer les analyses, intégrant ainsi leurs perspectives dans le processus interprétatif. La combinaison de ces dispositifs complémentaires a créé un système de

vérification en boucle qui a renforcé la fiabilité des données tout en maintenant une exigence éthique constante dans la relation avec les participantes à l'étude. Ces précautions méthodologiques ont permis de produire des résultats à la fois scientifiquement robustes et fidèles aux réalités vécues par les collectrices, tout en préservant la complexité du phénomène étudié contre les simplifications abusives. L'ensemble de ces garde-fous a finalement assuré que la recherche réponde aux critères de validité interne tout en respectant les principes d'une recherche engagée et responsable

Apport méthodologique

Cette recherche apporte une contribution méthodologique significative par son approche novatrice qui transcende les cloisonnements disciplinaires traditionnels. L'articulation rigoureuse des différentes échelles d'analyse - du micro-individuel au macro-social - permet de saisir les interactions complexes entre trajectoires personnelles, dynamiques collectives et structures institutionnelles, offrant ainsi une compréhension holistique du phénomène étudié. La combinaison synergique des méthodes quantitatives et qualitatives crée un effet de complémentarité heuristique où les données statistiques viennent étayer les analyses interprétatives tandis que les récits de vie donnent chair et sens aux corrélations numériques. Mais l'innovation la plus marquante réside dans la dimension explicitement transformative de la démarche, qui intègre dès sa conception une visée d'action sociale - la méthodologie se déployant simultanément comme outil de connaissance et levier de changement, à travers son ancrage dans une épistémologie de recherche-action participative. Cette approche systémique produit ainsi non seulement une restitution fine de la complexité du réel, mais identifie également des points d'appui concrets pour des interventions politiques éclairées, évitant aussi bien l'écueil d'un empirisme descriptif sans portée pratique que celui d'un activisme déconnecté des réalités de terrain. La fécondité de cette méthodologie se manifeste particulièrement dans sa capacité à faire émerger des solutions adaptées aux contextes locaux tout en produisant des connaissances théoriquement généralisables, établissant un dialogue constant entre réflexivité scientifique et engagement sociétal. Ce positionnement méthodologique original ouvre ainsi des perspectives tant pour la recherche en sciences sociales que pour l'élaboration de politiques publiques plus inclusives et efficaces, en montrant comment dépasser les oppositions stériles entre objectivité scientifique et transformation sociale

3. Le public cible de l'enquête

Le public cible de l'enquête a touché deux catégories : les citoyens et les Barbachas. A cet effet deux questionnaires ont été développés pour collecter les perceptions de ces deux populations.

3.1. Les citoyens

À la suite d'un tirage aléatoire stratifié basé sur la sélection de 60 zones de dénombrement, 610 individus ont été interrogés, dont 297 femmes. La composition de ces citoyens est composée comme indiqué dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Composition des citoyens interrogés

Tranche d'âge	Homme	Femme	Total
<18 ans	4	5	9
18-30 ans	71	61	132
31-40 ans	78	86	164
41-50 ans	67	67	134
51-60 ans	42	42	84
> 60 ans	51	36	87
Total	313	297	610

3.2. Les Barbachas

Basé sur la méthode de boule de neige, l'enquête auprès des Barbachas a ciblé 597 individus, dont 278 femmes. La composition des Barbachas interrogés est composée comme suit :

Tableau 2 : Composition des Barbachas interrogés

	Homme	Femme	Total
<18 ans	16	12	28
18-30 ans	19	20	39
31-40 ans	46	31	77
41-50 ans	86	88	174
51-60 ans	84	84	168
60 ans et plus	68	43	111
Total	319	278	597

II : Le regard ambivalent des citoyens sur les collectrices

Comprendre la perception des citoyens à l'égard des femmes barbachas revêt une grande importance dans le contexte actuel des dynamiques sociales et économiques. Ces femmes, souvent perçues à travers le prisme de stéréotypes et de préjugés, sont des actrices clés dans leurs communautés, mais leur réalité quotidienne reste largement méconnue. En explorant cette perception, les acteurs peuvent avoir l'opportunité de sensibiliser le public à la complexité de leur situation, d'éclairer les enjeux auxquels elles font face et de promouvoir des changements sociaux positifs.

La sensibilisation des citoyens sur les conditions de vie de ces femmes est essentielle pour créer un environnement de soutien et de compréhension. En effet, une meilleure connaissance de leurs défis, tels que l'accès limité à des ressources, le manque de reconnaissance de leurs activités et les obstacles à leur autonomisation, peut susciter une empathie et un engagement citoyen. Cela permet également de remettre en question les stéréotypes et d'encourager un dialogue constructif autour de leurs contributions à la société.

De plus, la formalisation de leurs activités, souvent informelles, est un enjeu majeur qui mérite d'être mis en lumière. Grâce à une recherche-action axée sur leur perception, nous pouvons identifier des pistes pour structurer et valoriser leurs initiatives. La reconnaissance de leurs activités peut non seulement améliorer leurs conditions de travail, mais aussi renforcer leur statut au sein de la communauté et promouvoir des politiques publiques favorables à leur émancipation.

Enfin, les résultats de cette recherche-action peuvent servir de levier pour des initiatives de plaidoyer, en fournissant des données probantes qui soutiennent les revendications des femmes barbachas. En articulant leur voix et en mettant en avant leur expertise, nous contribuons non seulement à leur propre développement, mais aussi à l'enrichissement du tissu social dans son ensemble. Ainsi, comprendre la perception des citoyens à leur égard se révèle être un enjeu fondamental pour favoriser une société plus inclusive et équitable.

1. Une pyramide de préjugés

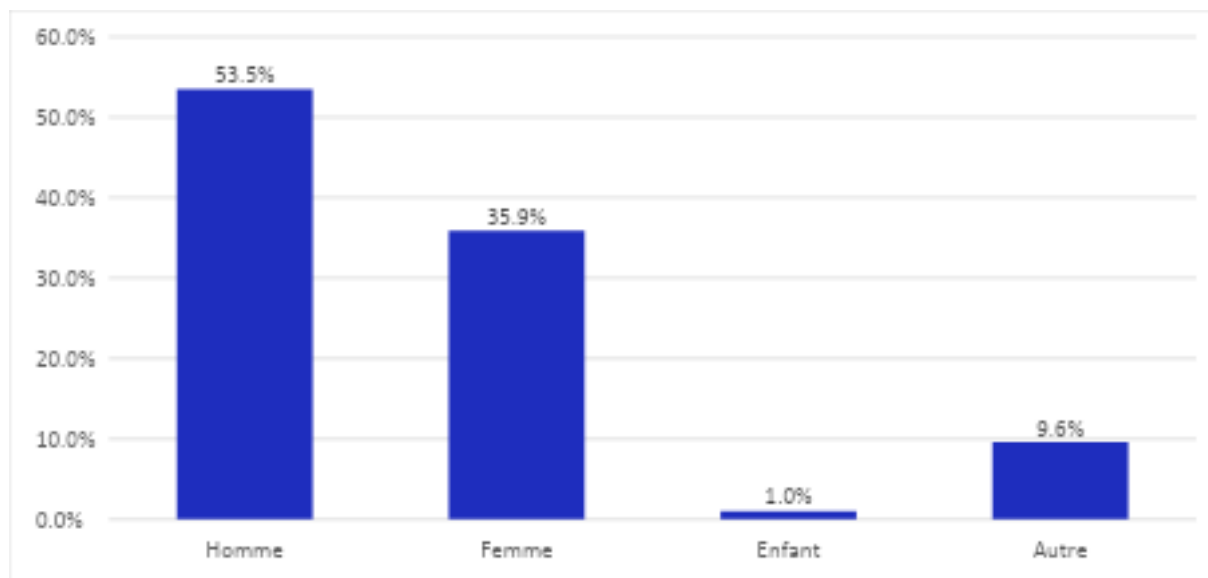
Les chiffres s'empilent comme des déchets mal triés, révélant ce que les citoyens voient – ou choisissent de voir – lorsqu'ils croisent ces travailleurs de l'ombre. En tête, écrasante, la figure de l'homme barbacha (53,5%), archétype du ramasseur dans l'imaginaire collectif. Son ombre porte des sacs lourds et une barbe de trois jours, silhouette familière des aubes urbaines.

Juste derrière, mais déjà distancée, les femmes barbachas (35,9%) se battent contre les stéréotypes. Leur existence même défie les attentes – comment peuvent-elles soulever ces charges ? Élever leurs enfants ? Pourtant, elles sont là, dans plus d'un tiers du regard citoyen, persistantes comme ces matières qu'on ne peut recycler.

Puis vient la révélation douloureuse : l'enfant du Barbacha (9,6%). Une minorité des citoyens reconnaissent leur existence. Ces petits fantômes des décharges qui devraient tenir des cahiers plutôt que des crochets. Leur présence dans les statistiques est un aveu social aussi lourd que les sacs qu'ils traînent.

En bas de l'échelle, l'Autre (1%) – ce reste inclassable que la société refuse même de nommer. Peut-être les vieux devenus trop fragiles, les étrangers sans papiers (lessub-sahariens) ou simplement ceux qui dérangent les catégories trop bien rangées.

Figure 1 : Répartition de la majorité de barbacha selon la perception des citoyens



1.1. Cartographie d'une présence-absence

La figure 2 présente une répartition des perceptions des citoyens concernant la résidence des collectrices au sein de la cité. Les données indiquent que 20,3 % des citoyens estiment que les collectrices habitent dans la cité, tandis que 43,4 % pensent que peu d'entre elles y résident, et 36,4 % affirment qu'elles n'habitent pas la cité. Cette répartition met en lumière plusieurs dynamiques sociologiques importantes. (le nomadisme urbain)

-La perception que 43,4 % des citoyens ont de la présence limitée des collectrices dans les cités soulève des questions sur leur intégration sociale. Cette perception d'exclusion peut être indicative d'un phénomène plus large de marginalisation. En effet, lorsque les citoyens estiment que les collectrices ne résident pas pleinement dans leur environnement, cela peut refléter une vision où ces femmes sont perçues comme des « autres », éloignées des réalités et des enjeux locaux. Cela conduit à des dynamiques de stigmatisation et peut entraver leur accès aux ressources et aux opportunités au sein de la communauté.

-Les résultats mettent également en évidence des représentations sociales qui peuvent influencer la manière dont les collectrices sont perçues par les citoyens. La croyance que « peu d'entre elles habitent dans la cité » peut être liée à des stéréotypes sur la profession ou le statut socio-économique des collectrices « *nuzuh* ». Cela peut créer une image d'aliénation et renforcer des préjugés selon lesquels ces femmes sont uniquement des travailleuses de passage, plutôt que des membres intégrés de la communauté.

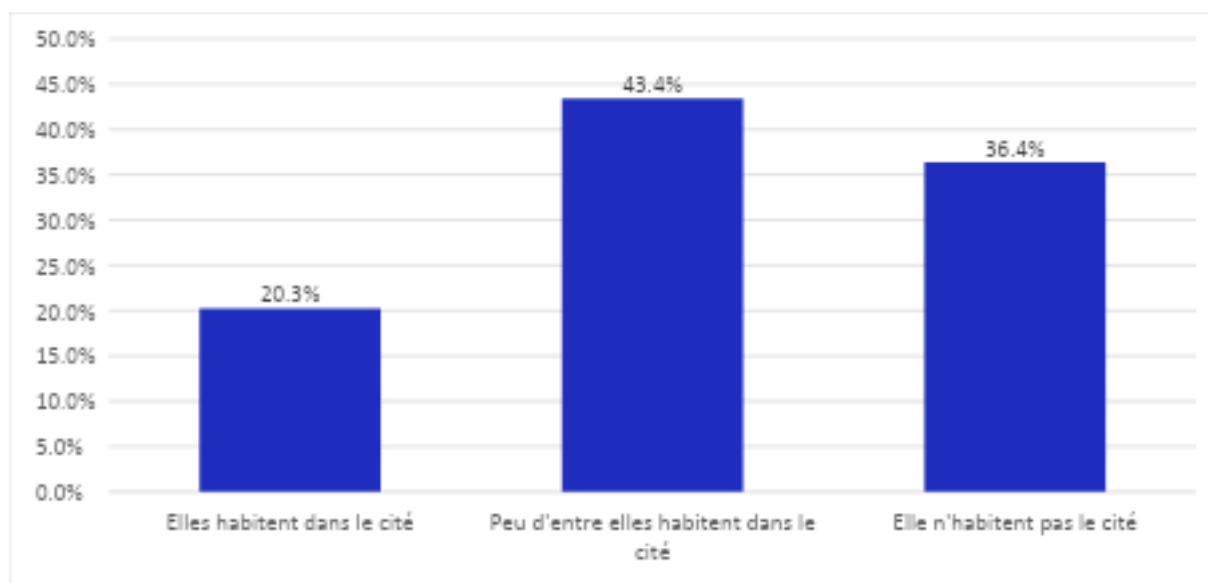
-Cette perception peut avoir un impact direct sur la capacité des collectrices à mobiliser du soutien et à créer des réseaux de solidarité. Lorsque les citoyens les voient comme extérieures à la communauté, il est probable qu'ils soient moins enclins à les soutenir dans leurs revendications. Cela met en lumière la nécessité de stratégies de sensibilisation qui visent à changer ces perceptions et à favoriser une reconnaissance des collectrices en tant qu'actrices essentielles de la vie communautaire.

-Enfin, la perception des citoyens peut également influencer les politiques publiques. Si les collectrices sont perçues comme n'appartenant pas à la communauté, cela peut se traduire par un manque de soutien institutionnel pour leurs activités. Une telle situation appelle à une réflexion sur les politiques d'inclusion et

sur la manière dont les collectivités peuvent mieux intégrer les voix des collectrices dans les prises de décision.

L'analyse de la figure 2 révèle des perceptions complexes qui influencent la position des collectrices dans la cité. Comprendre ces dynamiques sociologiques est essentiel pour développer des interventions qui favorisent l'inclusion, remettent en question les stéréotypes et renforcent les liens entre les collectrices et la communauté. Cela nécessite un effort conscient pour sensibiliser la population et promouvoir une reconnaissance des contributions des collectrices à la vie sociale et économique locale

Figure 2 : Résidence des collectrices de la cité selon la perception des citoyens



1.2. Les Anges Poubelles de la Cité - Solution ou Fléau ?

La figure 3 illustre les perceptions des citoyens concernant le rôle des collectrices en matière de propreté dans la cité. Les données indiquent que 31,7 % des répondants estiment que les collectrices sont « tout à fait d'accord » pour être considérées comme une solution, tandis que 53,2 % les perçoivent comme un « problème ». Cette dichotomie dans les perceptions soulève plusieurs enjeux sociologiques importants.

- Cette perception d'une majorité de citoyens (53,2 %) considérant les collectrices comme un « problème » peut refléter des stéréotypes négatifs associés à leur activité. Ce jugement peut découler de préjugés sur leur statut socio-économique ou sur la nature de leur travail, souvent vu comme marginal. Une telle vision peut renforcer des dynamiques d'exclusion et de dévalorisation, où les contributions des collectrices à la propreté sont minimisées ou ignorées.

- La propreté dans un cité est souvent liée à des normes sociales et à des attentes concernant l'ordre public. Les collectrices, en tant qu'entité active dans la gestion des déchets et des ressources, pourraient être perçues comme perturbatrices de ces normes. Ainsi, les 53,2 % qui les considèrent comme un « problème » pourraient manifester une inquiétude face à un changement dans l'ordre établi, où les collectrices remettent en question les pratiques traditionnelles de gestion des déchets.

- Une autre dimension à considérer est la question de la responsabilité collective en matière de propreté. La perception que les collectrices sont un « problème » peut également traduire un rejet de la responsabilité partagée. En blâmant les collectrices pour des problèmes de propreté, les citoyens peuvent éviter de reconnaître leur propre rôle dans l'entretien de l'espace public. Cela souligne une dynamique de

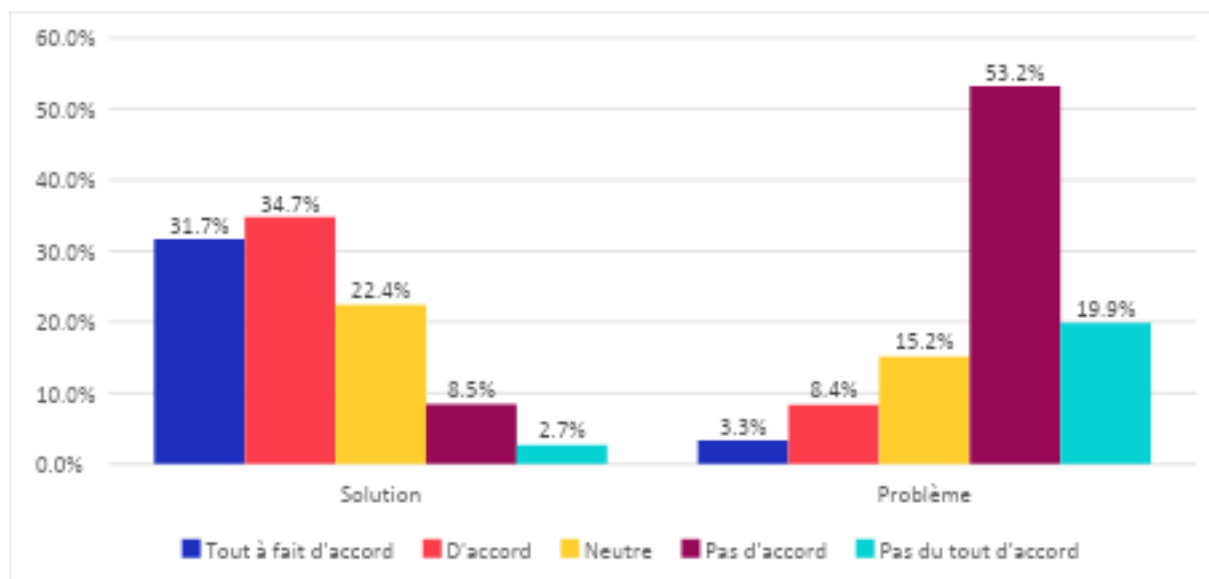
déresponsabilisation qui peut impacter les initiatives de collaboration entre les collectrices et la communauté.

Malgré les perceptions négatives, une proportion significative (34,7 %) voit les collectrices comme une « solution ». Cela démontre qu'il existe une reconnaissance de leur potentiel à contribuer positivement à la propreté de la cité.

Cette dualité offre des pistes pour des initiatives de sensibilisation qui pourraient renforcer la perception positive des collectrices. En mettant en avant leur rôle actif et les bénéfices de leur travail, il est possible d'améliorer leur image et de favoriser un engagement citoyen plus constructif.

L'analyse de la figure 3 révèle des perceptions contrastées qui mettent en lumière les défis liés à la reconnaissance des collectrices dans le contexte de la propreté de la cité. Comprendre ces dynamiques sociologiques est essentiel pour développer des stratégies qui visent à changer les perceptions négatives, à promouvoir une vision plus inclusive et à encourager la collaboration entre les collectrices et la communauté. Cela nécessite une approche qui valorise les contributions des collectrices tout en sensibilisant le public à la responsabilité collective en matière d'environnement et de propreté.

Figure 3 : Par rapport à la propreté de la cité, les collectrices sont une solution ou problème ?



La figure 4 présente les perceptions des citoyens concernant l'efficacité du travail des collectrices. Les résultats montrent que 39,7 % des répondants estiment que leur travail est « efficace », tandis que 18,8 % le jugent « très efficace ». En revanche, une part plus faible, 9,8 %, considère leur travail « pas efficace » ou « pas du tout efficace ».

-L'évaluation majoritairement positive du travail des collectrices (58,5 % perçoivent leur travail comme « efficace » ou « très efficace ») indique une reconnaissance croissante de l'importance de leur rôle dans la gestion des déchets et la propreté de la cité.

Cela met en lumière la valeur du travail informel, souvent négligé dans les discours publics. Cette reconnaissance peut contribuer à une valorisation des collectrices et à une meilleure intégration de leurs contributions dans les politiques de gestion des déchets.

¶

-Bien que la majorité des répondants perçoivent le travail des collectrices comme efficace, les 31,3 % qui adoptent une position neutre soulèvent des interrogations sur les stéréotypes persistants. Une évaluation neutre pourrait refléter un manque d'information ou de compréhension des enjeux liés à leur travail. Cela

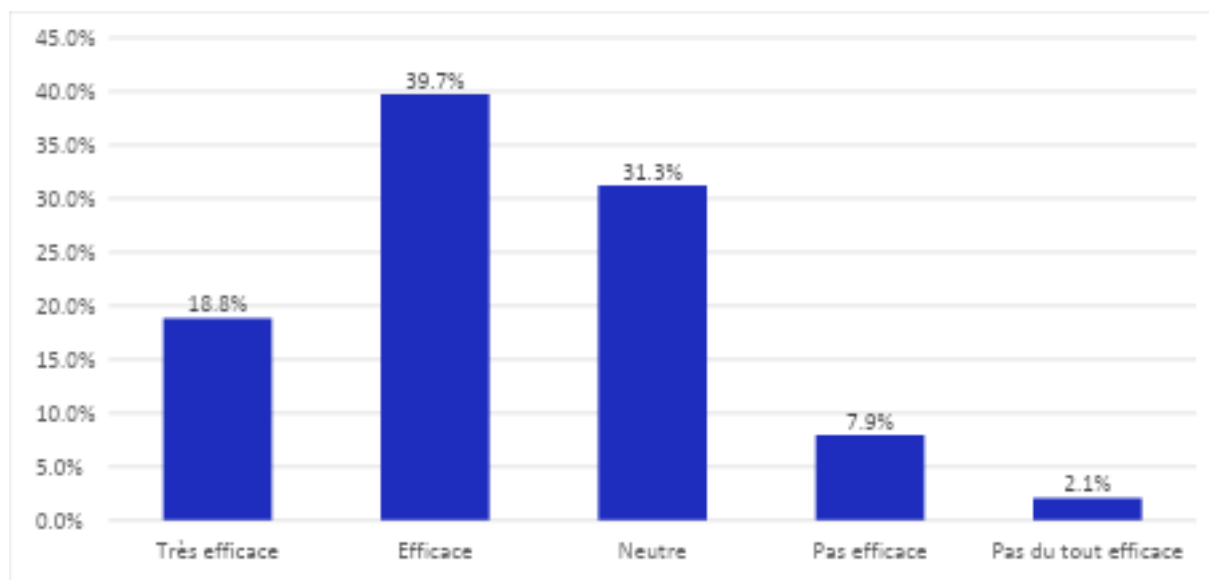
peut également indiquer une distance sociale entre les collectrices et les citoyens, où la méconnaissance de leurs efforts et de leurs défis entrave une évaluation plus positive.

-Cette perception majoritaire de l'efficacité pourrait servir de levier pour renforcer la mobilisation sociale autour des collectrices. En mettant en avant ces résultats positifs, il est possible d'encourager un dialogue constructif entre les collectrices et la communauté, favorisant ainsi la création de partenariats pour améliorer les conditions de travail et les ressources disponibles. Une reconnaissance collective de leur efficacité pourrait également inciter les autorités locales à intégrer davantage les collectrices dans les stratégies de gestion des déchets.

-Les évaluations positives du travail des collectrices pourraient également influencer les politiques publiques en matière de gestion des déchets. Une reconnaissance de leur efficacité pourrait légitimer des initiatives visant à formaliser leur travail, leur fournir des ressources adéquates et les intégrer dans les dispositifs institutionnels. Cela soulève des enjeux de justice sociale, où les collectrices bénéficieraient d'un soutien accru et d'une reconnaissance officielle de leur rôle.

L'analyse de la figure 4 met en évidence des perceptions globalement positives du travail des collectrices, tout en révélant des nuances qui méritent d'être explorées. Comprendre ces dynamiques sociologiques est essentiel pour développer des interventions qui favorisent la reconnaissance des collectrices et leur rôle important dans la gestion des déchets. En renforçant les liens entre les collectrices et la communauté, il est possible de promouvoir une vision plus inclusive qui valorise leur travail et contribue à des politiques publiques plus justes et équitables.

Figure 4 : Comment évaluer le travail des collectrices ?



1.3. Le Choc du regard - Sociologie des premières impressions

La figure 5 met en lumière les premières impressions des citoyens face à la présence des collectrices dans leur quartier. Les résultats montrent qu'une majorité significative (44,8 %) ressent de l'angoisse, suivie de 16,1 % qui éprouvent de la nervosité, tandis qu'une faible proportion (2,7 %) ressent de la peur. Ces données révèlent des dynamiques sociologiques importantes concernant la perception des collectrices et leur intégration dans la communauté.

-La forte prévalence du sentiment d'angoisse soulève des questions sur la stigmatisation des collectrices. L'angoisse peut être interprétée comme un reflet des stéréotypes négatifs associés à leur travail. Ce sentiment pourrait être alimenté par des perceptions erronées ou des représentations déformées de leur rôle, renforçant une image de menace ou d'inquiétude sociale. Cette dynamique peut contribuer à une marginalisation des collectrices, les isolant davantage des interactions positives avec la communauté.

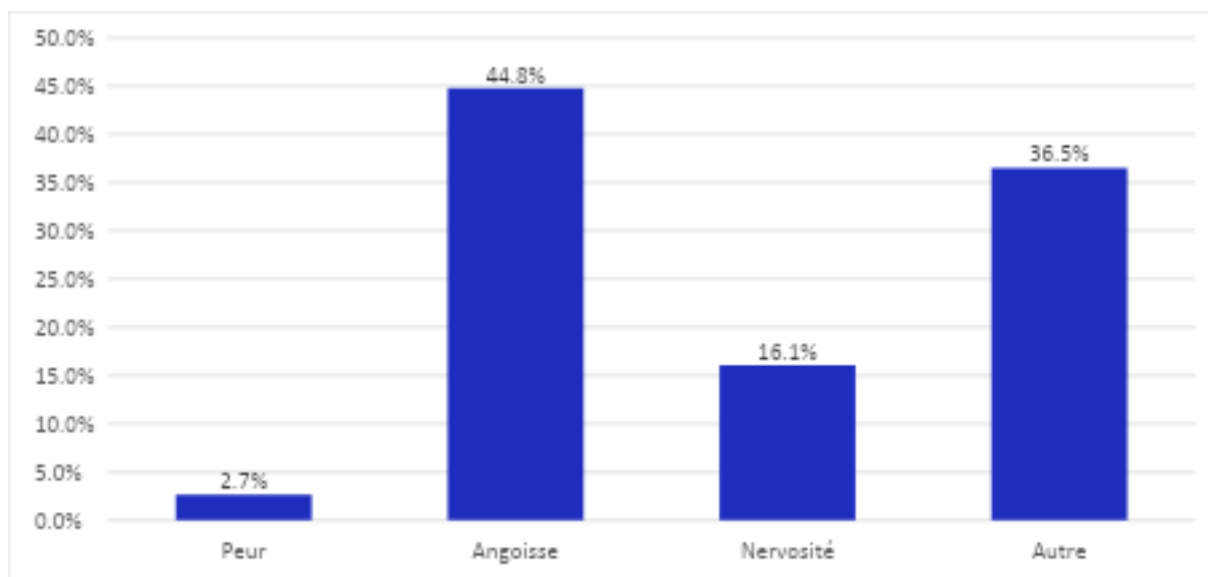
-Les réactions des citoyens peuvent également être influencées par des normes sociales et des discours dominants qui entourent la propreté, le travail informel et la place des femmes dans l'espace public. Les collectrices, souvent perçues comme des travailleuses de l'ombre, peuvent être vues comme perturbatrices de l'ordre établi, ce qui engendre des émotions négatives. Cette perception peut être exacerbée par des facteurs socio-économiques, où les inégalités de classe et de genre jouent un rôle majeur dans la façon dont les collectrices sont appréhendées par la communauté.

-Les sentiments de nervosité et d'angoisse signalent une dynamique de méfiance envers les collectrices. Ce manque de confiance peut entraver la construction de relations solides entre les collectrices et les citoyens. Une telle méfiance peut également empêcher les collectrices de s'engager pleinement dans des initiatives communautaires, limitant ainsi leur impact positif dans le cité. Il est important d'explorer les raisons sous-jacentes de ces sentiments pour favoriser un environnement de confiance et de coopération.

-Les résultats montrent également une opportunité pour des initiatives de sensibilisation et d'éducation. En abordant les peurs et les angoisses des citoyens, il est possible de démystifier le travail des collectrices et de promouvoir une meilleure compréhension de leur rôle. Des campagnes de sensibilisation pourraient contribuer à réduire l'angoisse en mettant en avant leurs contributions positives à la propreté et à la durabilité de la cité, tout en encourageant une culture de respect et de solidarité.

-L'analyse de la figure 5 souligne des sentiments majoritairement négatifs associés à la présence des collectrices dans les quartiers, révélant des enjeux de stigmatisation, de méfiance et de normes sociales. Comprendre ces dynamiques est essentiel pour développer des stratégies visant à améliorer la perception des collectrices et à promouvoir une intégration plus harmonieuse dans la communauté. En favorisant un dialogue ouvert et des initiatives de sensibilisation, il est possible de transformer ces sentiments d'angoisse en une appréciation active et positive du travail des collectrices.

Figure 5 : Premier sentiment dès l'observation d'une collectrice dans votre cité ?



1.4. L'esthétique du déclassé – Quand la société juge ce qu'elle ne veut pas voir

La figure 6 présente les perceptions des citoyens concernant l'idée que c'est "désagréable/ moche" ^{مقرف} de voir une femme en train de fouiller dans les poubelles. Les résultats montrent qu'une majorité significative (42,9 %) des répondants ne sont pas d'accord avec cette affirmation, tandis que seulement 4,6 % sont « tout à fait d'accord ». Une part non négligeable (34,1 %) exprime également un désaccord fort. Cette répartition offre une perspective intéressante sur les attitudes envers les femmes dans des rôles souvent stigmatisés.

Le fait qu'une majorité des répondants (42,9 %) ne trouve pas cela "désagréable/ moche" peut être interprété comme une forme de normalisation des savoir-faire associés aux collectrices. Cela suggère que, dans une certaine mesure, la communauté reconnaît la nécessité et la légitimité de leur travail. Cette perception positive peut également refléter une prise de conscience croissante des réalités économiques et sociales qui poussent certaines femmes à adopter des pratiques de récupération et de recyclage.

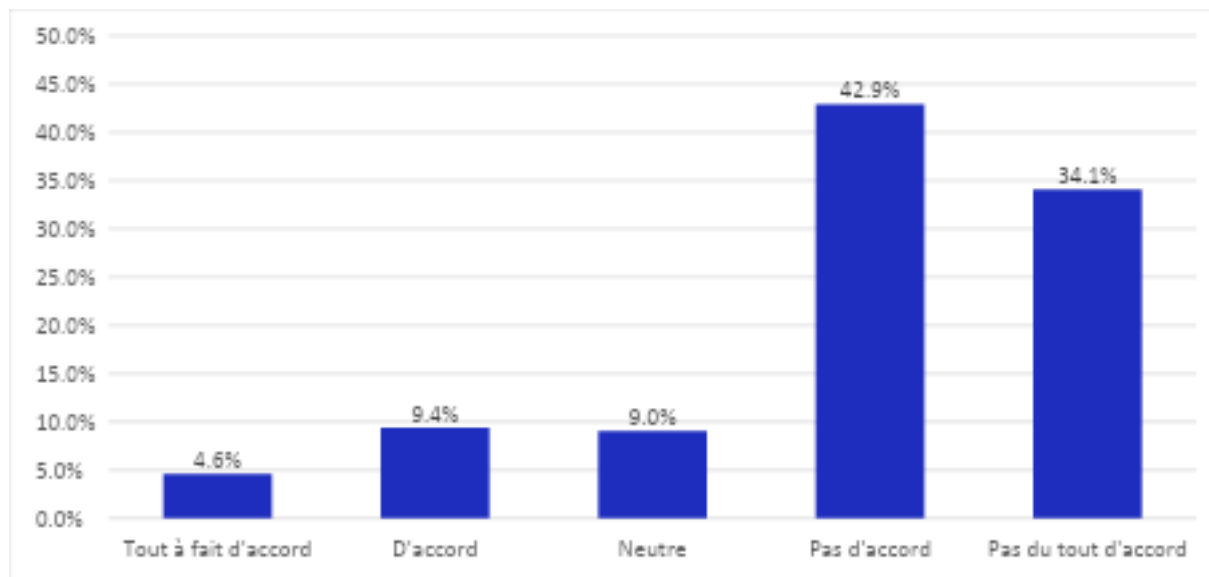
La réaction majoritairement favorable à la présence des femmes fouillant dans les poubelles peut également indiquer un mouvement vers la déconstruction des normes de genre traditionnelles. Cela suggère que les citoyens commencent à voir les femmes dans des rôles actifs et essentiels à la gestion des déchets, plutôt que de les réduire à des stéréotypes de faiblesse ou de dévalorisation. Cette évolution est importante dans un contexte où les femmes sont souvent marginalisées dans les discussions sur l'économie informelle et la durabilité.

-Le fait que 4,6 % des répondants considèrent cela comme "désagréable " soulève des questions sur les normes esthétiques et l'acceptabilité sociale. Ce sentiment peut révéler des préjugés liés à la propreté, à la décence et aux rôles de genre. Les individus qui expriment cette opinion pourraient être influencés par des normes culturelles qui dévalorisent les activités considérées comme peu dignes. Cela souligne l'importance d'un dialogue sur les perceptions esthétiques et sur ce qu'elles révèlent des valeurs sociales sous-jacentes.

-Les résultats indiquent une opportunité pour des initiatives d'éducation et de sensibilisation qui mettent en avant le travail essentiel des collectrices. En soulignant leur contribution à la durabilité et à la gestion des déchets, il est possible de renforcer l'acceptation de leur rôle au sein de la communauté. Des campagnes visant à valoriser les pratiques de récupération pourraient également encourager une vision plus positive de ces activités.

-L'analyse de la figure 6 met en lumière des attitudes variées envers la présence des femmes collectrices dans l'espace public. Alors qu'une majorité exprime une acceptation de cette réalité, une minorité continue de la considérer comme inacceptable. Comprendre ces dynamiques est essentiel pour promouvoir une intégration plus harmonieuse des collectrices dans la société et pour encourager un changement de mentalité qui valorise leur travail et leur contribution à la communauté. En favorisant un dialogue ouvert sur ces perceptions, il est possible d'avancer vers une meilleure reconnaissance des femmes dans des rôles souvent stigmatisés

Figure 6 : C'est "désagréable" de voir une femme en train de fouiller dans les poubelles ?



1.5. Fouiller les poubelles au féminin : entre dégoût, empathie et fractures sociales

La figure 7 illustre les perceptions des citoyens sur l'idée que c'est « dégoûtant » de voir une femme en train de fouiller dans les poubelles. Les résultats montrent que 44,4 % des répondants ne sont pas d'accord avec cette affirmation, tandis que 42,6 % expriment un désaccord fort. En revanche, seulement 1,8 % sont « tout à fait d'accord », et 7,2 % se positionnent en tant que neutres. Cette répartition offre des perspectives significatives sur les attitudes socioculturelles envers les femmes engagées dans ce type de travail.

-La majorité des répondants (44,4 % qui ne trouvent pas cela dégoûtant) indique une certaine acceptation du travail des collectrices. Cela peut être interprété comme une reconnaissance de la nécessité de leur rôle dans la gestion des déchets. Cette perception positive pourrait refléter une prise de conscience croissante de la réalité économique et sociale qui pousse certaines femmes à fouiller dans les poubelles pour survivre ou pour contribuer à la durabilité environnementale.

-Le faible pourcentage (1,8 %) qui considère cela comme « dégoûtant » pourrait signaler une résistance aux stéréotypes de genre traditionnels. L'acceptation de ces femmes dans des activités souvent perçues comme dévalorisantes peut également indiquer une évolution des mentalités, où les rôles de genre sont remis en question. Cela souligne l'importance de la visibilité des femmes dans des rôles actifs et nécessaires, même dans des contextes socialement sensibles.

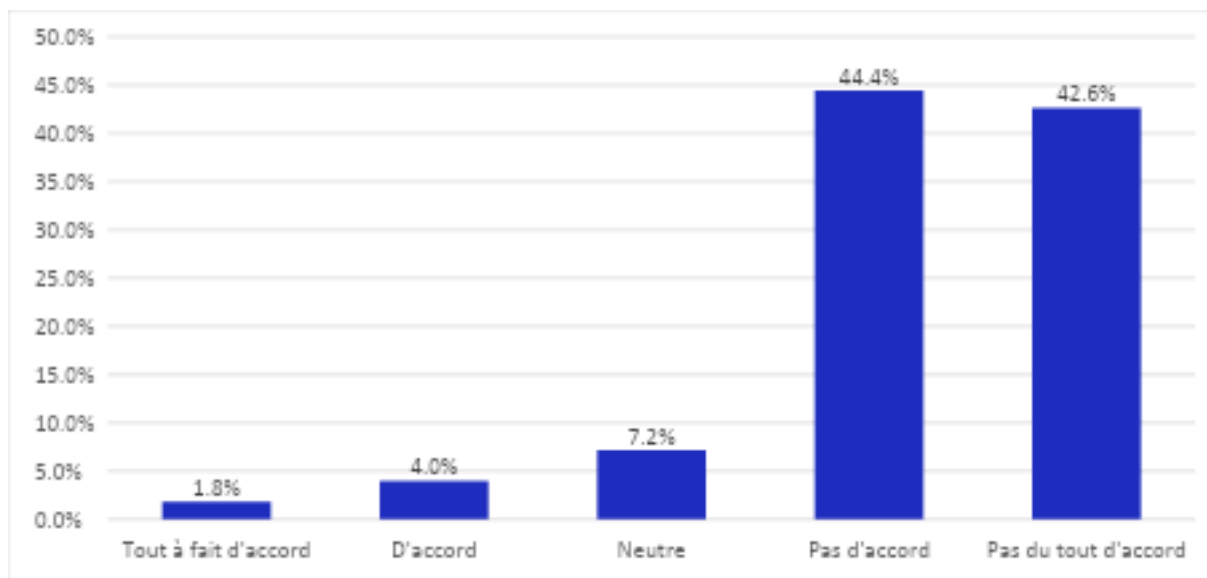
-Les perceptions de ce qui est « dégoûtant » peuvent également être révélatrices des normes esthétiques et des valeurs culturelles. Les citoyens qui expriment un désaccord avec cette affirmation peuvent avoir une vision plus ouverte sur la propreté et la dignité du travail informel. Cela pose la question de ce que la société valorise en matière d'apparence et de comportement, et comment ces normes peuvent influencer les attitudes envers les femmes qui occupent des rôles non conventionnels.

-Les résultats suggèrent des opportunités pour des initiatives de plaidoyer et de sensibilisation qui valorisent le travail des collectrices. En mettant l'accent sur leur contribution à la propreté et à la durabilité, il est possible de renforcer leur acceptation au sein de la communauté. Des campagnes

éducatives pourraient également aider à déconstruire les stéréotypes négatifs et à promouvoir une compréhension plus empathique des enjeux auxquels ces femmes font face.

-L'analyse de la figure 7 révèle des attitudes globalement positives envers la présence des femmes collectrices fouillant dans les poubelles, tout en soulignant des dynamiques de résistance aux stéréotypes négatifs. Bien que la majorité des répondants ne perçoivent pas cela comme « dégoûtant », il est essentiel de continuer à travailler sur les perceptions culturelles et sociales qui entourent ce type de travail. En favorisant un dialogue ouvert et en sensibilisant le public, il est possible de promouvoir une reconnaissance accrue des contributions des collectrices à la société et de renforcer leur intégration dans la communauté

Figure 7 : C'est « dégoûtant » de voir une femme en train de fouiller dans les poubelles ?



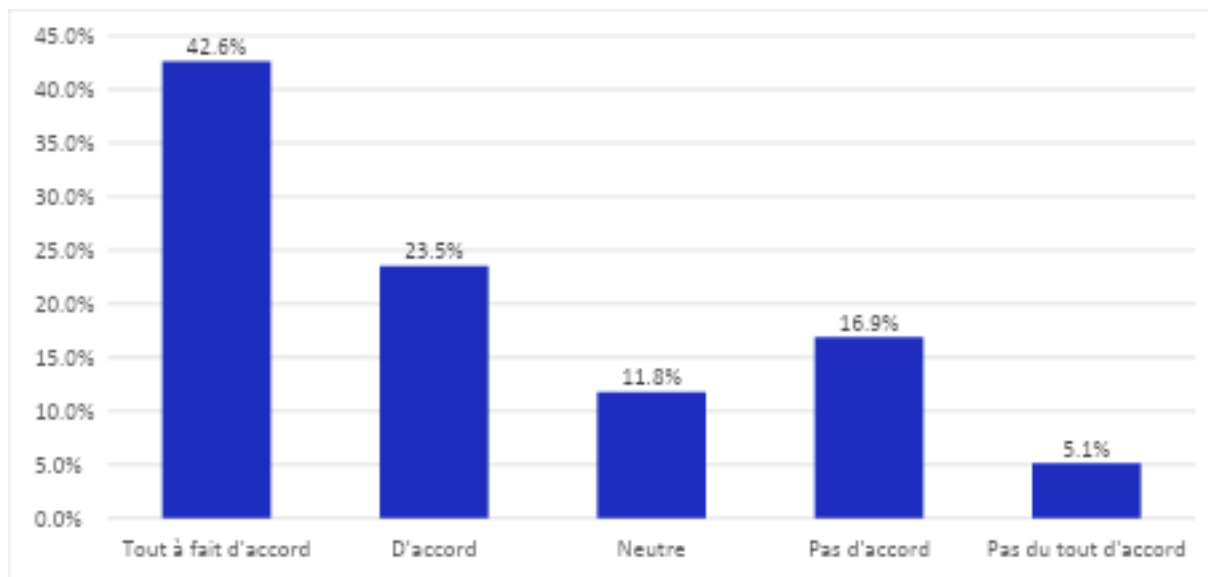
La figure 8 présente les perceptions des citoyens concernant l'idée que c'est « pitoyable » شي يسخف de voir une femme en train de fouiller dans les poubelles. Les résultats indiquent qu'une majorité significative (42,6 %) des répondants est « tout à fait d'accord » avec cette affirmation, tandis que 23,5 % sont d'accord. En revanche, seulement 16,9 % des répondants ne partagent pas cette opinion, et 5,1 % s'y opposent fortement. Cette répartition soulève plusieurs enjeux sociologiques importants.

-Le fait qu'une majorité (66,1 %) perçoive cette situation comme « pitoyable » indique une forte stigmatisation des femmes engagées dans des activités de récupération. Cette perception peut être liée à des représentations sociales qui dévalorisent le travail informel et marginalisent ceux qui en dépendent. Les femmes fouillant dans les poubelles peuvent être vues à travers le prisme de la pauvreté et de l'échec social, renforçant ainsi des stéréotypes négatifs.

-La réaction négative à la présence des femmes dans des rôles de récupération peut également être interprétée comme un reflet des normes de genre traditionnelles. La société peut avoir des attentes spécifiques sur ce que signifie être une femme, et les activités associées à la propreté et à la dignité sont

souvent valorisées. Cette perception « pitoyable » peut signaler une résistance à accueillir des femmes dans des rôles qui ne correspondent pas à ces normes, renforçant des dynamiques d'exclusion.

Figure 8 : C'est pitoyable de voir une femme en train de fouiller dans les poubelles ?



1.6. L'Assignation domestique – Quand la société dicte le territoire des femmes

La figure 9 présente les opinions des citoyens sur l'idée qu'une femme qui fouille dans les poubelles « vaut mieux rester chez elle, ce travail n'est pas fait pour elle ».

Les résultats montrent que 45,1 % des répondants ne sont pas d'accord avec cette affirmation, tandis que 14,3 % sont « tout à fait d'accord » et 14,3 % d'accord. Une proportion significative (15,8 %) reste neutre. Cette répartition soulève des questions pertinentes notamment.

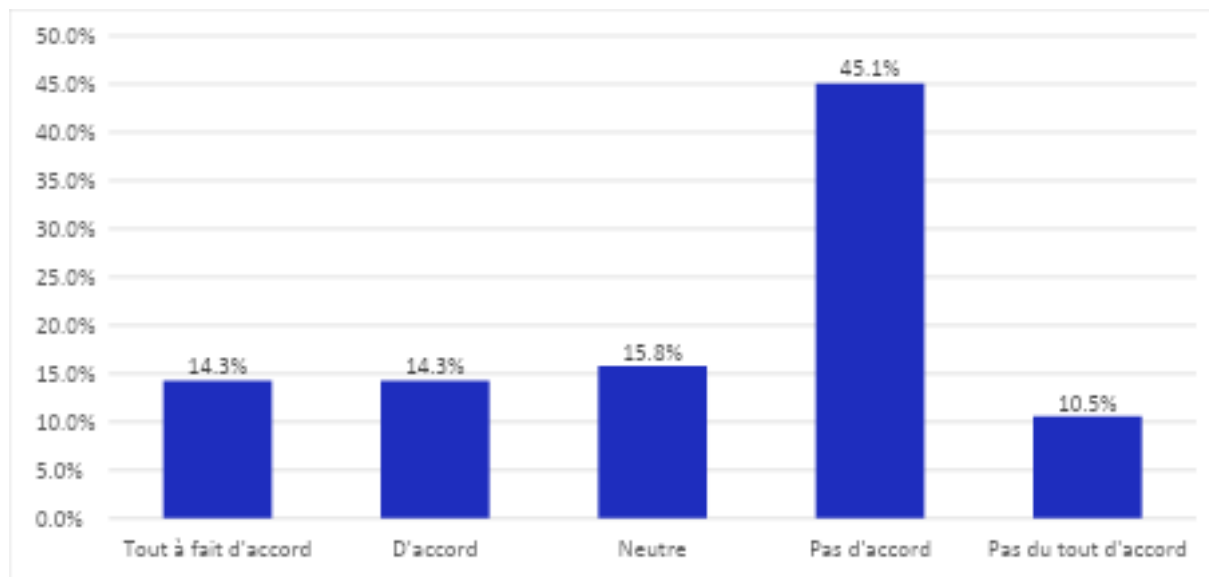
-Une majorité (45,1 %) qui ne considère pas ce travail comme inapproprié pour une femme indique une certaine évolution des perceptions concernant les rôles de genre. Cela pourrait signaler une acceptation croissante de la diversité des rôles que les femmes peuvent occuper, y compris dans des secteurs traditionnellement stigmatisés. Cette ouverture peut être interprétée comme un signe de progrès vers une plus grande égalité des sexes et une reconnaissance des capacités des femmes à participer à des tâches jugées « dévalorisantes » par certains.

-Cependant, le fait que 14,3 % des répondants soient d'accord avec l'affirmation que ce travail « n'est pas fait pour elle » révèle la persistance de stéréotypes et de stigmates associés à certaines professions. Cela peut refléter des représentations sociales qui dévalorisent le travail informel et marginalisent les personnes qui y sont engagées, en particulier les femmes. Cette perception peut également être influencée par des normes culturelles qui associent la féminité à des rôles dignes et respectables, excluant ainsi des activités perçues comme « indignes ».

-Les attitudes exprimées dans cette figure ont des implications importantes pour l'autonomisation des femmes. La perception que certaines tâches ne leur conviennent pas peut limiter les opportunités économiques et professionnelles. Cela souligne la nécessité d'initiatives qui visent à valoriser le travail des

femmes dans des rôles informels et à encourager un changement de mentalité qui reconnaisse leur contribution essentielle à la communauté.

Figure 9 : Une femme qui fouille dans les poubelles vaut mieux rester chez elle, ce travail n'est pas fait pour elle ?



2. Les Collectrices sous le regard des citoyens – Une étude en clair-obscur

La figure 10 présente les perceptions des citoyens concernant les femmes barbachas à travers quatre affirmations distinctes inscrites sur un registre positif : « travailleuses courageuses », « travailleuses acharnées », « ne connaissent pas la fatigue », et « elles doivent être respectées ». Les résultats mettent en lumière divers aspects des attitudes sociétales envers ces femmes et révèlent des dynamiques sociologiques importantes.

Travailleuses courageuses (53,3 % tout à fait d'accord)

Une majorité significative (53,3 %) considère les femmes barbachas comme des « travailleuses courageuses ». Cette perception indique une reconnaissance du dévouement et de l'effort que ces femmes investissent dans leur travail. Cela peut refléter une valorisation croissante de leur rôle dans des contextes souvent difficiles, suggérant que la société commence à apprécier la force et la résilience des femmes engagées dans des activités de travail informel.

Travailleuses acharnées (56,4 % tout à fait d'accord)

Une proportion encore plus élevée (56,4 %) perçoit les femmes barbachas comme des « travailleuses acharnées ». Cela renforce l'idée d'une reconnaissance de leur éthique de travail et de leur détermination. Cette perception peut également souligner une certaine fierté collective dans le travail acharné, qui est souvent valorisé dans les sociétés où le travail est associé à la dignité et à la réussite.

Ne Connaissent pas la fatigue (37,5 % tout à fait d'accord)

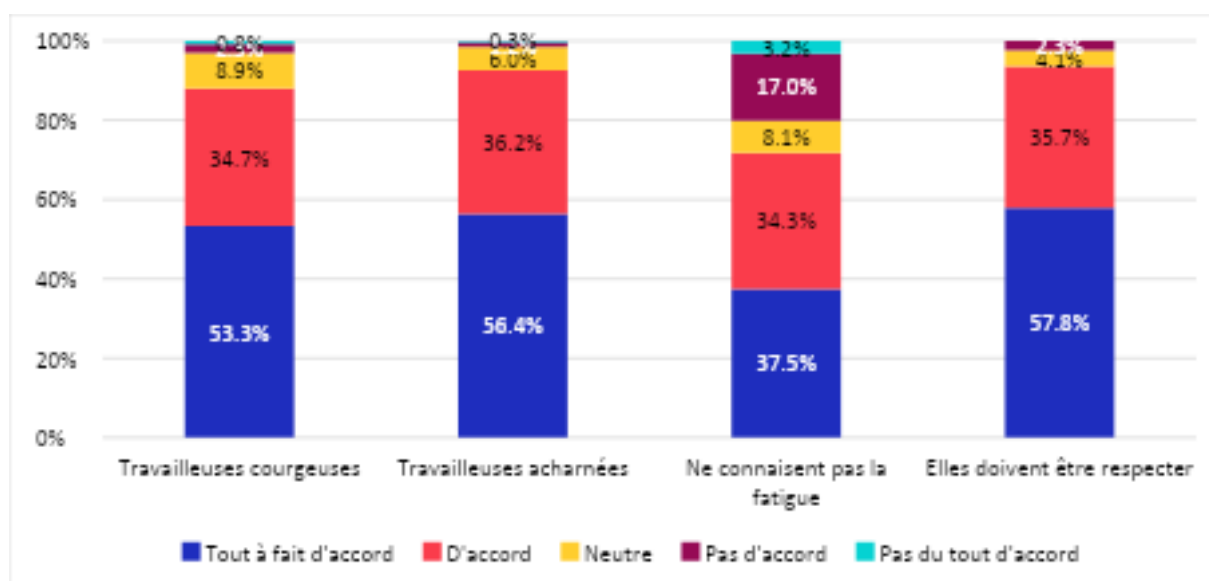
En revanche, l'affirmation « elles ne connaissent pas la fatigue » obtient un soutien plus modéré (37,5 %). Cela pourrait indiquer une idéalisation des femmes barbachas, suggérant qu'elles sont perçues comme des figures surhumaines qui ne ressentent pas la fatigue. Cela peut également refléter des stéréotypes de genre qui minimisent la reconnaissance de leurs efforts physiques et émotionnels, créant une image de surhumanisation qui peut être à la fois valorisante et déshumanisante.

Elles doivent être respectées (41,6 % d'accord)

Enfin, l'affirmation « elles doivent être respectées » reçoit également une approbation notable (41,6 %), mais moins marquée que les autres affirmations. Cela souligne un besoin d'amélioration dans la reconnaissance du respect dû aux femmes barbachas. Bien que la majorité reconnaisse leur valeur, un nombre important de répondants peut encore avoir des réserves quant à l'égalité de traitement et de respect dans la société.

L'analyse des perceptions des citoyens révèle un tableau nuancé. Bien qu'il existe une reconnaissance claire de leur courage et de leur éthique de travail, il subsiste des stéréotypes qui peuvent limiter leur valorisation et leur respect dans la société. Comprendre ces perceptions est essentiel pour développer des stratégies qui favorisent une reconnaissance accrue et un respect véritable des contributions de ces femmes tout en promouvant des initiatives de sensibilisation pour déconstruire les stéréotypes négatifs. En renforçant la visibilité et le respect des femmes dans ces rôles, il est possible de favoriser une plus grande égalité et d'améliorer leurs conditions de vie et de travail

Figure 10 : Perception des citoyens des collectrices



3. L'ambivalence citoyenne face aux agents municipaux : entre reconnaissance et désengagement

En mars 2023, une décision a été prise pour dissoudre les conseils municipaux.. Derrière cette décision plusieurs explications parmi lesquelles :

-Les Mandats arrivant à expiration et incertitude sur les élections municipales : Les mandats des 350 maires et conseillers élus en 2018 devaient expirer fin avril 2023, avec des élections municipales théoriquement prévues peu après. Cependant, l'organisation de ces élections était incertaine depuis plusieurs mois, ce qui a conduit à la dissolution des conseils municipaux.

-Les crises internes et conflits dans de nombreux conseils municipaux : Plusieurs conseils ont connu des conflits internes importants, entraînant parfois le départ d'élus et des tensions qui paralysaient la gestion locale. Ces difficultés ont mené à des scrutins partiels ou renouvelés au cours des cinq dernières années, illustrant une instabilité persistante dans la gouvernance locale.

-La volonté de réforme et centralisation du pouvoir : qui intervient dans un processus plus large visant à réviser la loi électorale des conseils communaux et à établir une nouvelle organisation territoriale avec la future Assemblée des régions. Cette réforme s'inscrit dans un processus de recentralisation.

-La dégradation des conditions de gestion locale : La plupart des conseils municipaux étaient en difficulté, avec une forte contestation, une chute massive des recettes municipales (jusqu'à 70 % par rapport à 2010 dans certains cas) et des dégâts matériels dans plusieurs municipalités, rendant la gestion locale problématique et menaçant la continuité des services publics. Dans ce contexte, la collecte des déchets et le rôle des agents municipaux sont devenus problématiques : qui s'occupe de quoi en matière de collecte, et quelle est la complémentarité entre les collecteurs indépendants et les agents chargés de la collecte ? Comment se déroulent les négociations et les conflits concernant

Les chiffres de cette enquête révèlent une **relation complexe et paradoxale** entre les citoyens et les agents municipaux chargés de la gestion des déchets. Les réponses, structurées en trois axes principaux, dessinent une **cartographie des attentes et des frustrations**, où le soutien affiché côtoie une tendance au désengagement.

3.1. Soutien aux agents municipaux : un clivage net

Les réponses montrent que 59,7% des citoyens (26,5% "Tout à fait d'accord" + 33,2% "D'accord") expriment un soutien clair aux agents municipaux. À l'inverse, 16% (12,5% "Pas d'accord" + 3,5% "Pas du tout d'accord") rejettent cette idée, tandis qu'une part notable (24,3%) reste neutre.

La majorité solidaire (59,7%) reconnaît la pénibilité du métier et son rôle essentiel. Ces répondants sont probablement plus sensibles aux conditions difficiles (horaires, risques sanitaires) ou ont une expérience directe du service public.

La minorité critique (16%) pourrait refléter une méconnaissance du métier, des frustrations ponctuelles (retards, erreurs de collecte), ou une perception négative de l'efficacité municipale.

Les neutres (24,3%), presque un quart, suggèrent une indifférence ou un manque d'opinion arrêtée – peut-être faute d'information.

3.2. "Le tri des poubelles est une étape primordiale" : une adhésion relative

Une majorité favorable mais nuancée se dégage : 69,5% (25,2% "Tout à fait d'accord" + 44,3% "D'accord") valident l'importance du tri. Les sceptiques (10,1%, 7,4% + 2,7%) sont minoritaires, mais 20,4% restent neutres. Les 69,5% positifs indiquent une conscience écologique installée, mais pas toujours traduite en actes (tri sélectif irrégulier, doutes sur le traitement final).

Les neutres (20,4%) pourraient symboliser une adhésion de principe sans pratique assidue, ou des doutes sur l'efficacité réelle du système. Les 10,1% critiques révèlent soit un rejet des contraintes ("tri inutile"), soit une défiance envers la filière ("tout est mélangé après").

3.3. "Sans Internet, le travail de la commune est suffisant" : le paradoxe numérique

Ici, le rejet est massif : 68,4% (54,2% "Pas d'accord" + 14,2% "Pas du tout d'accord") estiment que la commune ne peut pas se passer des outils digitaux. Seuls 18,6% (11,2% + 7,4%) jugent son action suffisante sans Internet.

La majorité critique (68,4%) souligne l'importance croissante du numérique dans la gestion urbaine (signalements en ligne, infos en temps réel). Son absence est perçue comme un handicap.

Les 18,6% satisfaits reflètent peut-être une préférence pour les canaux traditionnels (guichets, téléphone), ou une défiance envers la dématérialisation.

Les neutres (13%), bien que minoritaires, pourraient manquer d'avis clair sur le sujet – signe que le débat reste technique pour certains.

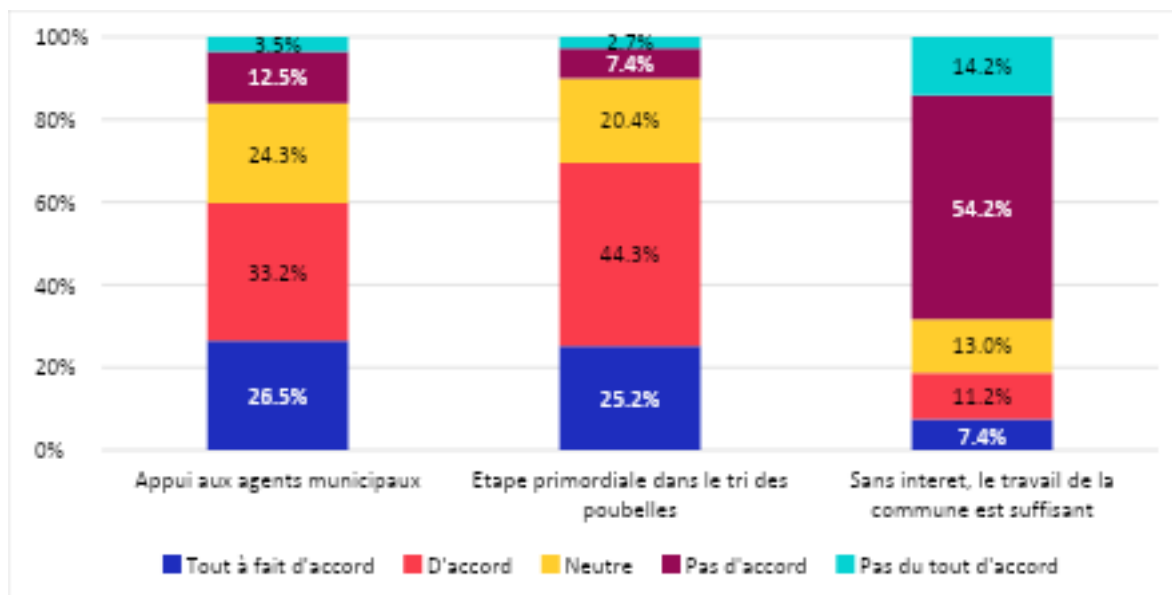
Cette mentalité freine les initiatives locales (compostage, recyclage communautaire) et alourdit la charge des services publics, déjà souvent débordés. Il s'agit d'une relation ambivalente entre citoyens et agents municipaux :

-Reconnaissance limitée : Seule une minorité valorise explicitement le travail des barbachas dans l'espace municipal, tandis que la majorité critique ou ignore leurs efforts.

-Écologie sélective : Beaucoup admettent l'importance du tri... sans forcément agir, signe d'un décalage entre valeurs et pratiques.

-Dépendance à la municipalité : La majorité rejette toute implication personnelle, maintenant une culture du "tout-étatique".

Figure 11 : Perception des citoyens du travail des collectrices



4. Les Collectrices et les autres -Une marginalisation organisée

La figure 12 illustre les perceptions des citoyens concernant les relations des collectrices avec trois groupes d'acteurs : les agents municipaux, les collecteurs hommes, et les habitants des quartiers.

Les résultats révèlent des dynamiques sociales et des attitudes importantes vis-à-vis des collectrices et de leur intégration dans la communauté.

4.1. Relations avec les agents municipaux

- **Perception positive** : Une proportion de 37,0 % des répondants considère que les collectrices ont une bonne relation avec les agents municipaux, et 25,7 % pensent qu'elles s'entendent « tout à fait bien ». Cependant, une part non négligeable (23,4 %) estime que cette relation n'est pas bonne.

- **Interprétation** : Ces résultats suggèrent une reconnaissance partielle de l'importance des collectrices dans le système de gestion des déchets. Toutefois, les tensions entre ces deux groupes peuvent indiquer des problèmes d'intégration et de reconnaissance formelle du travail des collectrices par les agents municipaux.

4.2. Relations avec les collecteurs hommes

- **Perception mitigée** : La relation avec les collecteurs hommes est perçue de manière plus critique, avec seulement 28,1 % qui jugent cette relation « bonne » et 14,3 % qui la voient « tout à fait bonne ». En revanche, 15,4 % des répondants estiment que cette relation est mauvaise.
- **Interprétation** : Cette perception peut refléter des dynamiques de genre et de pouvoir au sein du secteur de la collecte des déchets. Les collectrices peuvent faire face à des défis liés à la reconnaissance de leur rôle et à la concurrence avec des collecteurs hommes, ce qui peut créer des tensions intergroupes.

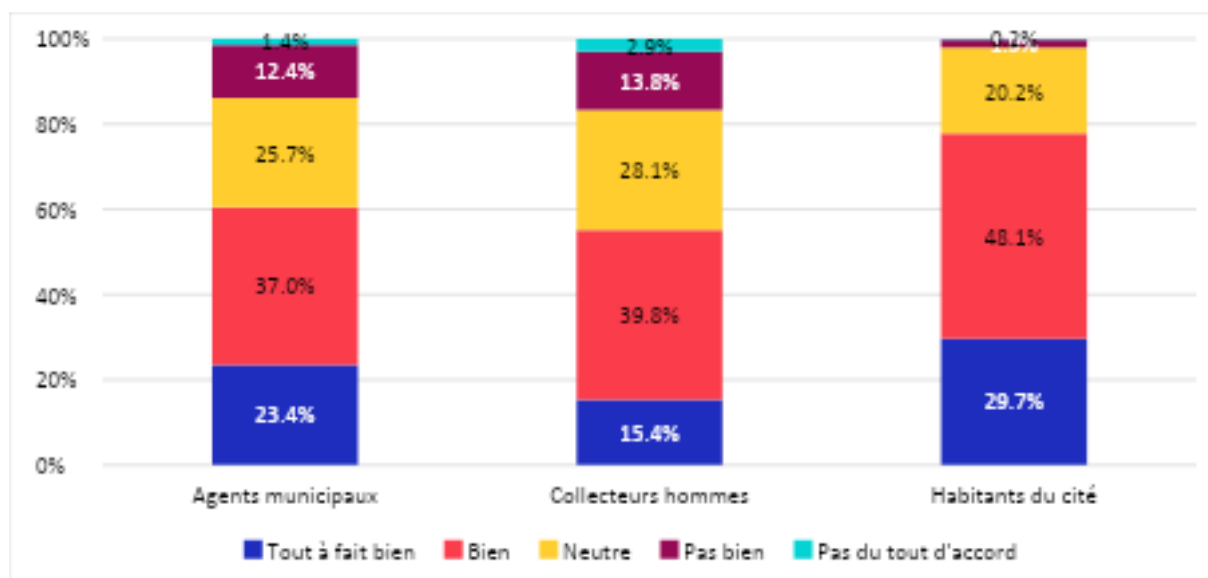
4.3. Relations avec les habitants de la cité

- **Perception variable** : En ce qui concerne les habitants des quartiers, 48,1 % des répondants estiment que la relation est bonne, tandis que 20,2 % la jugent « pas du tout d'accord » avec une vision positive de cette relation. Un nombre significatif (29,7 %) est neutre.
- **Interprétation** : La perception majoritairement positive de la relation avec les habitants peut indiquer une certaine acceptation des collectrices par la communauté. Cependant, le pourcentage élevé de réponses neutres et négatives souligne qu'il existe encore des préjugés ou des malentendus qui peuvent entraver la pleine intégration des collectrices dans la vie communautaire.

L'analyse de la figure 12 révèle des perceptions variées concernant les relations des collectrices avec différents acteurs. Bien qu'il existe une reconnaissance partielle de leur rôle et une certaine acceptation par les habitants, des tensions subsistent, surtout en ce qui concerne les relations avec les agents municipaux et les collecteurs hommes.

Ces résultats mettent en lumière la nécessité d'initiatives visant à améliorer la communication et la collaboration entre ces groupes, ainsi qu'à promouvoir une reconnaissance plus formelle du travail des collectrices.

Figure 12 : Perception des citoyens de la relation des collectrices avec les autres acteurs



5. Analyse des perceptions citoyennes sur la formalisation du travail des Barbachas

La figure 13 illustre les perceptions des citoyens concernant l'idée que les collectrices devraient s'organiser en une structure garantissant un revenu stable. Les résultats montrent qu'une majorité écrasante (66,6 %) est « tout à fait d'accord » avec cette proposition, tandis que 25,8 % sont d'accord, laissant une très faible proportion (7,5 %) de répondants qui se positionnent autrement.

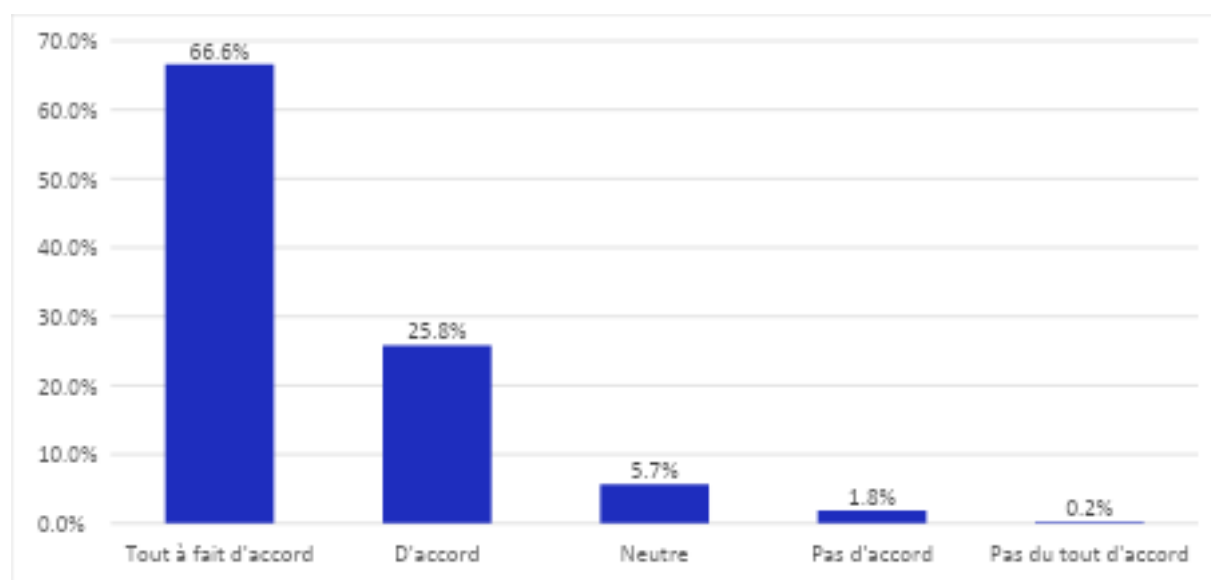
-La forte adhésion à l'idée d'une organisation des collectrices suggère une reconnaissance générale de la nécessité d'un soutien structurel pour améliorer leur situation économique. Cela indique que les citoyens voient les avantages potentiels d'une telle organisation, non seulement pour les collectrices elles-mêmes, mais aussi pour la communauté dans son ensemble. Une structure formelle pourrait contribuer à une gestion plus efficace des tâches de collecte et à une meilleure reconnaissance du travail effectué.

-Le soutien exprimé pour l'idée d'un revenu stable souligne également une prise de conscience des défis économiques auxquels les collectrices sont confrontées. Cela peut refléter une empathie envers leurs conditions de travail précaires et une volonté de voir des solutions mises en place pour améliorer leur qualité de vie. Cette perception est essentielle pour développer des politiques et des initiatives qui répondent aux besoins des femmes engagées dans le travail informel.

-Les résultats de cette figure offrent une opportunité significative pour des initiatives de plaidoyer en faveur des collectrices. Un soutien aussi large pour une structure garantissant un revenu stable pourrait servir de base pour mobiliser des ressources et des efforts en vue d'établir des organisations qui défendent les droits et les intérêts des collectrices. Cela pourrait également encourager les décideurs à reconnaître l'importance de formaliser le travail informel et à mettre en place des politiques adaptées.

-L'adhésion à l'idée d'organiser les collectrices en une structure pourrait également aider à réduire les stéréotypes négatifs associés à leur travail. En renforçant leur statut et en leur fournissant des ressources, cela peut mener à une plus grande reconnaissance et au respect de leur contribution à la communauté. Une telle organisation pourrait aussi favoriser un changement de perception sur le travail des collectrices, en le considérant comme une profession digne et essentielle.

Figure 13 : Perception des citoyens de l'organisation des collectrices sous forme d'une structure leur garantissant un revenu stable



III : « Portraits de l'ombre » entre précarité et résilience

1. A la découverte des femmes Barbachas : portraits et réalités.

Le plastique froisse sous leurs doigts crevassés. Chaque bouteille, chaque sac collecté porte l'empreinte invisible de ces femmes que l'économie formelle a rejetées mais dont elle dépend pourtant. Leur profil sociologique n'est pas une simple donnée statistique - c'est la cartographie d'une relégation systématique, génération après génération. On les croise aux aurores, ces ombres courbées sur les montagnes de nos déchets. Des corps de quarantenaire pour la plupart, usés mais résistants comme le polyéthylène qu'elles ramassent. Leurs mains racontent une histoire que les chiffres confirment : 62% ont entre 40 et 60 ans, cet âge charnière où les femmes pauvres deviennent transparentes pour le marché du travail. Trop vieilles pour être embauchées, trop jeunes pour mourir - alors elles survivent, entre les interstices des villes tunisiennes. Leur niveau d'instruction - souvent primaire ou inexistant - n'est pas un hasard. C'est le résultat d'une double peine : nées pauvres et femmes, leur éducation n'a jamais été une priorité. Chaque année de scolarité manquante les a rapprochées inexorablement de ces décharges à ciel ouvert. Leur mariage, censé être une protection, est souvent devenu une chaîne supplémentaire : mariées à des journaliers ou des retraités précaires, elles doivent compléter des revenus familiaux toujours insuffisants.

Pourtant, regardons-les mieux. Ces "barbachas" ne sont pas que des victimes. Leur organisation minutieuse des tournées, leur connaissance intime des circuits de recyclage, leur résilience face à l'humiliation quotidienne témoignent d'une intelligence pratique indéniable. Comprendre leur profil, c'est faire bien plus qu'étudier un groupe marginal. C'est dévoiler les failles béantes de nos systèmes sociaux. Ces femmes sont les sentinelles d'une vérité dérangeante : notre transition acétique se bâtit sur le dos des plus vulnérables. Leur âge, leur éducation, leur statut marital ne sont pas des détails - ce sont les clés pour construire des politiques qui ne les oublieront pas une seconde fois.

La nuit tombe sur la décharge. Les dernières collectrices plient leurs sacs gonflés de nos rebuts. Demain, elles reviendront. Et tant que nous n'aurons pas décrypté le sens profond de leur présence obstinée, nous n'aurons pas compris grand-chose à notre époque. Le plastique, lui, survivra à tout. Ces femmes, peut-être pas. À moins que leur profil sociologique cesse enfin d'être une curiosité académique pour devenir un cri d'alarme.

1.1. Analyse de l'Origine Géographique des Femmes Interviewées : L'origine géographique des femmes interrogées ne reflète pas l'ensemble de la population des collectrices, mais elle offre un aperçu précieux de leur visibilité sociale, obtenue par le biais d'une méthode de boule de neige. Ce constat met en évidence la provenance péri-urbaine de ces femmes, souvent vivant au seuil de la pauvreté et faisant face à l'analphabétisme. Cette dynamique révèle des aspects sociologiques significatifs, notamment en ce qui concerne les conditions économiques et sociales qui façonnent leur réalité. Les résultats montrent que les femmes barbachas proviennent principalement de zones urbaines. À Tunis, 47 femmes viennent de quartiers tels que Sidi Hssine, Borj El Ouzir, Kabaria, Lakania, Hay Essalama et Hay Ennour. À Sfax, 23 femmes proviennent d'El Hay Khairi, El Hay Elbahri, Agareb, Med Ali et Markez Chaker. Cette forte concentration dans les quartiers populaires et les centres périurbains souligne l'importance de ces zones dans le tissu économique informel. Ces quartiers, souvent caractérisés par des conditions de vie précaires, deviennent des espaces de survie pour ces femmes. Leur engagement dans des activités informelles est souvent une réponse aux limites imposées par l'économie formelle, où l'accès à l'emploi est restreint en raison de leur niveau d'éducation et de leur situation socio-économique.

Urbanisation et Paupérisation : d'autres gouvernorats, comme Monastir et Ben Arous, illustrent également une urbanisation significative. Ces cités, faisant partie des "ceintures rouges" qui entourent les centres urbains, accentuent la réalité socio-économique difficile à laquelle ces femmes font face. La nouveauté réside dans le fait que, en dehors des périmètres périurbains, beaucoup d'entre elles proviennent aussi de quartiers des centres-villes. À Tunis, des quartiers comme Hafsia, Bab Souika et Sid El Bachir sont concernés. À Ben Arous, des femmes viennent d'Hamma Lif, El Mourouj et El Yasminat, tandis qu'Ariana Centre contribue également à cette dynamique.

Cette tendance de paupérisation progressive touche les classes moyennes inférieures, ce qui explique l'amélioration du niveau d'instruction de ces femmes, même s'il reste encore trop bas. L'entrée de groupes en rupture de scolarité, y compris ceux ayant atteint le secondaire et, dans certains cas, le supérieur, indique un changement dans les aspirations et les opportunités. Cela reflète une réponse à l'exclusion sociale et économique, où l'éducation devient un moyen d'émancipation.

Représentation Faible dans Certaines Régions : En revanche, certains gouvernorats montrent une représentation très faible. Kebelli n'a aucune femme interrogée, tandis que Zaghouan n'en compte que trois, issues de quartiers comme Hay Sbasib et Hay El Amal. Cela suggère une absence de femmes barbachas dans ces régions, probablement en raison de barrières économiques et culturelles qui limitent leur participation. Ce phénomène peut être attribué à des normes culturelles qui valorisent d'autres formes de travail ou à un manque d'accès aux ressources nécessaires pour participer à l'économie informelle. D'autres régions, comme Touzeur et Tataouin, avec seulement 8 femmes chacune, sont également parmi les moins représentées. Cela peut s'expliquer par la faible densité démographique, mais aussi par des raisons culturelles profondes, où les rôles traditionnels et les attentes sociales peuvent limiter les opportunités pour les femmes.

Représentation Modérée dans Certaines Zones : D'autres gouvernorats, tels que Bizerte (26 femmes en provenance de quartiers comme Mallasin et El Hay Oulimpi) et Ariana (16 femmes en provenance de Bourj El Wzir et Hay El Jomhouria), affichent une représentation modérée. Cela peut indiquer une dynamique économique locale qui favorise l'activité des femmes barbachas, offrant ainsi une opportunité de survie dans un contexte où les ressources sont limitées. L'analyse de l'origine géographique des femmes barbachas révèle des dynamiques sociales et économiques complexes. Leur concentration dans les zones périurbaines et populaires, ainsi que leur émergence dans des quartiers de centres-villes, (le rôle de femmes appartenant à la classe moyenne inférieure) , souligne les défis auxquels elles font face, tout en signalant des changements dans les aspirations éducatives et professionnelles. Cette réalité met en lumière la nécessité de politiques ciblées pour améliorer leurs conditions de vie et favoriser leur intégration dans l'économie formelle

1.2. L'âge silencieux des ramasseuses : quand la précarité a un visage de quarantenaire

Le test du Chi-Carré (χ^2) nous révèle une absence de lien entre genre et tranche d'âge parmi les collecteurs, mais cette neutralité statistique masque une réalité sociale bien plus complexe. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 62% des collectrices ont entre 40 et 60 ans, formant ainsi le cœur battant - et vieillissant - de cette économie informelle. Ce n'est pas là une simple donnée démographique, mais le symptôme d'un système qui réserve aux femmes d'âge mûr les travaux les plus ingrats, quand d'autres portes se ferment les unes après les autres.

La faible proportion de jeunes femmes (22,7% de moins de 40 ans) dessine les contours d'une exclusion en deux temps. D'abord, une exclusion douce : les jeunes générations fuient cette activité, préférant d'autres formes de précarité, peut-être moins visibles, moins éprouvantes physiquement. Ensuite, une inclusion forcée : à mesure que les années passent et que les opportunités s'amenuisent, les femmes se retrouvent progressivement captives de la collecte, comme si l'âge transformait progressivement cette activité de dernier recours en destin inéluctable.

Plusieurs mécanismes sociaux expliquent cette concentration dans la quarantaine et la cinquantaine. D'abord, l'effet ciseau des responsabilités familiales : à cet âge charnière, les femmes supportent souvent à la fois des enfants à charge et des parents vieillissants, les poussant vers des activités flexibles mais éreintantes. Ensuite, la discrimination liée à l'âge sur le marché formel du travail, qui relègue progressivement ces travailleuses expérimentées vers les marges de l'économie. Enfin, l'accumulation des échecs et des crises personnelles qui, avec le temps, réduisent les alternatives possibles.

Le cas des 62% de quarantenaire et quinquagénaires est particulièrement éloquent. Il ne s'agit pas ici d'un choix professionnel, mais d'une relégation progressive, année après année, vers ce qui finit par devenir le seul gagne-pain possible. Ces femmes incarnent une génération sacrifiée, trop jeunes pour cesser de travailler, trop âgées pour trouver mieux, assez résilientes pour supporter l'humiliation quotidienne de fouiller les poubelles, mais pas assez protégées pour y échapper.

Cette démographie particulière pose une question fondamentale : pourquoi notre société accepte-t-elle que la précarité ait un âge, et que cet âge soit précisément celui où les femmes devraient pouvoir capitaliser sur leur expérience ? La réponse est sans doute à chercher dans cette intersection perverse entre sexisme et âgisme, qui fait des femmes de 40-60 ans les travailleuses invisibles par excellence, condamnées à ramasser les déchets des autres alors qu'elles devraient être au faite de leur carrière.

En définitive, ces chiffres ne décrivent pas seulement une répartition par âge - ils racontent l'histoire silencieuse de ces femmes pour qui la maturité professionnelle n'a pas apporté la stabilité promise, mais une lente descente aux enfers de l'économie informelle. Une descente qui, manifestement, attend beaucoup d'autres après elles.

Tableau 3 : Répartition des collecteurs de déchets selon sexe/ tranche d'âge

Tranche d'âge	Homme	Femme	Total
< 18 ans	5,0%	4,3%	4,7%
18-30 ans	6,0%	7,2%	6,5%
31-40 ans	14,4%	11,2%	12,9%
41-50 ans	27,0%	31,7%	29,1%
51-60 ans	26,3%	30,2%	28,1%
60 ans et plus	21,3%	15,5%	18,6%
Total	100,0%	100,0%	100,0%

1.3. Primaire pour elles, secondaire pour eux : l'abandon scolaire différencié des travailleurs des déchets"

Les chiffres tombent comme un verdict sans appel : 47,7% des collectrices n'ont dépassé le niveau primaire, contre 41,9% de leurs homologues masculins. Cet écart de six points, apparemment minime, ouvre pourtant une fenêtre sur les mécanismes de reproduction des inégalités dans l'univers de la collecte des déchets. Car derrière ces pourcentages se cache une réalité implacable - l'école tunisienne, censée être un ascenseur social, fonctionne en réalité comme un tamis qui filtre différemment les destins selon le genre.

La fracture éducative s'aggrave au niveau secondaire : seules 18,4% des femmes y accèdent contre 26,8% des hommes. Ce décrochage féminin massif n'est pas un hasard sociologique. Il s'inscrit dans une logique bien rodée où l'abandon scolaire des filles répond à une sombre équation : éducation de base + mariage précoce + séparation conjugale = condamnation à la précarité professionnelle. Les trajectoires des collectrices racontent cette spirale infernale - des jeunes filles retirées tôt de l'école pour être mariées, puis brutalement propulsées cheffes de famille après un veuvage ou un divorce, sans autre recours que la récupération informelle pour survivre. Pourtant, la véritable tragédie ne réside pas dans l'abandon scolaire lui-même - phénomène qui touche aussi les hommes - mais dans ce qui vient après. Lorsqu'un jeune homme quitte l'école, il conserve certaines possibilités de formation informelle ou d'apprentissage. Pour une femme, la rupture scolaire marque bien souvent la fin définitive de tout parcours éducatif. Les

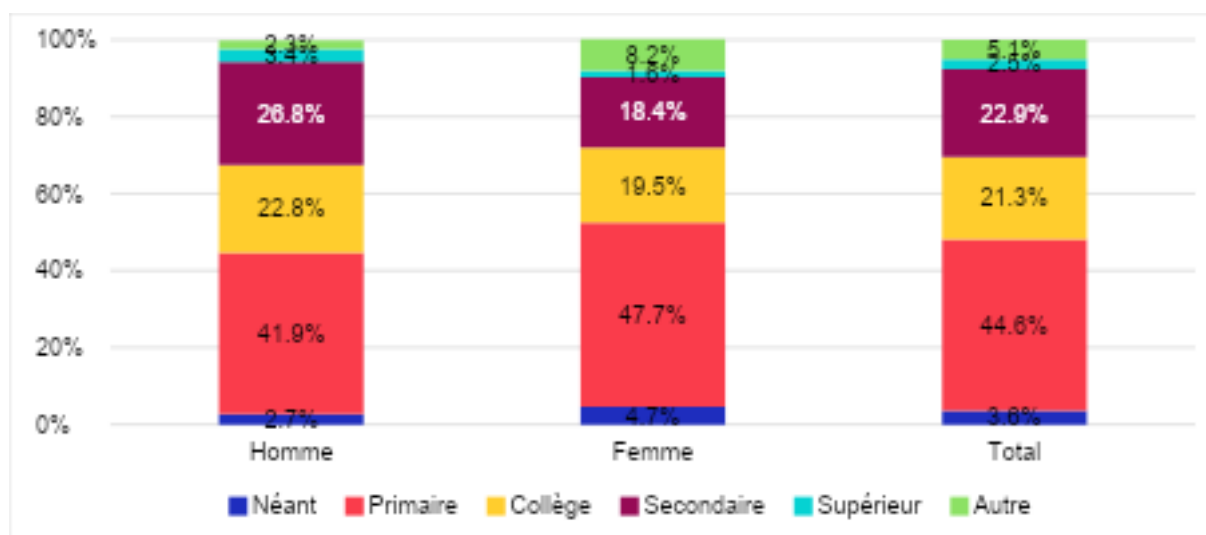
responsabilités familiales, le manque de structures adaptées, les normes sociales qui cantonnent les femmes peu instruites aux rôles domestiques - autant de barrières invisibles qui transforment l'interruption des études en condamnation à vie. Ce constat interroge profondément notre système éducatif. Comment expliquer que dans une Tunisie postrévolutionnaire qui se veut moderne, l'école continue de produire des inégalités genrées aussi marquées ? Pourquoi les dispositifs de seconde chance, les formations professionnelles, les programmes d'alphabétisation adulte échouent-ils si systématiquement à atteindre ces femmes des marges ? Les conséquences de cette éducation tronquée se mesurent chaque jour dans les rues où œuvrent les collectrices. Privées de diplômes, elles n'ont accès ni aux emplois formels, ni aux microcrédits, ni aux programmes de reconversion. Leur capital scolaire limité les enferme dans une spirale où la précarité éducative engendre la précarité professionnelle, qui elle-même perpétue la pauvreté intergénérationnelle.

Pourtant, une lueur d'espoir persiste. La relation modérée mais significative ($\Phi=0.183$) entre genre et niveau d'instruction montre que le déterminisme n'est pas total. Certaines collectrices, contre toute attente, parviennent à décrocher un niveau secondaire. Ces exceptions témoignent qu'avec des politiques éducatives ciblées - cours du soir adaptés, garderies pour les mères étudiantes, formations professionnelles genrées - il serait possible de briser ce cycle infernal. Le défi est immense, mais l'enjeu est important : dans un pays où près de la moitié des travailleuses du déchet n'ont pas dépassé le primaire, l'éducation reste le seul véritable levier pour transformer leur condition. Car derrière chaque pourcentage se cache une vérité simple : sans école, point de salut professionnel ; sans instruction, point d'échappatoire à la précarité. La Tunisie parviendra-t-elle à offrir à ces femmes une véritable seconde chance scolaire, ou continuera-t-elle d'accepter que pour beaucoup d'entre elles, le baccalauréat ultime soit celui de la survie dans les déchets ?

Tableau 4 : Répartition des collecteurs de déchets selon sexe/ niveau d'instruction

Niveau d'instruction	Homme	Femme	Total
Néant	2,7%	4,7%	3,6%
Primaire	41,9%	47,7%	44,6%
Collège	22,8%	19,5%	21,3%
Secondaire	26,8%	18,4%	22,9%
Supérieur	3,4%	1,6%	2,5%
Autre	2,3%	8,2%	5,1%
Total	100,0%	100,0%	100,0%

Figure 14 : Répartition des collecteurs de déchets selon sexe/ niveau d'instruction



1.4. Mariage, veuvage et débrouille : comment le statut matrimonial façonne la survie dans l'univers des collecteurs de déchets

Le tableau 3 présente la répartition des collecteurs de déchets selon leur sexe et leur statut matrimonial. Les données révèlent des tendances intéressantes et soulèvent plusieurs questions sociologiques importantes concernant la dynamique de genre et les implications du statut matrimonial dans ce secteur.

Dominance des « hommes mariés »

- **Statut matrimonial** : La majorité des collecteurs de déchets, tant hommes (59,0 %) que femmes (52,7 %), sont mariés. Cela indique que le mariage est un statut courant parmi les collecteurs et peut suggérer une recherche de stabilité économique et sociale au sein de ce groupe. Le fait que les hommes mariés soient plus nombreux pourrait refléter des attentes culturelles où les hommes sont perçus comme les principaux soutiens financiers de leur ménage. Cela peut également indiquer que le travail de collecte est souvent considéré comme une nécessité économique pour subvenir aux besoins d'une famille.

Célibataires et leurs défis

- **Célibataires** : Les collecteurs célibataires représentent 20,0 % du total, avec une répartition de 23,6 % pour les hommes et 15,9 % pour les femmes. Cette proportion suggère que les hommes célibataires sont légèrement plus nombreux dans ce secteur. Le statut de célibataire peut être associé à des défis économiques, car ces individus peuvent avoir moins de soutien financier. Cela pourrait également refléter des réalités de vie où le travail de collecte est une option accessible pour ceux qui n'ont pas encore formé de famille ou qui cherchent à établir leur indépendance financière.

Divorcés et veufs : une représentation significative des femmes

- **Divorcés** : La proportion de femmes divorcées (15,9 %) est plus élevée que celle des hommes (9,5 %), ce qui peut indiquer des réalités sociales où les femmes sont plus susceptibles de se retrouver dans des situations économiques précaires après un divorce.
- **Veufs** : Les femmes veuves (15,5 %) dépassent également les hommes (7,9 %), ce qui met en lumière les défis uniques auxquels les femmes peuvent être confrontées en tant que cheffes de famille après la perte d'un conjoint.

Ces données soulignent la vulnérabilité économique des femmes dans le secteur de la collecte des déchets, souvent exacerbée par des changements dans leur statut matrimonial.

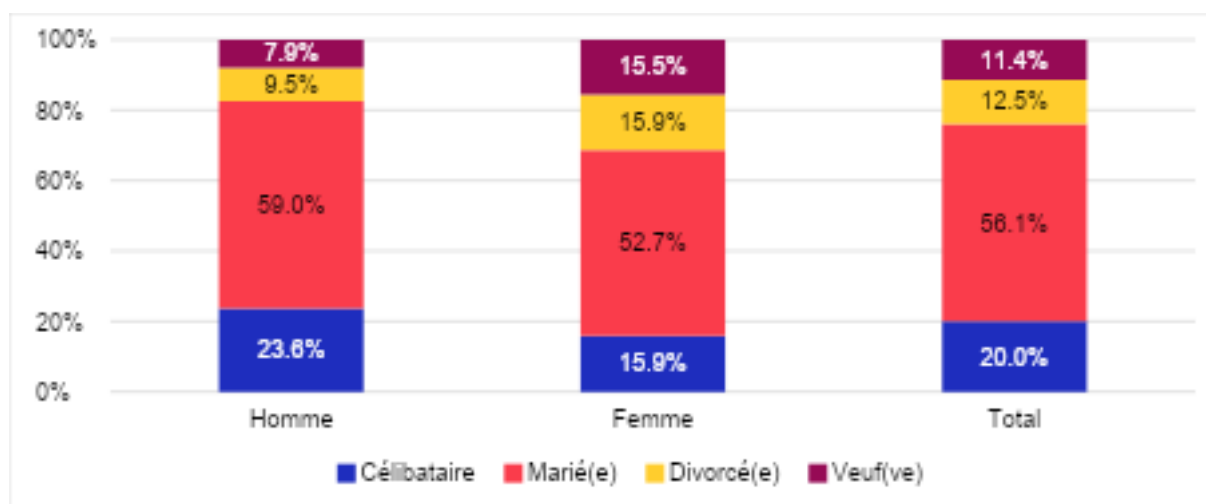
Implications sur les politiques de soutien

- **Reconnaissance des besoins spécifiques** : La répartition par statut matrimonial souligne la nécessité de politiques adaptées qui tiennent compte des différentes situations des collecteurs de déchets, notamment en matière de soutien économique et social.
- **Programmes de sensibilisation** : Les résultats pourraient également inciter à des programmes de sensibilisation et de soutien pour les femmes, en particulier celles qui sont divorcées ou veuves, afin de les aider à accéder à des opportunités économiques et à une meilleure qualité de vie.

L'analyse du tableau 3 met en évidence des dynamiques de genre et des implications socio-économiques dans le secteur de la collecte des déchets. La répartition par statut matrimonial montre que les collecteurs, en particulier les femmes, font face à des défis spécifiques qui méritent une attention particulière de la part des décideurs et des organismes de soutien. En tenant compte de ces facteurs, il est possible de développer des stratégies qui améliorent les conditions de vie et de travail des collecteurs de déchets, tout en favorisant une plus grande équité et reconnaissance de leurs contributions à la société.

Tableau 5 : Répartition des collecteurs de déchets selon sexe/ statut matrimonial

Statut matrimonial	Homme	Femme	Total
Célibataire	23,6%	15,9%	20,0%
Marié(e)	59,0%	52,7%	56,1%
Divorcé(e)	9,5%	15,9%	12,5%
Veuf(ve)	7,9%	15,5%	11,4%
Total	100,0%	100,0%	100,0%

Figure 15 : Répartition des collecteurs de déchets selon sexe/ statut matrimonial

1.5. De la survie à la résilience : le parcours des barbachas dans l'ombre de la précarité

En Tunisie, les barbachas ne sont pas simplement des travailleuses informelles. Elles incarnent le visage d'une précarité systémique, celle de milliers de Tunisiennes poussées vers les marges économiques par une conjonction de crises sociales, familiales et sanitaires. Leur histoire professionnelle, si l'on peut parler de « profession » pour une activité aussi précaire, est avant tout celle d'une absence de choix.

Avant de devenir barbachas, beaucoup de ces femmes n'avaient jamais imaginé devoir un jour fouiller les poubelles pour survivre. Leurs parcours se ressemblent : mères au foyer abandonnées par des maris incapables de faire face à la crise économique, aides ménagères licenciées pendant la pandémie, épouses d'hommes au chômage de longue durée. Pour 84 % d'entre elles, selon une étude du Tunisia Inclusive Labor Institute, la COVID-19 a été l'élément déclencheur qui les a précipitées dans cette économie de la débrouille. Privées de revenus du jour au lendemain, endettées (71 % des cas), exclues des aides publiques, elles n'ont eu d'autre choix que de se tourner vers ce qui restait accessible : la récupération informelle de déchets.

Le plastique, paradoxalement, est devenu leur planche de salut. Dans un pays où le système de protection sociale ignore largement les travailleuses informelles, où les emplois stables se font rares pour les femmes peu qualifiées, ces débris de bouteilles et sacs usagés représentent une monnaie d'échange vitale. Pourtant, derrière chaque kilo collecté se cache un drame invisible : celui de ces mères obligées de choisir entre le risque sanitaire (47 % ont travaillé sans interruption pendant la pandémie, malgré les dangers) et la faim de leurs enfants.

Ce qui frappe, dans ces trajectoires, c'est à quel point la collecte n'est jamais un premier choix, mais toujours une solution par défaut. Une étude approfondie de leurs profils révèle des vies brisées par des séparations conjugales liées aux tensions économiques, des maris au chômage devenus incapables d'assumer leur rôle traditionnel de pourvoyeurs, des femmes soudainement propulsées cheffes de famille

sans filet de sécurité. Leur entrée dans le recyclage informel n'obéit à aucune logique professionnelle, mais à une urgence sociale : quand tout le reste a échoué, il reste les poubelles.

Pourtant, à regarder ces femmes s'activer dans les rues de Tunis ou de Sfax, on devine autre chose qu'une simple histoire de survie. Dans l'adversité, elles ont développé une forme de résilience collective, des réseaux de solidarité informels, des stratégies de collecte sophistiquées. Le plastique, symbole de pollution pour certains, est devenu pour elles une ressource vitale, le dernier maillon d'une économie parallèle qui permet à des milliers de foyers de tenir.

Cette réalité pose une question importante à la Tunisie postrévolutionnaire : comment un pays qui se veut moderne peut-il laisser une partie si importante de ses citoyennes vivre dans une telle précarité ? Les barbachas ne sont pas un phénomène marginal, mais le symptôme d'un malaise profond – celui d'une société qui n'a pas su protéger ses femmes les plus vulnérables face aux chocs économiques. Leur existence même interroge nos modèles de protection sociale, nos dispositifs d'aide d'urgence, notre capacité à imaginer des solutions durables pour celles qui, aujourd'hui, n'ont d'autre choix que de survivre dans l'ombre des déchets.

1.6. La retraite impossible : quand le genre structure la survie des vieux jours

Une étude publiée par Kapitalis (2024)² avait mis en lumière un phénomène social douloureux : la retraite n'existe pas de la même manière pour tous. Derrière les chiffres apparemment neutres (12,5% d'hommes retraités actifs contre seulement 2,5% de femmes) se cache une réalité où le troisième âge devient paradoxalement l'âge de la précarité la plus crue. Cette récupératrice de déchets, dont le conjoint est retraité mais dont les maigres revenus obligent à continuer l'activité pour nourrir quatre enfants, incarne cette nouvelle catégorie sociale : les "retraitées actif-ves par nécessité".

La fracture genrée est ici particulièrement éclairante. Les hommes retraités, plus nombreux dans la collecte (12,5%), semblent bénéficier d'une forme de légitimité à continuer une activité physique, même précaire. Leur corps vieillissant reste socialement autorisé à occuper l'espace public, à s'activer, à "gagner encore un peu". À l'inverse, les femmes retraitées (2,5%) disparaissent presque complètement de ce secteur - non pas parce qu'elles seraient plus à l'abri du besoin, mais parce qu'une double peine pèse sur elles : l'âge et le genre.

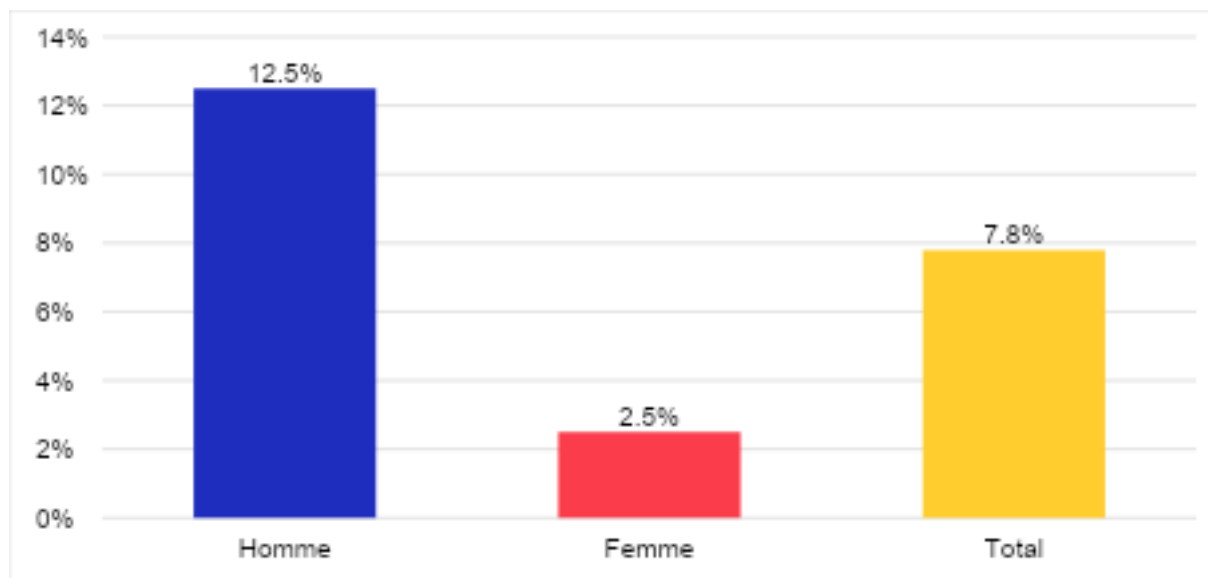
Plusieurs logiques se croisent dans cette disparité. D'abord, une logique de mobilité différentielle : les hommes âgés circulent plus facilement dans la ville pour collecter, tandis que les femmes sont souvent assignées à des rôles domestiques même dans la pauvreté. Ensuite, une logique de légitimité professionnelle : la collecte reste perçue comme une activité "masculine" par ses aspects physiques et sa visibilité publique. Enfin, une logique de solidarité familiale inversée : « quand la retraite du mari ne suffit pas, c'est souvent la femme (plus jeune) qui retourne au travail informel, plutôt que l'inverse »(Leila 52 ans).

Le cas de cette collectrice mariée à un retraité est symptomatique d'un système où la protection sociale a complètement failli. Sa situation révèle comment les femmes deviennent les amortisseurs sociaux des défaillances du système de retraite, contraintes de prendre le relais quand les pensions masculines s'avèrent insuffisantes. Le taux dérisoire de 2,5% de femmes retraitées dans la collecte ne signifie donc pas qu'elles sont à l'abri - bien au contraire. Il indique plutôt qu'elles sont reléguées à d'autres formes de survie encore plus invisibles : petit commerce informel, travail domestique pour autrui, ou pire, dépendance totale à la famille.

Ces données posent une question fondamentale : comment une société traite-t-elle ceux et celles qui ont travaillé toute leur vie, mais se retrouvent quand même à trier les déchets des autres pour survivre ? La réponse est cruelle : différemment selon qu'on est un homme ou une femme. Les premiers peuvent encore

"faire quelque chose", les secondes doivent se faire oublier. Dans les deux cas, c'est le rêve d'une retraite digne qui s'évanouit - remplacé par la réalité implacable d'une vieillesse qui travaille jusqu'à l'épuisement.

Figure 16 : Taux des collecteurs en retraite selon sexe



1.7. La double précarité conjugale : quand le genre détermine les stratégies de survie familiale

Derrière les chiffres se révèle une cartographie implacable des inégalités structurelles. Chez les hommes collecteurs, le modèle dominant montre des conjointes majoritairement ouvrières (21%) ou salariées (4,3%) - ces travailleuses de l'ombre dont l'activité précaire vient compléter des revenus familiaux toujours insuffisants. Le chômage massif (27,5% chez les hommes) et la faible proportion de cadres (1,6%) dessinent une économie domestique où chaque membre du couple cumule les petits boulots sans jamais échapper à la spirale de l'informalité.

Lorsque les femmes endossent le rôle de collectrices, le panorama socio-économique se transforme radicalement. Leur conjoint est plus fréquemment indépendant (8,2%) ou retraité (1,1%), révélant une dynamique différente : la femme devient alors le pilier économique principal, soit que l'activité du mari décline (dans le cas des travailleurs indépendants), soit que sa retraite se révèle insuffisante. Notons que le taux plus élevé de femmes "à leur propre compte" (8,2% contre 5,6% pour les hommes) suggère une plus grande autonomie économique, mais souvent contrainte plutôt que choisie.

Cette asymétrie genrée est particulièrement parlante. Pour les hommes collecteurs, le travail de leur conjointe - principalement comme ouvrière (21%) - relève d'une complémentarité économique attendue. À l'inverse, quand la femme collecte, cela traduit plus souvent une rupture dans l'équilibre traditionnel : échec de l'entreprise familiale (dans le cas des conjoints indépendants), retraite insuffisante, ou absence de protection sociale (seulement 1,1% des conjoints sont retraités).

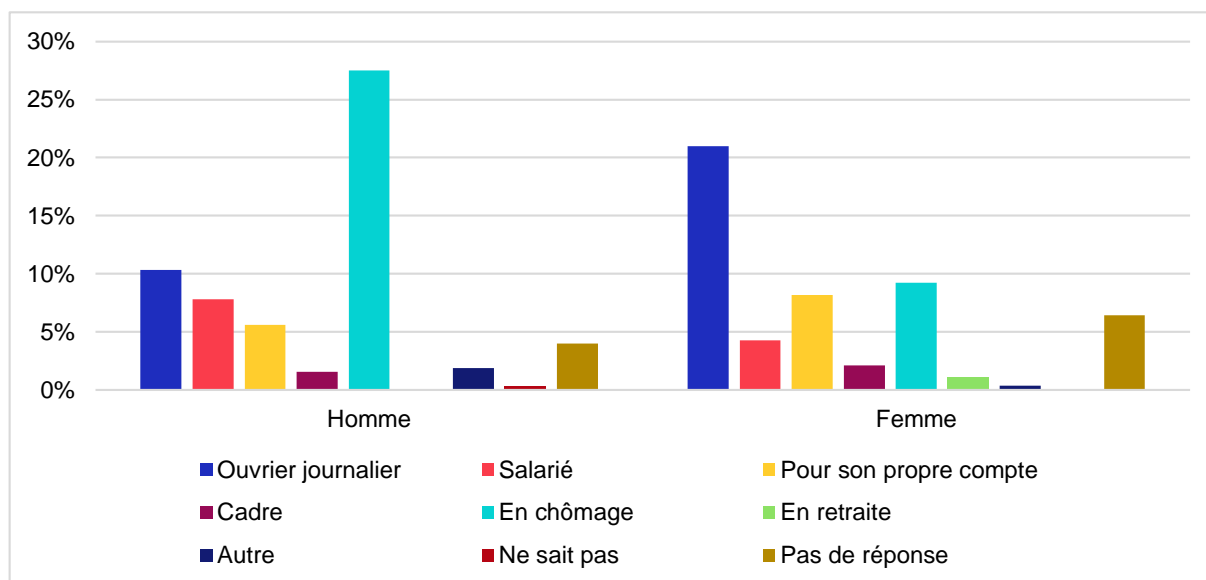
La faible proportion de conjoints retraités (1,1%) parmi les femmes collectrices est néanmoins significative. Elle évoque ces situations où le système de protection sociale a complètement failli, obligeant des femmes, parfois âgées, à prendre en charge la survie du ménage. À l'inverse, l'absence totale de conjointes retraitées chez les hommes collecteurs confirme que les femmes des milieux précaires n'ont généralement pas le privilège de cesser de travailler.

Ces données montrent comment la collecte informelle fonctionne comme un révélateur des fractures sociales genrées : activité complémentaire pour les hommes, elle devient souvent solution de dernier recours pour les femmes. Le taux plus élevé de chômage chez les hommes (27,5% contre 9,3% chez les

femmes) suggère d'ailleurs que leur entrée dans ce secteur répond à une urgence différente - souvent l'absence pure et simple d'autres alternatives.

En définitive, ces chiffres actualisés confirment une réalité cruelle : non seulement la précarité a un genre, mais les trajectoires qui y mènent sont profondément différenciées. Pour les femmes, la collecte marque souvent le point ultime d'une cascade de défaillances économiques familiales ; pour les hommes, elle reflète plutôt l'effondrement des opportunités sur le marché du travail traditionnel. Dans les deux cas, ces statistiques dressent le portrait d'un système économique qui continue de produire et reproduire des inégalités structurelles.

Figure 17 : Occupation du conjoint selon le sexe du collecteur



1.8. Nature du travail de collecte

La figure n°18, dévoile une réalité qui se cache derrière les barres : celle d'un marché du travail informel traversé par des logiques genrées profondes. Les chiffres, froids en apparence, racontent en réalité une histoire de contraintes, de survie et d'inégalités structurelles.

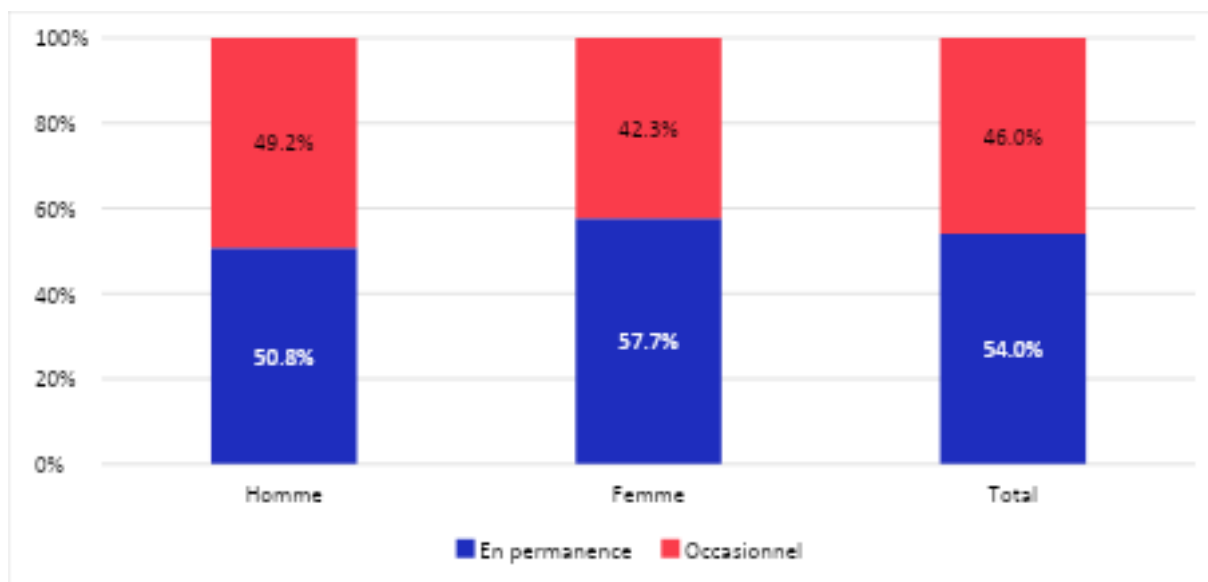
Chez les femmes, cette permanence à 57,7% n'est pas le signe d'une stabilité enviable, mais plutôt celui d'une captivité douce-amère. Elle révèle comment les rôles sociaux assignés aux femmes – souvent responsables du foyer, des enfants, de l'économie domestique – les poussent vers des formes de travail qui, bien que précaires, offrent une certaine régularité. Cette permanence n'est pas un choix, mais une nécessité : pour ces femmes, la collecte n'est pas une activité parmi d'autres, c'est souvent l'unique pilier d'une survie économique précaire. Leur taux plus bas dans l'occasionnel (42,3%) ne signifie pas qu'elles ont accès à de meilleures opportunités, mais plutôt qu'elles n'ont pas le luxe de pouvoir se permettre l'instabilité. Pour les hommes, en revanche, la répartition presque parfaite entre permanence (50,8%) et occasionnel (49,2%) dessine un rapport différent au travail. Cette plus grande flexibilité pourrait refléter à la fois une plus grande mobilité professionnelle et un accès privilégié à d'autres opportunités – même précaires – dans l'économie informelle. Les hommes semblent pouvoir naviguer entre différents types d'emplois, tandis que les femmes restent coincées dans une permanence qui n'a de stable que le nom.

Cette divergence genrée n'est pas anodine. Elle parle d'une économie informelle qui reproduit, en miroir, les inégalités du marché du travail formel : les femmes cantonnées à des rôles perçus comme plus "réguliers" mais moins valorisés, les hommes bénéficiant d'une plus grande flexibilité – et peut-être de meilleures opportunités ponctuelles. La permanence féminine n'est donc pas un avantage, mais le symptôme d'une mobilité sociale entravée.

Derrière ces pourcentages se cache une question plus fondamentale : pourquoi le travail des femmes, même dans les secteurs les plus précaires, reste-t-il si souvent invisible, sous-évalué, et pourtant si essentiel ? La collecte permanente n'est pas qu'une source de revenus – c'est aussi un fardeau qui se transmet de mère en fille, une chaîne de dépendance que rien ne vient briser. Les hommes, quant à eux, semblent pouvoir plus facilement entrer et sortir de ce circuit, comme si la précarité elle-même avait un visage genré.

En fin de compte, ce graphique ne nous parle pas seulement de taux d'emploi. Il nous parle de la manière dont le genre structure la précarité, dont il façonne les parcours de vie, et dont il détermine qui a le droit de rêver à autre chose – et qui est condamné à ramasser les déchets des autres, jour après jour, sans perspective de sortie.

Figure 18: Nature du travail de collecte selon le sexe du collecteur



1.9. Représentation et perception du travail de « la collecte »

La figure 19 présente la répartition des collecteurs de déchets selon leur sexe, en fonction de la nature de leur travail : s'il s'agit de leur seule source de revenu, d'un revenu supplémentaire, ou s'ils n'ont pas répondu. Les résultats montrent des différences significatives entre les hommes et les femmes, révélant des dynamiques économiques et sociales importantes.

Prévalence de la collecte comme source de revenu

- **hommes** : Parmi les hommes, 51,2 % déclarent que le travail de collecte est leur seule source de revenu, tandis que 47,5 % le considèrent comme un revenu supplémentaire. Cela indique que pour une majorité d'hommes, la collecte est une activité essentielle pour leur survie économique.
- **Femmes** : En revanche, seulement 42,0 % des femmes affirment que le travail de collecte est leur seule source de revenu, tandis qu'une proportion plus élevée (55,9 %) le considère comme un revenu supplémentaire. Cela pourrait suggérer que les femmes ont d'autres sources de revenu ou des dépendances économiques différentes, peut-être liées à des rôles familiaux ou à des emplois parallèles.

Dynamique de genre dans le secteur de la collecte

La différence dans la dépendance économique au travail de collecte entre les sexes peut refléter des normes de genre traditionnelles, où les hommes sont souvent vus comme les principaux soutiens financiers de leur famille. Les femmes, quant à elles, peuvent être davantage engagées dans des activités économiques diversifiées, ce qui pourrait être le résultat de rôles sociaux qui les poussent à combiner plusieurs sources de revenus.

Implications pour la sécurité économique

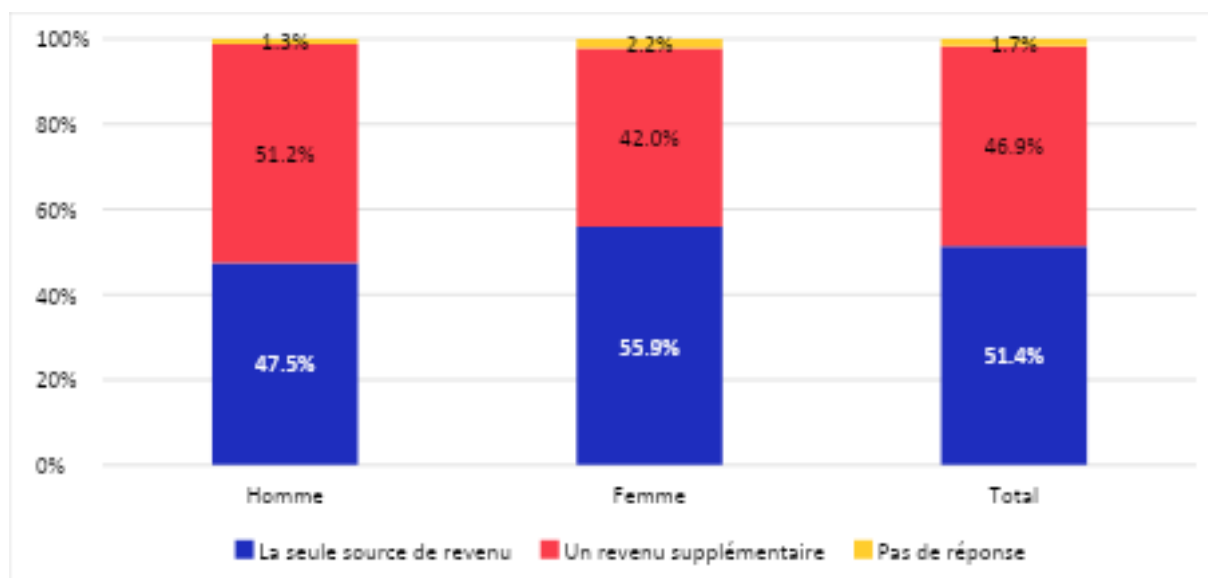
- **Vulnérabilité des femmes** : Le fait que moins de femmes considèrent la collecte comme leur seule source de revenu pourrait indiquer une plus grande précarité économique, car elles pourraient être plus susceptibles de jongler avec des emplois moins stables ou moins rémunérateurs. Cela souligne la nécessité de politiques qui soutiennent spécifiquement les femmes dans le secteur de la collecte des déchets.
- **Soutien aux hommes** : Pour les hommes, la forte proportion qui dépend entièrement de la collecte met en lumière leur vulnérabilité économique, ce qui appelle à des mesures pour sécuriser leur revenu, comme des programmes de formation ou des initiatives d'emploi alternatif.

Réponses non fournies

- **Pas de réponse** : Le faible pourcentage de répondants n'ayant pas donné de réponse (1,3 % pour les hommes et 1,7 % pour les femmes) indique une volonté générale de partager des informations sur leur situation économique. Cela peut témoigner d'une prise de conscience de l'importance de ces données pour la reconnaissance de leur travail.

L'analyse de la figure 19 révèle des différences significatives entre les hommes et les femmes collecteurs de déchets en ce qui concerne la nature de leur travail. La dépendance économique au travail de collecte est plus marquée chez les hommes, tandis que les femmes ont tendance à considérer cette activité comme un revenu supplémentaire, ce qui soulève des questions sur leur sécurité économique et leurs rôles sociaux. Pour améliorer les conditions de vie des collecteurs, des politiques adaptées doivent être mises en place, visant à soutenir à la fois les hommes et les femmes dans leurs réalités économiques spécifiques, tout en reconnaissant la valeur de leur travail dans la société.

Figure 19 : Représentativité du travail de collecte selon le sexe du collecteur



Les revenus selon le genre :

L'analyse des revenus des collecteurs en DNT, selon le genre, met en lumière des disparités significatives qui reflètent des enjeux plus larges d'inégalité et de vulnérabilité. Ces résultats soulignent la nécessité d'interventions ciblées pour promouvoir l'égalité économique et soutenir les femmes dans leur quête d'aut

Analyse des Revenus des Collecteurs selon le Sexe

L'analyse des revenus des collecteurs en DNT, selon le sexe, met en lumière des disparités significatives qui reflètent des enjeux plus larges d'inégalité et de vulnérabilité. Ces résultats soulignent la nécessité d'interventions ciblées pour promouvoir l'égalité économique et soutenir les femmes dans leur quête d'autonomie financière

Répartition des Revenus

Hommes : Une proportion significative des hommes (36,2%) se situe dans la tranche des revenus de 10-15 TND, indiquant une prédominance dans les revenus modestes.

-En revanche, une part plus faible (14%) touche moins de 10 TND, suggérant une certaine stabilité relative dans les revenus plus bas.

-Les revenus supérieurs à 30 TND sont également présents, mais en nombre limité, ce qui pourrait refléter des opportunités limitées d'ascension économique.

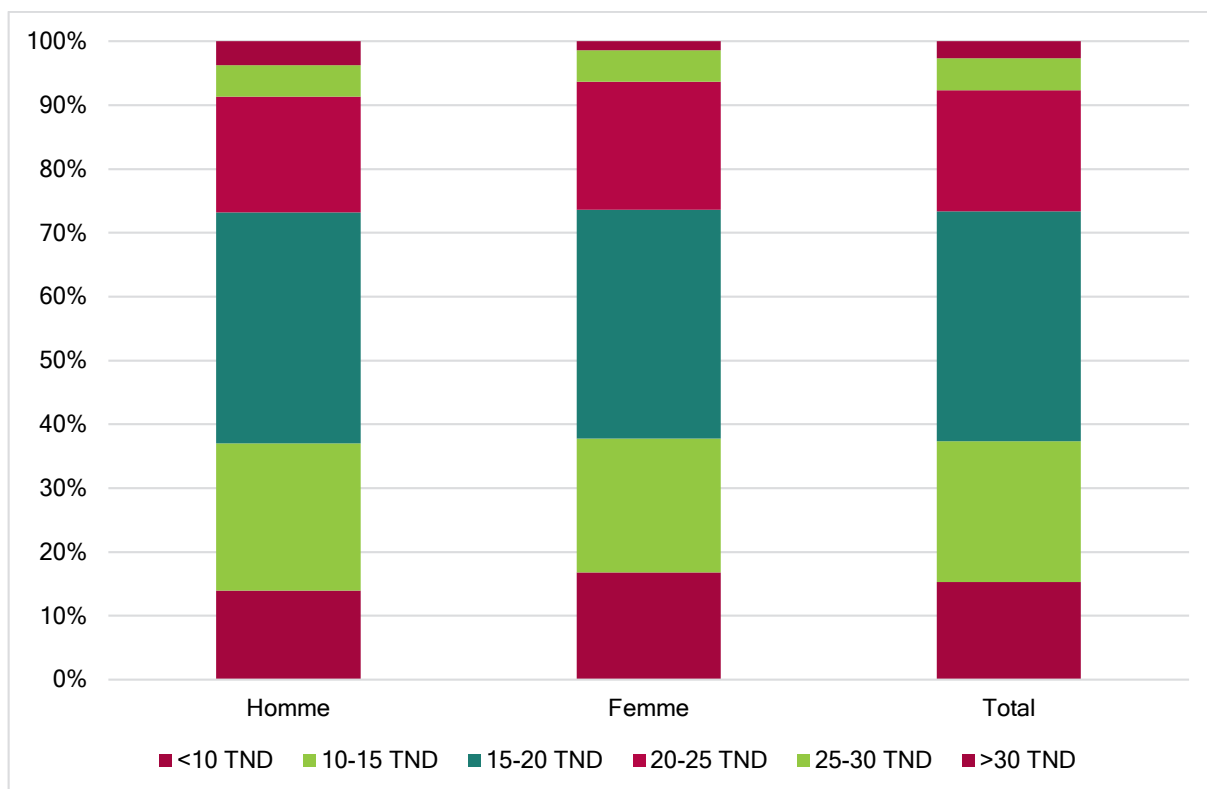
Femmes : La répartition des revenus chez les femmes montre une concentration élevée dans la tranche des moins de 10 TND (23%), ce qui indique une plus grande vulnérabilité économique.

Seulement 16,8% des femmes atteignent la tranche de 10-15 TND, ce qui suggère qu'elles sont moins représentées dans les revenus plus élevés par rapport à leurs homologues masculins.

La présence de femmes dans les tranches supérieures (25-30 TND et >30 TND) est très limitée, ce qui souligne les obstacles rencontrés par les femmes dans l'accès à des revenus plus élevés.

Ces données révèlent des inégalités économiques marquées entre hommes et femmes, soulignant des barrières structurelles qui limitent l'accès des femmes à des opportunités économiques. La concentration des femmes dans les tranches de revenus les plus basses accentue leur vulnérabilité, ce qui peut avoir des répercussions sur leur

Figure 20 : Revenu journalier selon le sexe du collecteur



1.10. Les années silencieuses : chronique d'une précarité qui dure

Le temps ne s'écoule pas de la même manière pour tous dans l'univers de la collecte des déchets. Ces chiffres d'ancienneté, apparemment neutres, tracent en réalité une cartographie sociale des durées d'exposition à la précarité. Les hommes, majoritairement concentrés dans les premières années d'activité ("3-4 ans", et "5-6 ans"), semblent traverser ce secteur comme on traverse un passage obligé - avec l'espoir, peut-être, d'en sortir un jour. Leur présence plus faible dans les catégories "7-8 ans" et "9-10 ans" traduit une possibilité de mobilité, réelle ou fantasmée.

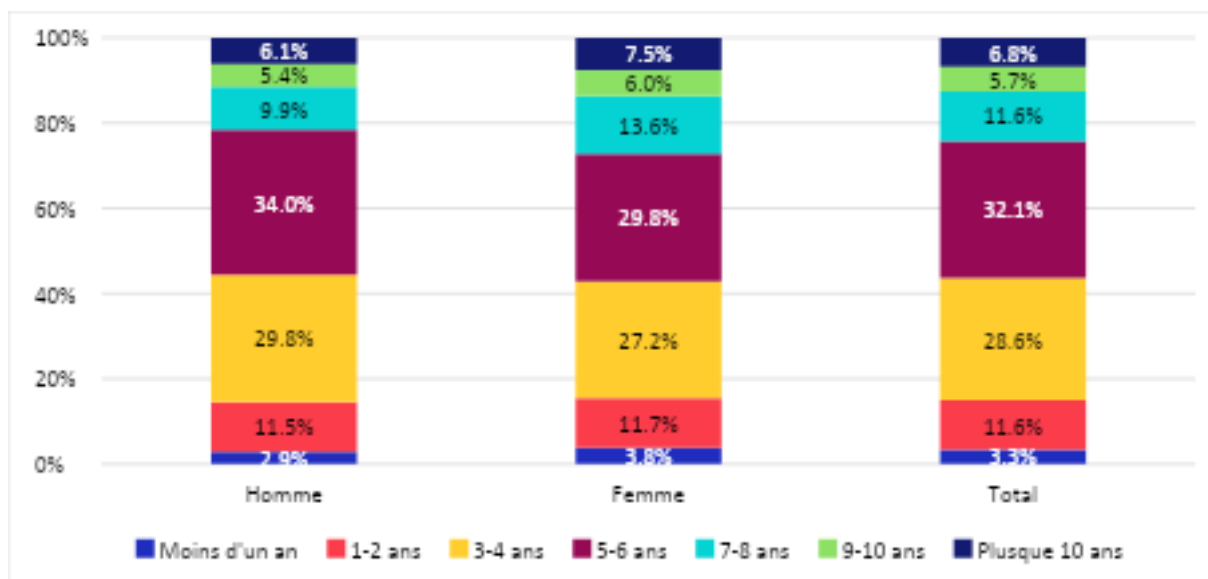
Mais pour les femmes, la situation n'est pas différente. Leur ancrage plus marqué avant les anciennetés longues ("3-4 ans" et "5-6 ans") dessine les contours d'une réalité plus sombre : celle d'un travail qui, pour beaucoup, n'est plus une étape mais un destin. Chaque année supplémentaire dans la collecte est une année de moins pour en sortir, une année de plus qui les enracine dans ce statut précaire. La légère surreprésentation féminine dans les durées longues n'est pas un hasard - elle raconte comment le genre transforme une activité temporaire en condition permanente.

La catégorie "5-6 ans", la plus représentée dans l'ensemble, pourrait laisser croire à un équilibre. Mais cet apparent équilibre statistique cache une vérité plus cruelle : c'est souvent autour de ces années charnières que se joue le basculement. Avant, on espère encore trouver autre chose. Après, on commence à comprendre qu'on ne fera probablement plus rien d'autre.

Ces données d'ancienneté ne mesurent pas simplement une durée d'emploi - elles tracent l'évolution d'un rapport au travail. Pour les hommes, la collecte semble souvent rester ce qu'elle était au départ : un pis-aller. Pour les femmes, elle devient progressivement ce qu'elles sont : des collectrices, point final. Cette différence subtile mais persistante rappelle que même dans la précarité la plus extrême, le genre continue de structurer les trajectoires professionnelles.

Au final, ces chiffres posent une question fondamentale : pourquoi certaines précarités sont-elles temporaires, et d'autres définitives ? Pourquoi les hommes semblent-ils plus souvent passer là où les femmes restent ? La réponse est sans doute à chercher du côté de ces "années silencieuses" entre 4 et 7 ans d'ancienneté, cette zone grise où se joue le passage du provisoire qui dure à l'irréversible.

Figure 20 : Ancienneté dans le travail de collecte selon le sexe du collecteur



2. Corps frontaliers : ces femmes que la pandémie a exposé sans les protéger

A partir de 2019-2020, la pandémie a agi comme un révélateur brutal des vulnérabilités accumulées par les femmes barbachas, exposant au grand jour les failles béantes d'un système qui les avait toujours maintenues en périphérie. Les chiffres sont accablants : 98% de revenus en chute libre, 55% de violences domestiques exacerbées, 91% contraintes de braver le virus faute d'alternative. Ces statistiques ne décrivent pas une simple crise passagère, mais l'effondrement d'un équilibre déjà précaire, où ces travailleuses de l'ombre ont servi de variable d'ajustement à une société qui les a simultanément exploitées et ignorées. (kapitalis, 2020)

Dans ce paysage dévasté, la question de la protection sociale et sanitaire prend des allures de paradoxe. Alors que ces femmes étaient en première ligne face aux déchets - potentiels vecteurs de contamination - elles sont paradoxalement restées les grandes oubliées des politiques sanitaires d'urgence.

Leur corps, outil de travail indispensable à la survie des villes, n'a jamais été considéré comme suffisamment précieux pour mériter une protection digne de ce nom. Cette contradiction fondamentale en dit long sur la valeur différentielle accordée aux vies selon leur position dans la hiérarchie sociale.

L'étude propose d'éclairer ces zones d'ombre à travers une analyse fine des disparités sociodémographiques, démontrant comment la précarité se niche dans les interstices des catégories administratives. Le niveau d'instruction, l'âge, le statut matrimonial : autant de facteurs qui deviennent des déterminants d'accès - ou d'exclusion - aux services essentiels. Les femmes analphabètes, les aînées, les célibataires sans réseau familial constituent autant de sous-catégories de vulnérabilité au sein même de cette population déjà marginalisée.

Cette approche comparative ne se contente pas de cartographier les inégalités - elle révèle les mécanismes pervers d'un système où chaque caractéristique personnelle se transforme en obstacle supplémentaire.

Une jeune mère célibataire sans éducation formelle cumule ainsi les handicaps dans son accès aux soins, tandis qu'une collectrice mariée avec un niveau secondaire pourra peut-être bénéficier du réseau relationnel de son conjoint. Ces micro-disparités, souvent imperceptibles dans les grandes enquêtes nationales, constituent pourtant la trame quotidienne de l'injustice sociale.

Les recommandations qui émergeront de cette enquête, devront affronter une réalité complexe - comment construire des filets de protection sociale pour celles qui n'ont jamais compté aux yeux des institutions ? Comment transformer des décennies d'indifférence en politiques inclusives ? La réponse ne réside pas seulement dans des mesures techniques, mais dans une remise en question fondamentale de notre manière de concevoir le droit à la santé et à la sécurité sociale pour les travailleuses les plus précaires.

2.1. Un monde à deux vitesses : la protection sociale et sanitaire miroir des inégalités de genre

Les chiffres tombent comme un couperet : 23,3% des hommes bénéficient d'une couverture sociale contre seulement 9% des femmes. Cet écart abyssal de 14 points n'est pas une simple variation statistique, mais le reflet brutal d'un système qui institutionnalise la précarité féminine. Comment expliquer qu'au XXI^e siècle, être une femme signifie encore devoir se battre pour accéder à des protections sociales considérées comme acquises par la majorité des hommes ?

Cette discrimination systémique prend racine dans les structures mêmes de nos sociétés - un marché du travail segmenté qui relègue les femmes vers l'informel, des politiques sociales conçues pour des carrières masculines linéaires, et une conception archaïque des rôles de genre qui considère encore la protection des femmes comme une affaire privée plutôt que comme un droit public.

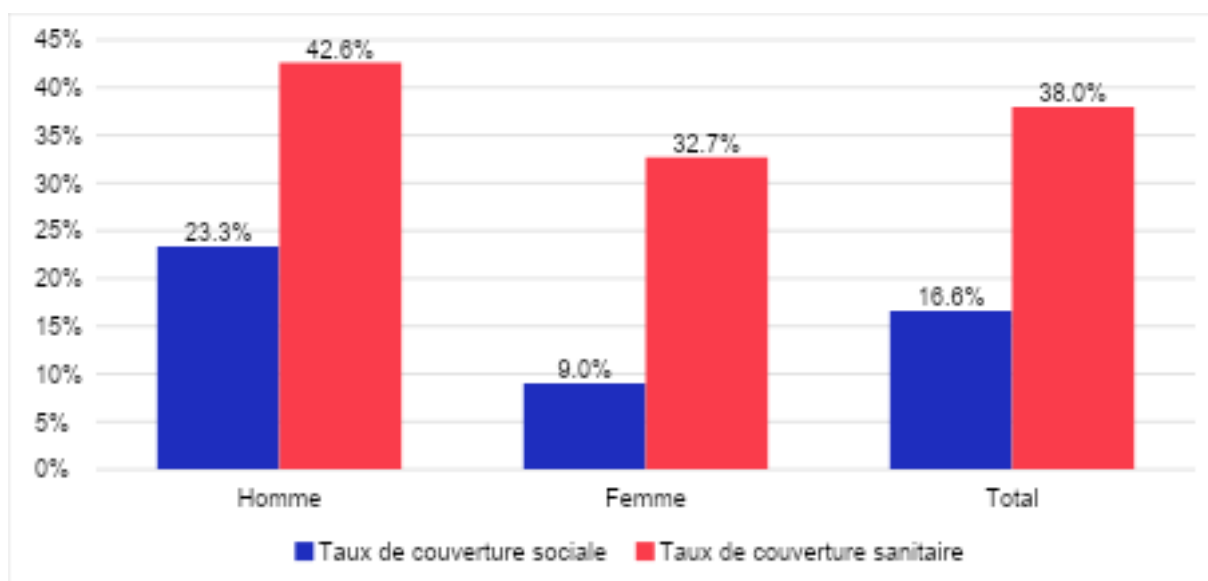
Le domaine sanitaire présente un paradoxe révélateur : l'écart se réduit (42,6% pour les hommes contre 32,7% pour les femmes), mais persiste obstinément. Cette relative "performance" féminine en matière de couverture santé ne doit pas tromper - elle s'explique davantage par la médicalisation forcée du corps des femmes (suivi gynécologique, maternité) que par une réelle équité d'accès. Les hommes conservent ainsi un avantage structurel, bénéficiant d'un système de santé conçu historiquement pour répondre à leurs besoins spécifiques, tandis que les pathologies féminines restent souvent sous-étudiées et sous-remboursées.

Ces disparités chiffrées cachent aussi des réalités humaines douloureuses : des mères de famille contraintes de renoncer à des soins pour nourrir leurs enfants, (Majda 39 ans, Nabila 44 ans) des travailleuses informelles vieillissant sans aucune retraite, des jeunes filles exclues des systèmes de protection dès leur entrée dans la vie active. (Jamila 23 ans). À l'inverse, les hommes bénéficient d'un privilège invisible mais omniprésent - celui d'évoluer dans un système taillé à leur mesure, où la protection sociale va de soi et où l'accès aux soins ne nécessite pas de combat préalable.

Cette fracture genrée de la protection n'est pas une fatalité, mais le résultat de choix politiques historiques. Elle révèle comment nos États-providence, construits au sortir de la guerre autour du modèle

de l'homme soutien de famille, n'ont jamais vraiment intégré l'autonomie économique et sociale des femmes. Les timides progrès enregistrés dans le domaine sanitaire montrent pourtant qu'un rééquilibrage est possible - à condition de reconnaître que l'universalité des droits sociaux reste un leurre tant qu'elle ne s'attaque pas frontalement aux inégalités de genre structurelles. Le chantier est immense : repenser les critères d'éligibilité aux protections sociales, développer des dispositifs adaptés aux parcours professionnels discontinus des femmes, intégrer pleinement la santé féminine dans les couvertures de base. Autant de défis qui appellent bien plus que des ajustements techniques.

Figure 21 : Taux de couverture sociale/ sanitaire par sexe



▪ Le parcours semé d'embûches des femmes vers la reconnaissance sociale

Les données tracent une courbe implacable : celle d'une protection sociale qui se fait attendre, parfois toute une vie. À moins de 18 ans, seules 5% des jeunes filles bénéficient d'une couverture sociale, tandis que la couverture sanitaire est faible jusqu'à 31 ans. Ces chiffres glaçants révèlent un système où la jeunesse féminine est laissée pour compte, présumée protégée par les solidarités familiales dans une vision patriarcale qui résiste aux évolutions sociales.

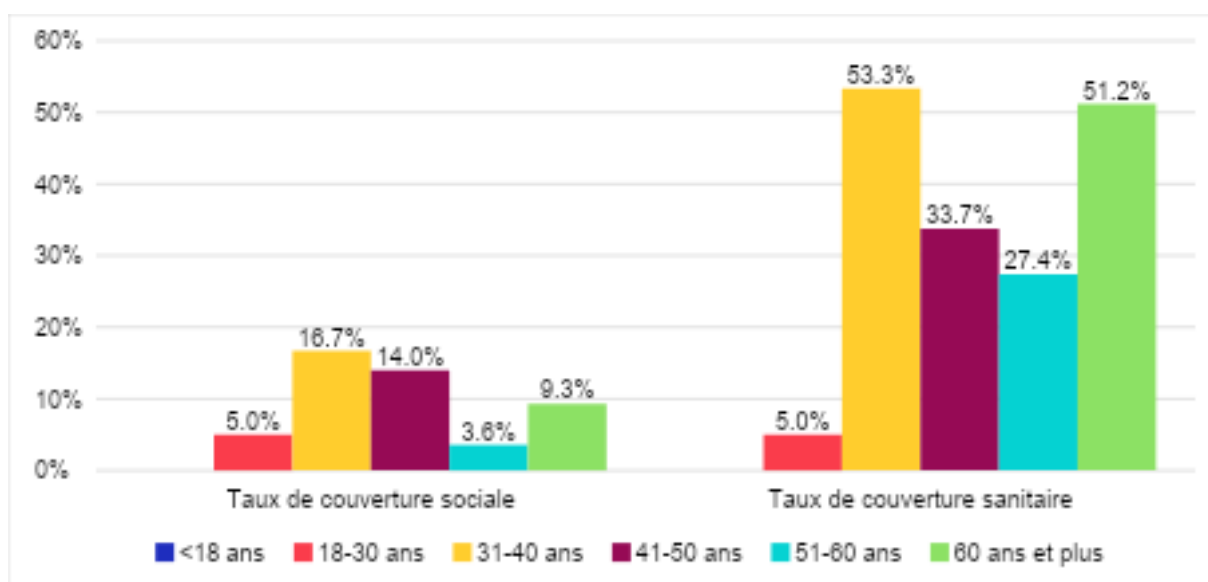
L'absence totale de couverture sanitaire pour les femmes de moins de 31 ans constitue une faille béante dans notre système de protection. Ces décennies importantes, qui couvrent pourtant la période de pleine activité reproductive et professionnelle, sont traitées comme une zone grise par les politiques publiques. Comme si la société estimait que le corps des femmes en âge de procréer ne méritait pas d'être protégé, ou que leur contribution économique informelle ne justifiait pas de sécurité sociale.

Ces chiffres dessinent en creux le portrait d'un État social qui, loin de corriger les inégalités, les institutionnalise. La protection n'y est pas un droit universel, mais une faveur accordée au compte-gouttes, selon une logique qui semble dire : "Vous avez assez donné, maintenant nous vous protégerons". Une vision profondément inéquitable qui nie la valeur sociale continue des femmes à toutes les étapes de leur existence.

Derrière ces pourcentages se cachent des réalités humaines douloureuses : la jeune mère qui renonce aux soins par manque de couverture, la quarantenaire qui travaille sans protection sociale, la sexagénaire enfin reconnue mais après des années de vulnérabilité. Autant de vies marquées par un système qui fait de la protection sociale non pas un droit, mais une récompense tardive pour services rendus.

Cette analyse appelle à une refonte profonde de notre conception de la protection sociale. Plutôt que d'être conditionnelle à l'âge, elle devrait accompagner les femmes tout au long de leur parcours de vie, reconnaissant que leur contribution à la société - qu'elle soit professionnelle, familiale ou communautaire - mérite protection à chaque étape. La véritable mesure d'une société égalitaire ne se trouve pas dans la manière dont elle traite ses aînées, mais dans le soin qu'elle apporte à toutes ses citoyennes, quel que soit leur âge.

Figure 22 : Taux de couverture sociale/ sanitaire des femmes selon l'âge



▪ L'éducation comme passeport pour la protection sociale : un privilège inaccessible à toutes ?

Les chiffres tracent une ligne implacable : plus une femme est éduquée, plus ses chances d'être protégée socialement et médicalement augmentent. Les femmes du supérieur bénéficient d'une couverture sociale près de deux fois supérieure à celles du primaire (17% contre 7%). Ce fossé révèle une réalité cruelle - dans notre société, l'alphabétisation reste un sésame pour accéder aux droits les plus fondamentaux.

Le même schéma se reproduit pour la santé : 50% des diplômées du supérieur sont couvertes (expériences professionnelles discontinues), contre 38% des femmes arrêtées au primaire. Ces pourcentages racontent des vies différentes : d'un côté, des femmes qui peuvent consulter un médecin sans craindre la ruine, de l'autre, celles pour qui chaque symptôme devient un dilemme financier.

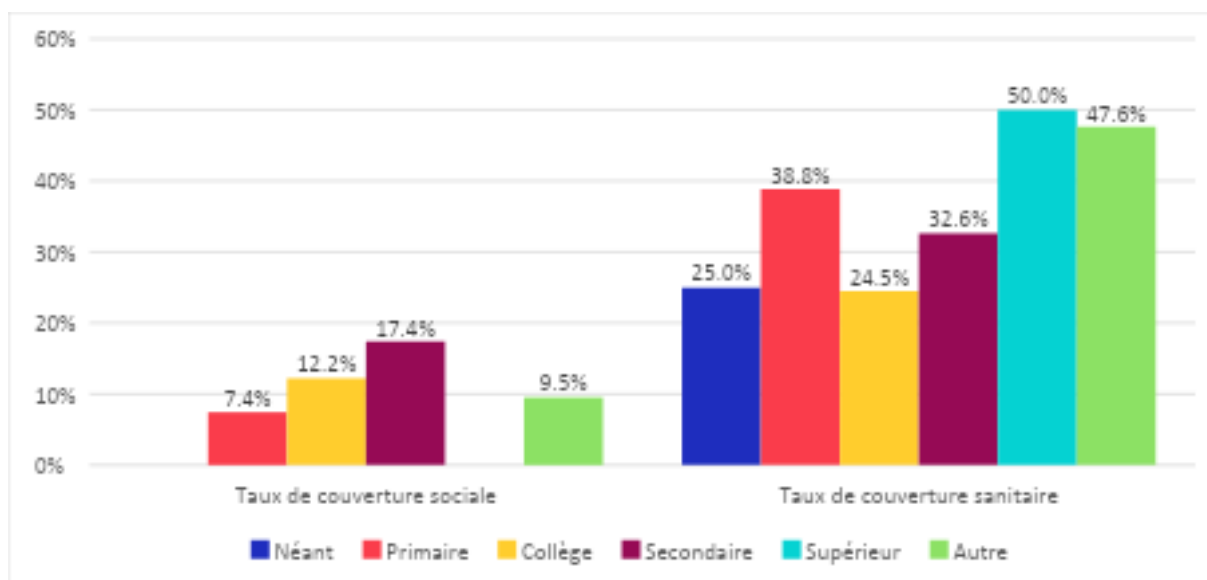
Pourtant, derrière cette apparente linéarité se posent des questions troublantes :

- Pourquoi près des deux tiers des plus éduquées restent-elles sans protection sociale complète ?
- Comment expliquer que même avec un diplôme supérieur, l'accès aux soins ne soit toujours pas universel ?

Ces données révèlent un système à plusieurs vitesses où l'éducation, bien que déterminante, ne suffit pas à garantir une protection intégrale. Elles pointent du doigt des mécanismes d'exclusion plus profonds - économiques, territoriaux, administratifs - qui continuent de faire barrage.

L'enjeu dépasse la simple corrélation statistique. Il s'agit d'un choix de société : continuer à faire de l'éducation un privilège déterminant l'accès aux droits fondamentaux, ou bâtir un système où chaque femme, quel que soit son niveau d'instruction, puisse bénéficier d'une protection digne de ce nom. Les politiques publiques se trouvent aujourd'hui face à leur responsabilité : combler ce fossé qui transforme l'illettrisme en double peine sociale et médicale.

Figure 23 : Taux de couverture sociale/ sanitaire des femmes selon le niveau d'instruction



- **Le mariage, une protection à double tranchant : analyse des couvertures sociale et sanitaire des femmes selon leur statut matrimonial**

Les chiffres révèlent une réalité complexe où le statut matrimonial dessine des frontières invisibles dans l'accès à la protection sociale et sanitaire. Les femmes mariées apparaissent privilégiées en matière de couverture sociale (19,2% contre 14,8% pour les célibataires), comme si l'union conjugale ouvrait plus facilement les portes des systèmes de protection.

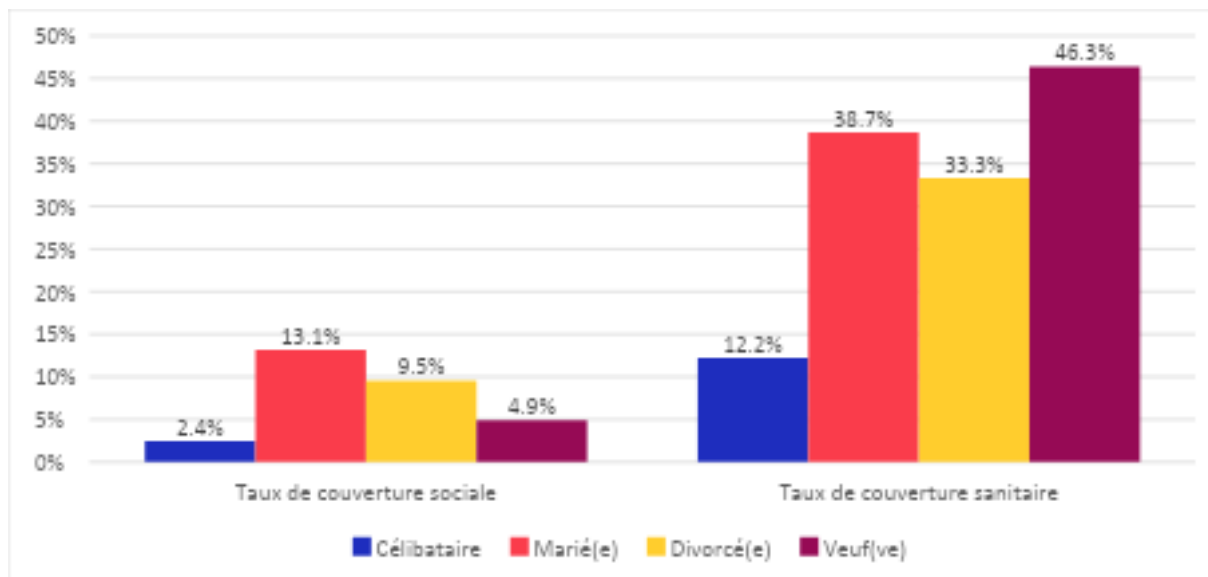
Ce constat interroge : le mariage fonctionnerait-il comme un sésame vers la reconnaissance sociale, tandis que les célibataires resteraient en marge des dispositifs de protection ? Pourtant, la donne s'inverse lorsqu'on examine la couverture sanitaire. Ici, les célibataires devancent leurs homologues mariées (13,1% contre 2,4%). Ce paradoxe apparent suppose plusieurs réalités : les célibataires, plus vulnérables socialement, développeraient-elles une plus grande vigilance santé par nécessité ? Ou bien les femmes mariées, prises dans les charges familiales, négligeraient-elles leur suivi médical ?

La situation se complexifie davantage lorsqu'on observe que dans un autre jeu de données, les mariées retrouvent l'avantage sanitaire (38,7% contre 12,2%). Ces contradictions statistiques soulignent à quel point la réalité est nuancée et contextuelle. Elles révèlent surtout une vérité plus profonde : l'accès aux soins et à la protection sociale reste un parcours semé d'embûches où le statut matrimonial joue un rôle ambigu, tantôt facilitateur, tantôt obstacle.

Ces disparités ne sont pas que des chiffres - elles traduisent des inégalités systémiques qui conditionnent la vie des femmes. Alors que certaines voient leur protection augmenter avec le mariage, d'autres en paient

le prix fort. Cette analyse appelle à une réflexion urgente : comment construire des systèmes de protection qui ne fassent pas du statut matrimonial un déterminant de l'accès aux droits fondamentaux ?

Figure 24 : Taux de couverture sociale/ sanitaire des femmes selon le statut matrimonial



▪ Couverture sociale/sanitaire des femmes selon la nature du travail de collecte

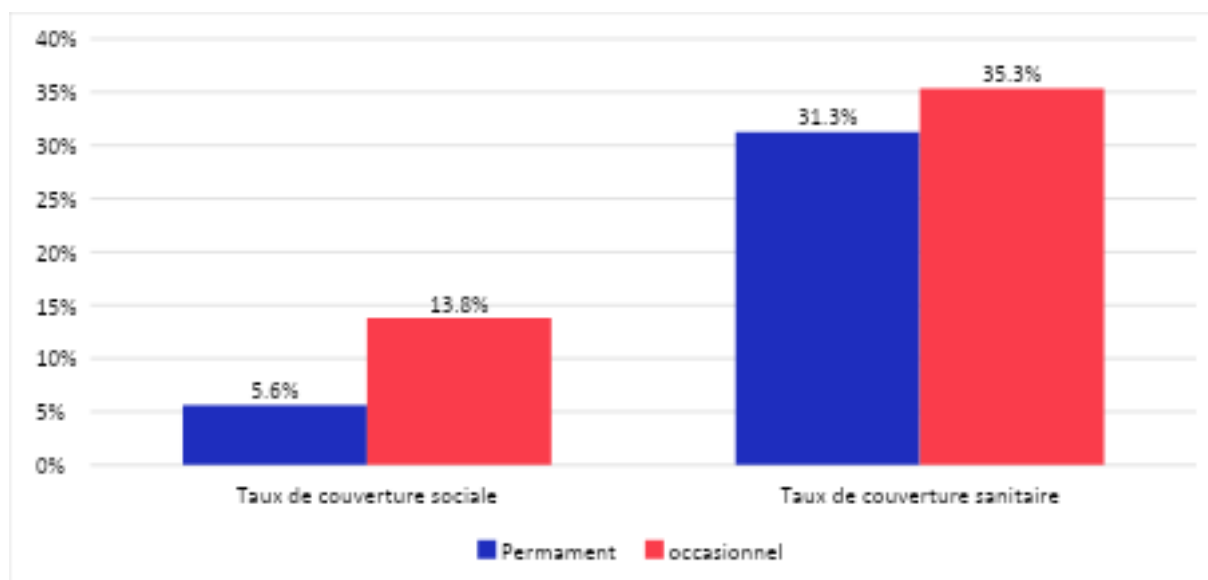
Les statistiques de couverture sociale (5,6% permanents, 13,8% occasionnels) et sanitaire (31,3% permanents, 35,3% occasionnels) tracent une cartographie implacable des inégalités institutionnelles. Ces chiffres révèlent bien plus qu'une simple différence de statut - ils matérialisent une fracture systémique entre deux régimes de précarité radicalement distincts.

La faible couverture sociale globale (à peine 5,6% pour les permanents) dessine les contours d'un abandon structurel. Paradoxalement, les travailleurs occasionnels bénéficient d'une meilleure couverture sociale (13,8%), révélant l'absurdité d'un système où la stabilité n'apporte aucune sécurité. Cette inversion des logiques protectionnelles signe l'échec des mécanismes traditionnels de protection sociale.

Le paysage sanitaire, légèrement plus favorable (31,3% pour les permanents contre 35,3% pour les occasionnels), maintient néanmoins les trois quarts des travailleurs dans une vulnérabilité médicale absolue. L'écart réduit entre permanents et occasionnels dans ce domaine suggère une uniformisation par le bas des conditions d'accès aux soins. Cette partition invisible entre deux formes de précarité - l'une chronique, l'autre intermittente - pose une question fondamentale : comment expliquer qu'un statut "permanent" n'offre qu'une protection dérisoire (5,6%) là où l'occasionnel bénéficie paradoxalement d'une meilleure couverture ? Cette aberration statistique dénonce un système qui a renoncé à protéger ses travailleurs les plus stables, tout en développant des mécanismes ponctuels pour les plus précaires.

Les solutions techniques souvent proposées ne sauraient masquer l'urgence systémique : ces chiffres révèlent l'émergence d'un nouveau paradigme d'insécurité sociale où même la stabilité relative du statut permanent ne protège plus de la vulnérabilité. Tant que persistera cette inversion des logiques protectionnelles, c'est tout l'édifice des droits sociaux qui continuera de se déliter, transformant chaque travailleur - permanent ou occasionnel - en victime potentielle d'un système en difficulté. Cette analyse montre surtout que dans l'économie des déchets, la protection sociale ne suit plus aucune logique prévisible. Les travailleurs permanents, bien que théoriquement plus intégrés, se retrouvent paradoxalement moins couverts que leurs homologues occasionnels - signe ultime d'un contrat social rompu.

Figure 25 : Taux de couverture sociale/ sanitaire des femmes selon la nature du travail de collecte (Permanent/ occasionnel)



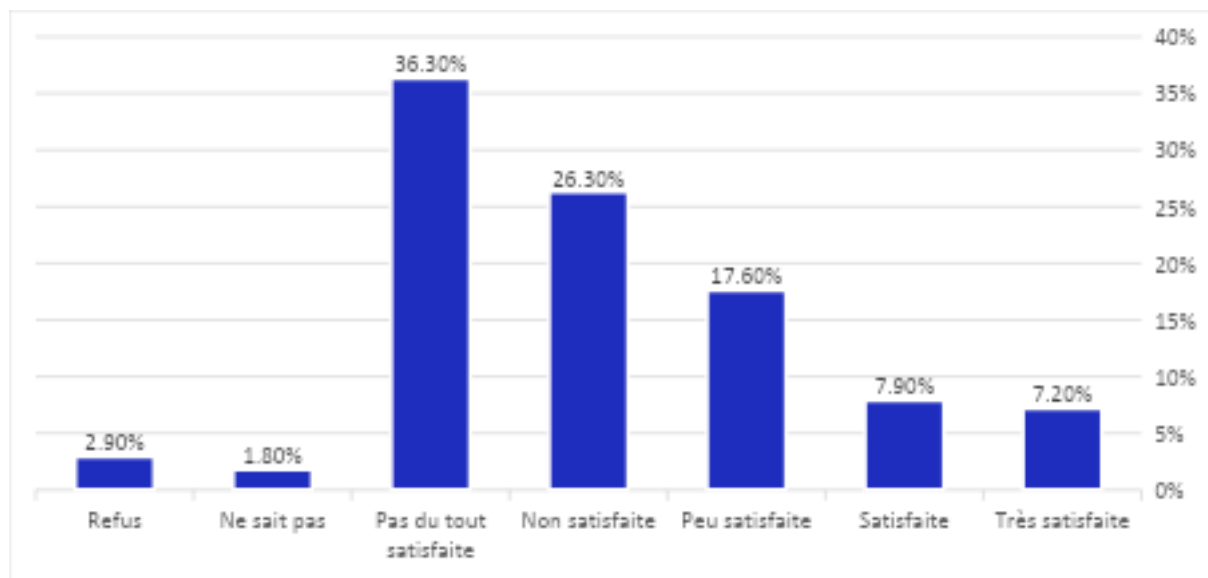
2.2. Evaluation de la situation du travail

▪ Degré de satisfaction : entre résignation et résilience

Les chiffres parlent d'eux-mêmes, mais leur froide objectivité ne peut masquer la dure réalité vécue par ces femmes barbachas. Près d'une collectrice sur trois (36,3%) porte un jugement sans appel sur son quotidien professionnel : "Pas du tout satisfaite". Ce cri du cœur, amplifié par les 26,3% supplémentaires qui se déclarent "Non satisfaites", dessine les contours d'une profonde détresse au travail. Pourtant, au milieu de ce paysage désolant, quelques lueurs de résilience percent. Les 17,6% de "Peu satisfaites" et les 7,9% de "Satisfaites" témoignent d'une capacité remarquable à trouver malgré tout des motifs de contentement, aussi ténus soient-ils. Mais comment interpréter ces timbres de satisfaction dans un contexte si hostile ? S'agit-il d'une véritable acceptation ou d'une stratégie de survie psychologique face à l'adversité ?

Les catégories marginales ("Refus" à 2,9% et "Ne pas" à 1,8%) ajoutent une dimension troublante à ce tableau. Ces silences statistiques pourraient cacher les situations les plus dramatiques, celles dont on ne peut même pas parler. Derrière ces pourcentages se cache une vérité amère : la violence et la stigmatisation rythment le quotidien de ces travailleuses de l'ombre. Chaque descente dans les quartiers représente un parcours semé d'embûches, où la dignité se heurte constamment aux préjugés et aux agressions. Ce n'est pas simplement une question de conditions matérielles de travail, mais bien d'une reconnaissance sociale qui leur est systématiquement refusée. Ces données ne révèlent pas seulement un malaise professionnel - elles dévoilent une fracture sociale profonde. Alors que ces femmes jouent un rôle essentiel dans la chaîne de valorisation des déchets, leur contribution reste invisible, leur souffrance ignorée. Leur insatisfaction massive n'est pas un simple constat statistique, mais le symptôme d'une injustice structurelle qui persiste envers celles qui œuvrent dans l'ombre de nos sociétés.

Figure 26 : Degré de satisfaction des collectrices de leurs situations/conditions professionnelles



Les mêmes données révèlent des subtilités intéressantes quant au degré de satisfaction des femmes collectrices, analysées à travers différentes perspectives. En examinant les tranches d'âge, les femmes âgées de 31 à 40 ans se distinguent par un taux de satisfaction notable de 33,3%, suivies de près par celles de 41 à 50 ans, affichant un taux de 22,1%. En revanche, les femmes plus âgées, notamment celles de 51 à 60 ans et de 60 ans et plus, montrent des niveaux de satisfaction relativement plus bas, à 9,5% et 9,3% respectivement. Cette insatisfaction semble être directement liée aux défis logistiques de déplacement et de transport. En ce qui concerne le niveau d'instruction, les femmes ayant suivi un enseignement supérieur se démarquent avec un taux de satisfaction élevé de 25,0%. Les femmes ayant suivi le collège et celles avec un niveau d'instruction primaire affichent des taux de satisfaction respectifs de 22,4% et 16,5%. En ce qui concerne le statut matrimonial, les femmes célibataires et mariées présentent des taux de satisfaction similaires, à 17,1% et 16,8% respectivement. Les femmes divorcées affichent un taux de satisfaction de 21,4%, suggérant que malgré les défis, ce travail demeure un moyen approprié d'autonomisation financière, tandis que les veuves affichent le taux le plus bas, à 7,3%. Quant à la nature du travail de collecte, les femmes exerçant de manière occasionnelle affichent un taux de satisfaction de 19,0%, tandis que celles travaillant de façon permanente montrent un taux plus bas, à 12,5%.

Tableau 6 : Taux des collectrices satisfaites/ très satisfaites de leurs situations/conditions professionnelles

Tranche d'âge					
<18 ans	18-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	60 ans et plus
0,0%	0,0%	33,3%	22,1%	9,5%	9,3%
Niveau d'instruction					
Néant	Primaire	Collège	Secondaire	Supérieur	Autre
0,0%	16,5%	22,4%	15,2%	25,0%	9,5%
Statut matrimonial					
Célibataire	Marié(e)		Divorcé(e)		Veuf(ve)
17,1%	16,8%		21,4%		7,3%
Nature du travail de collecte					
En permanence			Occasionnel		
12,5%			19,0%		
TOTAL					
15,1%					

▪ Attentes et souhaits

Derrière les chiffres se cache une souffrance unanime, un cri collectif qui traverse toutes les catégories sociales. Ces femmes, qu'elles aient 15 ou 65 ans, qu'elles soient analphabètes ou diplômées, mariées ou seules, partagent le même besoin vital - celui d'une existence digne, sécurisée, reconnue. Leur demande unanime de revenus stables et de protection sociale n'est pas une simple préférence professionnelle, mais le symptôme d'une précarité systémique qui transforme le travail en survie quotidienne.

Les jeunes, de moins de 18 ans qui affichent un taux de demande à 100%, nous renvoient l'image d'une génération sacrifiée. Leur désir unanime d'amélioration révèle l'absence totale d'alternatives, comme si la collecte du plastique était devenue leur unique horizon à un âge où d'autres rêvent encore d'avenir. À l'autre bout du parcours de vie, les sexagénaires à 95,3% nous rappellent que dans cet univers parallèle qu'est l'économie informelle, la notion de retraite n'existe pas - seulement l'angoisse permanente du lendemain.

L'éducation, ce supposé ascenseur social, dessine ici des trajectoires paradoxales. Les 50% de diplômées du supérieur qui ne réclament pas d'amélioration trahissent peut-être une stratégie de survie psychologique : considérer cette activité comme transitoire permet de préserver l'estime de soi quand on a des diplômes mais pas d'emploi correspondant. À l'inverse, le 100% des non-scolarisées et le 95% des niveaux primaires racontent l'histoire de celles pour qui la collecte du plastique n'est pas un choix mais une fatalité héréditaire, une prison sans barreaux visibles.

Les nuances selon le statut matrimonial, bien que ténues, tracent les contours d'une économie domestique voilée. Les 90,2% des mariées contre 95,2% des veuves révèlent comment, même dans la précarité la plus extrême, le soutien conjugal - aussi minime soit-il - peut faire la différence entre la survie et la noyade. Quant aux travailleuses occasionnelles (95,7%) légèrement plus demandeuses que les permanentes (94,4%), elles incarnent cette angoisse particulière de celles qui vivent au rythme erratique des opportunités, sans jamais pouvoir anticiper le mois suivant. (les nomades).

Ces chiffres, pris ensemble, ne parlent pas seulement de travail. Ils racontent une forme moderne d'esclavage économique, où des générations entières de femmes sont prises au piège d'un système qui a besoin de leur labeur mais refuse de leur accorder les moindres garanties élémentaires. Leur demande unanime n'est pas une requête - c'est un acte de résistance silencieuse contre une société qui les utilise puis les jette, comme les déchets qu'elles ramassent chaque jour.

Tableau 7 : Taux des collectrices souhaitant l'amélioration de leur situation professionnelle en garantissant un revenu stable et une couverture sociale

Tranche d'âge					
<18 ans	18-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	60 ans et plus
100,0%	85,0%	96,7%	94,2%	94,0%	95,3%
Niveau d'instruction					
Néant	Primaire	Collège	Secondaire	Supérieur	Autre
100,0%	95,0%	95,9%	91,3%	50,0%	95,2%
Statut matrimonial					
Célibataire	Marié(e)		Divorcé(e)		Veuf(ve)
94,1%	90,2%		94,2%		95,2%
Nature du travail de collecte					
En permanence			Occasionnel		
94,4%			95,7%		
TOTAL					
94,2%					

3. Moyens de collecte et de protection

Chaque matin, dans l'ombre des villes, des milliers de femmes s'activent à ramasser des déchets plastiques. Leur travail, essentiel pour l'économie circulaire, se déroule pourtant dans des conditions alarmantes. Certaines fouillent les tas d'ordures à mains nues, tandis que d'autres, mieux équipées, portent des gants et des masques. Cette disparité interroge : pourquoi certaines se protègent-elles quand d'autres s'exposent aux dangers ? Cette recherche part d'un constat simple mais important : derrière chaque méthode de collecte, derrière chaque choix - ou non-choix - d'équipement de protection, se cache une histoire personnelle. L'âge avancé d'une collectrice, ses années passées sur les bancs de l'école, ou encore son statut de mère célibataire ou d'épouse pourraient bien déterminer sa façon de travailler.

Les jeunes collectrices, peut-être plus ouvertes aux innovations, adoptent-elles des techniques différentes de leurs aînées, ancrées dans des habitudes ancestrales ? L'éducation joue-t-elle un rôle dans l'adoption de méthodes plus efficaces, comme le tri préalable ou la négociation avec les acheteurs ? Et qu'en est-il de l'influence du mariage : le soutien d'un conjoint permet-il d'accéder à de meilleurs outils ou réseaux de collecte ?

L'observation montre des disparités frappantes dans l'usage des équipements de sécurité. Les femmes plus instruites, conscientes des risques sanitaires, sont-elles plus nombreuses à porter des gants et des masques ? Les veuves ou les mariées bénéficient-elles de meilleurs revenus leur permettant d'investir dans leur protection ? À l'inverse, les travailleuses âgées, peut-être habituées aux dangers ou confrontées à des difficultés financières, négligent-elles davantage leur sécurité ? Au-delà de l'analyse, cette recherche vise un but concret : identifier des leviers pour améliorer la vie de ces travailleuses. Si l'étude révèle que les collectrices peu éduquées sont les plus vulnérables, des programmes de formation ciblés pourront être développés. Si le statut matrimonial s'avère déterminant dans l'accès aux équipements, des systèmes de microcrédit adaptés aux femmes seules pourront être imaginés.

3.1. Les outils de collecte

Chaque matin, dans la pénombre des rues, se joue un ballet méconnu. Des femmes poussent, tirent, portent - leur survie suspendue à des outils qui en disent long sur leur condition. Leurs mains, usées mais infatigables, se serrent autour de manches de brouettes (17%) , ces fidèles compagnes de labeur. Près de 20,5% transforment une simple poussette en instrument de travail, détournant son usage initial avec une ingéniosité née de la nécessité. Pourtant, derrière ces chiffres se cache une dure réalité : la moitié des collectrices (48,8%) n'ont pour tout outil que leurs mains et un sac à dos. Aucune mécanique ne soulage leurs épaules. Aucune roue ne partage leur fardeau. Elles incarnent l'ultime degré de précarité dans ce métier de l'ombre.

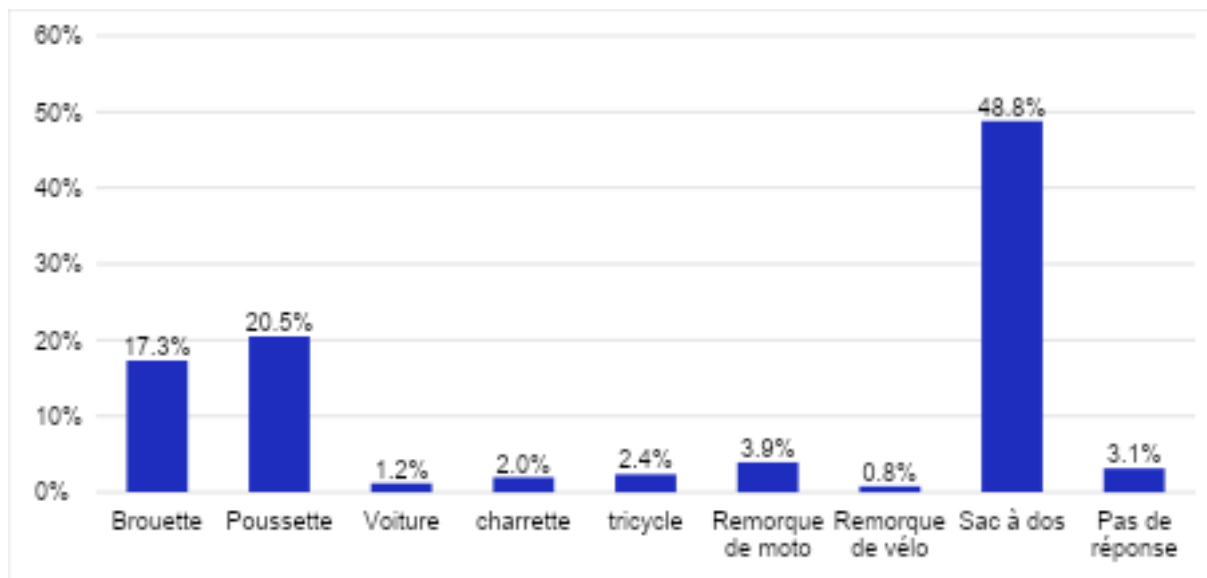
Dans l'ombre des grandes villes et autour des décharges , des femmes se battent chaque jour contre l'usure de leur corps, tandis que les solutions qui pourraient transformer leur existence restent hors de portée, comme des mirages. Le tricycle, symbole d'une mécanisation minimale qui soulagerait tant de souffrances, n'est accessible qu'à 2,4% d'entre elles. La remorque de moto, ce sésame vers une productivité décente, demeure un luxe inabordable pour 96% des collectrices. Quant à la remorque de vélo (0,8%), elle n'est que le privilège d'une infime minorité, comme si l'accès à un outil aussi basique relevait du privilège.

Ces statistiques ne sont pas de simples nombres - elles tracent les contours d'une exclusion systémique. Comment expliquer qu'en 2024, à l'ère des drones et de l'intelligence artificielle, moins de 4% des collectrices aient accès à des outils semi-mécanisés ? L'oubli est si profond que 3,1% des femmes n'ont même pas pu répondre à la question, comme si la simple idée de posséder un équipement dédié appartenait au domaine de l'utopie.

Derrière chaque pourcentage se cache une réalité corporelle, une souffrance incarnée. Les 60% de brouettes racontent des mains fissurées, des épaules courbées, des nuits passées à étouffer des

Les chiffres mettent en évidence une exclusion systémique des travailleurs informels des bénéfices du progrès technique. Malgré l'existence de solutions potentielles, des barrières structurelles maintiennent ces acteurs dans des conditions de travail physiquement éprouvantes et technologiquement dépassées. Cette situation appelle une réévaluation des mécanismes de diffusion de l'innovation vers les secteurs les plus précaires.

Figure 27 : Outil utilisé par les collectrices pour la collecte des déchets



Dominance du "sac à dos" comme outil principal

Le sac à dos est l'outil le plus utilisé chez les femmes dans toutes les tranches d'âge, avec des proportions élevées. Cela reflète une **précarité des moyens matériels** : le sac à dos est accessible, peu coûteux et ne nécessite pas d'investissement technologique ou financier important. Il peut aussi indiquer une **flexibilité** dans des contextes où les infrastructures (comme les routes ou les véhicules) sont inadéquates. La forte utilisation chez les 18-30 ans (60%) pourrait s'expliquer par une **entrée précoce dans le travail informel**, avec un accès limité à des outils plus sophistiqués.

Usage différencié des outils selon l'âge

- **Brouette** : Forte utilisation chez les <18 ans (25%) et 31-40 ans (25,8%), mais faible chez les 18-30 ans (5%). Les plus jeunes et les trentenaires pourraient être affectés à des tâches physiquement exigeantes (la brouette nécessite de la force), tandis que les 18-30 ans privilégient d'autres moyens (comme le sac à dos).
- **Poussette** : Utilisation relativement homogène (16,7% à 25,8%), mais plus marquée chez les 51-60 ans (24,1%). La poussette, peut-être perçue comme moins fatigante que la brouette, serait préférée par les travailleuses plus âgées.
- Outils motorisés/mécanisés (voiture, charrette, remorque) : Très faible utilisation (généralement <6%), sauf pour la remorque de moto chez les 31-40 ans (6,5%). Ces outils supposent un coût économique (achat, entretien) ou un accès à des réseaux sociaux (prêt, partage), ce qui les rend rares. Leur quasi-absence chez les jeunes et les seniors suggère des inégalités d'accès aux ressources.

Absence de certaines technologies selon l'âge

- Voiture, charrette, tricycle : Presque absents chez les <18 ans et >60 ans, ce qui indique une limitation liée à l'âge :

- Les plus jeunes n'ont peut-être pas les moyens ou les compétences pour les utiliser.
- Les seniors pourraient être exclus de ces outils en raison de **contraintes physiques ou financières**.
- **Tricycle** : Marginal (0-8,3%), mais légèrement plus utilisé chez les **<18 ans (8,3%) et 41-50 ans (3,4%)**. Le Tricycle peut être perçu comme un outil intermédiaire entre la marche et la motorisation, mais son faible usage suggère des **barrières culturelles ou pratiques** (encombrement, coût).

Dynamiques générationnelles et technologie de la débrouille

Dans l'univers précaire de la collecte des déchets, le téléphone portable apparaît comme un objet à double tranchant. Seulement 31% des collectrices en possèdent un, et une infime minorité (3%) accède au smartphone - ces chiffres révèlent une fracture numérique qui épouse étrangement les inégalités éducatives. Car celles qui maîtrisent cet outil sont justement les femmes ayant atteint un niveau d'instruction de base ou secondaire, comme si l'école, même tronquée, ouvrait une fenêtre minimale sur la modernité technologique.

Cette corrélation entre éducation et équipement numérique dessine une opportunité inattendue : et si le téléphone, déjà présent dans un tiers des mains calleuses de ces travailleuses, devenait un levier pour sortir de l'informel ? La formation des plus âgées ou des moins instruites à ces outils pourrait révolutionner leurs pratiques - optimisation des tournées, accès à l'information sur les prix des matières, sécurisation des déplacements.

Les jeunes collectrices (18-30 ans), bien que majoritairement équipées de téléphones, persistent dans l'usage du sac à dos (60%), évitant la brouette (5%) trop visible et stigmatisante. Leur rapport à la technologie coexiste avec une stratégie de discrétion sociale, comme si le portable servait d'outil invisible de connexion au monde, tandis que le sac à dos permettait de passer inaperçues dans l'espace public.

Les trentenaires (31-40 ans), elles, diversifient leurs outils (brouette, remorque de moto) tout en étant les plus susceptibles d'avoir un téléphone. Leur accès à des équipements plus élaborés semble lié à une accumulation minimale de capital - économique mais aussi technologique.

Quant aux seniors (>60 ans), leur retour aux outils rudimentaires (sac à dos, brouette) et leur faible équipement numérique dessinent un autre visage de l'exclusion : celui d'une génération doublement marginalisée, à la fois par l'âge et par la révolution technologique. Dans ce paysage contrasté, le portable apparaît comme :

- Un marqueur générationnel et éducatif
- Un outil sous-utilisé de professionnalisation
- Le symbole des inégalités d'accès à la modernité

L'enjeu dépasse la simple possession d'un appareil. Il s'agit de transformer ces outils de communication en véritables leviers d'autonomie, en formant les collectrices à leur pleine utilisation professionnelle. Car dans les mains d'une femme instruite, un smartphone peut valoir mieux qu'une remorque : il peut devenir une arme contre la précarité informationnelle qui perpétue son exploitation.

Cette analyse révèle ainsi un paradoxe : la technologie est déjà présente dans l'univers des collectrices, mais son potentiel émancipateur reste largement inexploité. À l'heure où les applications révolutionnent même les métiers les plus traditionnels, ces femmes de l'ombre attendent encore que la révolution numérique daigne les éclairer.

Les chiffres silencieux de ce tableau murmurent une réalité bien plus complexe qu'il n'y paraît : celle d'un monde où le genre, la classe et l'âge tracent des frontières invisibles mais bien réelles dans l'univers apparemment homogène de la collecte informelle du plastique. Ici, chaque pourcentage est une cicatrice sociale, une marque laissée par des rapports de domination qui façonnent les corps, les outils et les trajectoires.

Ces femmes, car ce sont bien des femmes, occupent les interstices d'une économie qui les tolère sans jamais vraiment les reconnaître. Leur présence massive dans ce secteur informel, souvent moins mécanisé, moins outillé, moins rémunéré, n'est pas un hasard : c'est le résultat d'une division genrée du travail qui relègue systématiquement les femmes vers les tâches les moins valorisées, les plus pénibles physiquement, mais aussi les moins visibles. Leur travail se confond avec l'ombre des rues, avec l'anonymat des déchets qu'elles ramassent. Elles sont là, mais personne ne les voit vraiment.

Pourtant, parmi elles, les différences sont criantes. Les jeunes, souvent armées d'un simple sac à dos, incarnent la précarité la plus brute. Leur corps encore souple ploie sous le poids d'une économie qui les exploite sans leur offrir de lendemain. Elles collectent comme on survit, sans équipement, sans protection, sans autre horizon que la prochaine journée. À l'autre bout du cycle de vie, les seniors persistent, malgré l'âge, malgré la fatigue. Leurs outils s'adaptent à leurs corps usés, mais jamais la société ne s'adapte à elles. Elles continuent, parce qu'il le faut, parce que personne ne leur tendra la main.

Et puis, il y a cette absence qui frappe : celle des outils motorisés, celle des politiques publiques qui pourraient moderniser, sécuriser, valoriser ce travail. Mais non. Le secteur informel reste un angle mort, une zone grise où l'on abandonne celles qui n'ont pas d'autre choix. L'État est absent, les entreprises détournent le regard, et les collectrices avancent seules, avec leurs mains, leurs sacs et leur fatigue.

Ce tableau, finalement, est bien plus qu'une série de chiffres. C'est une cartographie de l'abandon. Une photographie des inégalités qui se nichent dans les plis du quotidien. Il nous rappelle que derrière chaque pourcentage, il y a un corps qui se courbe, une vie qui résiste, et une société qui ferme les yeux.

Tableau 8 : Répartition des collectrices selon l'outil utilisé pour la collecte et leurs tranches d'âge

Outils de collecte utilisé	<18 ans	18-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	60 ans et plus
Brouette	25,0%	5,0%	25,8%	17,2%	15,7%	18,6%
Poussette	16,7%	20,0%	25,8%	19,5%	24,1%	18,6%
Voiture	0,0%	5,0%	3,2%	0,0%	1,2%	0,0%
Charrette	0,0%	0,0%	0,0%	1,1%	3,6%	2,3%
Tricycle	8,3%	0,0%	0,0%	3,4%	2,4%	0,0%
Remorque de moto	0,0%	5,0%	6,5%	5,7%	1,2%	4,7%
Remorque de vélo	0,0%	0,0%	0,0%	1,1%	1,2%	0,0%
Sac à dos	41,7%	60,0%	35,5%	47,1%	49,4%	53,5%
Pas de réponse	8,3%	5,0%	3,2%	4,6%	1,2%	2,3%

Le tableau n° 7, présente les outils de collecte utilisés par les femmes collectrices en fonction de leur état civil (célibataire, mariée, divorcée, veuve). Une analyse sociologique permet d'explorer les liens entre statut matrimonial, conditions socio-économiques et accès aux moyens de production.

Dominance du sac à dos, mais avec des variations selon l'état civil :

Le sac à dos est l'outil le plus utilisé dans tous les groupes, mais avec des différences notables (une majorité chez les Célibataires : 54,8%). Le sac à dos reste l'outil le plus accessible, nécessitant peu d'investissement. Les célibataires l'utilisent davantage, peut-être par manque de soutien financier ou familial. Les mariées et divorcées l'utilisent moins, suggérant un accès légèrement meilleur à d'autres outils (poussette, brouette).

Usage différencié des outils selon l'état civil

- Poussette : plus utilisée par les femmes en union (mariées, divorcées, veuves). Les femmes mariées (21,7%), les divorcées (24,4%), les veuves (24,4%) vs célibataires (16,7%), La poussette, plus stable

qu'un sac à dos, pourrait être un investissement permis par une situation conjugale stable (mariage) ou une autonomie acquise (divorcées/veuves). Les femmes célibataires, souvent plus jeunes ou sans appui familial, y ont moins recours.

- Brouette : plus utilisée par les femmes mariées, divorcées et veuves. La brouette exige un certain espace de stockage et une force physique, ce qui pourrait être facilité par un logement stable (mariées) ou une nécessité de travailler plus intensément (divorcées/veuves).
- Outils motorisés ou semi-motorisés (voiture, charrette, remorques) : très rares
 - *Voiture* : Seulement 2,4% chez les célibataires, quasi-inexistante ailleurs.
 - *Charrette* : Un peu plus utilisée par les divorcées (4,9%), peut-être en raison d'un besoin accru de transport après une séparation.
 - *Remorque de moto* : Marginal (2,4% à 4,8%), légèrement plus chez les célibataires (4,8%), peut-être en lien avec une plus grande mobilité. Ces outils supposent un capital économique (achat, entretien) ou un réseau social (accès à un prêt, partage). Leur rareté reflète une exclusion des femmes du secteur motorisé, souvent dominé par les hommes.

Le poids du genre dans l'accès aux ressources

La réalité des collectrices se dessine en fonction de leur statut matrimonial, traçant une frontière réelle dans leur accès aux moyens de travail. Les femmes seules - célibataires ou veuves - à la tête de famille monoparentale, se retrouvent bien souvent coincées dans l'utilisation du simple sac à dos, cet outil si basique mais si révélateur de précarité. Pendant ce temps, les outils qui pourraient alléger leur peine - remorques motorisées ou voitures - restent hors de portée, comme réservés à d'autres. Cette exclusion technologique n'est pas le fruit du hasard : elle dessine en creux les inégalités profondes qui traversent notre société, où le genre détermine encore trop souvent l'accès aux ressources productives.

Les âges de la vie et leurs stratégies de survie

Le parcours de ces femmes se lit à travers leurs choix d'outils, chaque statut matrimonial ouvrant ou fermant des possibilités. Les épouses mariées, sans doute soutenues par la solidarité conjugale, parviennent à se doter d'équipements légèrement plus performants. Les divorcées, quant à elles, recomposent péniblement leur outillage au gré des nécessités, cherchant dans la diversification des moyens une réponse à leur nouvelle vulnérabilité économique. Quant aux veuves, leur retour vers les méthodes les plus rudimentaires raconte silencieusement l'effondrement des filets de protection quand disparaît le conjoint. Chaque transition de vie se paie ainsi au prix fort dans l'univers impitoyable du travail informel.

Le silence des politiques publiques

L'archaïsme persistant des outils utilisés, cette omniprésence du sac à dos qui traverse tous les statuts, ce ne sont pas que des choix individuels - c'est le symptôme d'un abandon institutionnel. Un secteur économique entier, majoritairement féminin, semble ainsi condamné à stagner dans des méthodes de travail dignes d'un autre siècle, faute de la moindre politique volontariste de modernisation.

Tableau 9 : Répartition des collectrices selon l'outil utilisé pour la collecte et leurs états civils

Outils de collecte utilisé	Célibataire	Marié(e)	Divorcé(e)	Veuf(ve)
Brouette	11,9%	18,8%	19,5%	17,1%
Poussette	16,7%	21,7%	24,4%	24,4%
Voiture	2,4%	1,4%	0,0%	0,0%
Charrette	0,0%	1,4%	4,9%	2,4%
Tricycle	2,4%	2,9%	2,4%	0,0%
Remorque de moto	4,8%	4,3%	2,4%	2,4%
Remorque de vélo	0,0%	0,7%	0,0%	0,0%
Sac à dos	54,8%	46,4%	43,9%	51,2%

Pas de réponse	7,1%	2,2%	2,4%	2,4%
----------------	------	------	------	------

Le poids de l'éducation dans les mains des collectrices

Comme indiqué dans le tableau n°8, le niveau d'instruction des collectrices façonne directement leurs conditions de travail. Comme une ombre portée sur leur quotidien, le sac à dos domine encore largement, symbole d'une précarité qui ne dit pas son nom. Près de 60% des femmes sans éducation et la moitié de celles du primaire en dépendent, leur dos courbé sous le poids d'un système qui ne leur offre guère d'alternative.

Chez les collégiennes, le sac à dos recule (38%), laissant place à des poussettes (28%) et même quelques remorques de moto (8%). Comme si chaque année sur les bancs de l'école permettait d'alléger un peu le fardeau physique du travail. L'éducation se révèle ici non comme une simple ligne sur un CV, mais comme un véritable passeport vers des outils moins éprouvants.

Mais le tableau cache une amère réalité. Même les plus instruites peinent à accéder aux véritables outils de modernité. Où sont donc les tricycles et les chariots motorisés ? Absents, ou presque. Comme si un plafond de verre invisible empêchait ces femmes, même éduquées, de franchir le pas vers une mécanisation digne de ce nom.

Cette analyse chiffrée raconte en fait une histoire bien plus profonde : celle de femmes dont le potentiel se heurte à des barrières structurelles invisibles. L'éducation ouvre des portes, certes, mais pas toutes. Et dans l'ombre des pourcentages, se profile une question sociale : jusqu'à quand accepterons-nous que le dos des femmes reste le premier outil de travail des plus démunies ?

Tableau 10 : Répartition des collectrices selon l'outil utilisé pour la collecte et leurs niveaux d'instruction

Outils de collecte utilisé	Néant	Primaire	Collège	Secondaire	Supérieur	Autre
Brouette	25,0%	17,4%	18,0%	13,0%	25,0%	19,0%
Poussette	16,7%	19,0%	28,0%	19,6%	0,0%	19,0%
Voiture	0,0%	0,8%	0,0%	4,3%	0,0%	0,0%
Charrette	0,0%	2,5%	2,0%	0,0%	0,0%	4,8%
Tricycle	0,0%	2,5%	4,0%	2,2%	0,0%	0,0%
Remorque de moto	0,0%	2,5%	8,0%	6,5%	0,0%	0,0%
Remorque de vélo	0,0%	1,7%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Sac à dos	58,3%	50,4%	38,0%	52,2%	25,0%	57,1%
Pas de réponse	0,0%	3,3%	2,0%	2,2%	50,0%	0,0%

3.2. Habillement : L'habit fait-il la collectrice ?

Le port d'un habillement spécial pour la collecte du plastique, pratiqué par 33,2% des collectrices, constitue un phénomène social riche de significations. Ce choix vestimentaire, loin d'être neutre, s'inscrit dans un système de déterminants sociaux qui révèlent les structures profondes de cette activité informelle. Notre analyse dévoile comment l'âge, le capital scolaire et le statut matrimonial configurent des rapports différenciés à cet uniforme du quotidien.

▪ **L'âge comme marqueur de professionnalisation différentielle**

La courbe en cloche observée (8,3% chez les moins de 18 ans à 48,4% pour les 31-40 ans, puis déclin progressif) dessine une sociologie des cycles de vie professionnelle dans l'informel. Le pic chez les trentenaires traduit un processus de professionnalisation informelle où l'équipement devient signe d'appartenance à un groupe statutaire. À l'inverse, la faible adoption chez les adolescentes reflète leur position marginale dans l'espace de la collecte - activité souvent complémentaire à la scolarité ou au foyer parental. La décroissance post-40 ans pourrait signaler soit un désinvestissement progressif, soit l'acquisition d'un capital d'expérience rendant l'équipement moins nécessaire.

▪ **Le paradoxe du capital scolaire : entre distanciation et nécessité**

La relation inverse entre niveau d'instruction et port de l'uniforme (41,7% pour "néant" contre 25% pour "supérieur") illustre le processus de distanciation sociale par l'éducation. Les plus diplômées, bien que contraintes à cette activité, maintiennent symboliquement une frontière avec l'identité de "collectrice" par le refus de ses attributs matériels. À l'opposé, le taux élevé chez les non-instruits pourrait révéler soit une plus grande incorporation des normes du groupe professionnel, soit une moindre capacité de résistance aux injonctions externes. Le cas extrême de la catégorie "autre" (57,1%) suggère l'existence de sous-groupes où l'uniforme fonctionne comme marqueur identitaire positif.

▪ **Le statut matrimonial comme révélateur des capitaux sociaux**

L'écart significatif entre mariées (38,4%) et célibataires (23,8%) renvoie à deux logiques sociologiques : d'une part, l'effet des réseaux conjugaux pouvant faciliter l'accès à l'équipement ; d'autre part, la pression normative plus forte sur les femmes mariées à "respecter les apparences" dans l'espace public. La position intermédiaire des divorcées (31%) indiquerait une transition vers une autonomie vestimentaire, tandis que le taux des veuves (24,4%) reflèterait à la fois l'isolement social et la moindre exposition aux contrôles normatifs.

Cette analyse révèle que le port de l'uniforme dépasse largement la simple question utilitaire. Il constitue un indicateur des positions sociales différenciées au sein même d'une activité réputée homogène. Trois principes structurent cette différenciation :

- *Le principe de légitimation* : l'équipement comme marqueur de professionnalisation informelle
- *Le principe de distinction* : le refus vestimentaire comme stratégie de distanciation social-
- *Le principe de conformité genrée* : l'effet des normes matrimoniales sur les pratiques corporelles

Ce phénomène microsociologique illustre avec acuité comment les rapports sociaux de classe, de genre et d'âge s'incarnent dans les pratiques matérielles les plus quotidiennes, transformant un simple vêtement en analyseur des inégalités structurelles.

Tableau 11 : Taux des collectrices portant un habillement spécial pour la collecte du plastic selon l'âge/ niveau d'instruction/ statut matrimonial

Tranche d'âge					
<18 ans	18-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	60 ans et plus
8,3%	40,0%	48,4%	34,5%	28,6%	32,6%
Niveau d'instruction					
Néant	Primaire	Collège	Secondaire	Supérieur	Autre
41,7%	31,4%	26,0%	34,0%	25,0%	57,1%
Statut matrimonial					
Célibataire	Marié(e)		Divorcé(e)		Veuf(ve)
23,8%	38,4%		31,0%		24,4%
TOTAL					
33,2%					

Tableau 12 : Habillements portés par les collectrices pour la collecte du plastic selon l'âge

	<18 ans	18-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	60 ans et plus	Total
Blouse	0,0%	44,4%	73,3%	39,4%	40,0%	21,4%	42,3%
Salopette	0,0%	11,1%	60,0%	30,3%	4,0%	0,0%	21,6%
Vieux habits	100,0%	55,6%	73,3%	72,7%	68,0%	57,1%	68,0%
Gants	0,0%	55,6%	80,0%	69,7%	44,0%	35,7%	57,7%
Casquette	0,0%	44,4%	60,0%	36,4%	20,0%	21,4%	34,0%
Masque	0,0%	44,4%	60,0%	36,4%	32,0%	21,4%	37,1%

Tableau 13 : Habillements portés par les collectrices pour la collecte du plastic selon le statut matrimonial

	Célibataire	Marié(e)	Divorcé(e)	Veuf(ve)	Total
Blouse	41,7%	41,1%	69,2%	40,0%	42,3%
Salopette	25,0%	21,4%	38,5%	10,0%	21,6%
Vieux habits	58,3%	60,7%	92,3%	60,0%	68,0%

Gants	50,0%	58,9%	76,9%	30,0%	57,7%
Casquette	33,3%	33,9%	46,2%	20,0%	34,0%
Masque	25,0%	44,6%	46,2%	10,0%	37,1%

Tableau 14 : Habillements portés par les collectrices pour la collecte du plastic selon le niveau d'instruction

	Néant	Primaire	Collège	Secondaire	Supérieur	Autre	Total
Blouse	20,0%	47,5%	50,0%	68,8%	0,0%	25,0%	42,3%
Salopette	0,0%	7,5%	64,3%	56,3%	0,0%	0,0%	21,6%
Vieux habits	80,0%	60,0%	71,4%	87,5%	33,3%	41,7%	68,0%
Gants	40,0%	52,5%	78,6%	75,0%	0,0%	41,7%	57,7%
Casquette	40,0%	20,0%	64,3%	62,5%	0,0%	0,0%	34,0%
Masque	20,0%	20,0%	57,1%	68,8%	0,0%	41,7%	37,1%

4. Les règles imperceptibles du trottoir : sociologie des interactions des femmes collectrices

Chaque matin, lorsque les premières lueurs de l'aube caressent les blocs de déchets, commence une chorégraphie sociale complexe. Les femmes collectrices évoluent dans un espace public qui n'est jamais tout à fait le leur, où chaque interaction - avec un collègue homme, un agent municipal, un passant - obéit à des codes non écrits mais implacables. Leur capacité à négocier ces micro-relations quotidiennes ne relève pas du hasard : elle est le produit d'une alchimie subtile entre leur parcours de vie, leur apparence et leur maîtrise des règles du jeu social.

Amina, 42 ans, collectrice depuis huit ans. Son voile discret et son parler mesuré lui permettent d'obtenir des agents municipaux des tolérances que d'autres n'osent même pas imaginer. À l'inverse, Nadhira, 28 ans, célibataire et sans réseau familial, subit chaque jour les remarques désobligeantes des commerçants. Entre elles, pourtant, la différence d'ancienneté ne compte guère : c'est tout leur capital social qui les sépare.

Les collecteurs hommes, ces compagnons de misère qui devraient être des alliés, deviennent parfois des obstacles supplémentaires. Les plus âgées racontent comment elles ont dû "faire leurs preuves" pendant des mois avant d'être acceptées sur les bons circuits. Les jeunes diplômées, paradoxalement, peinent davantage : leur éducation devient un stigmate dans ce monde où la légitimité se mesure à la dureté des mains plus qu'à celle des diplômes.

Face aux institutions, le jeu est encore plus difficile. Les papiers administratifs que Fatima (43 ans), analphabète, ne peut remplir. Les horaires de dépôt qui coïncident étrangement avec l'heure où Leïla (52 ans), doit chercher ses enfants à l'école. Ces micro-violences bureaucratiques ne sont jamais le fruit du hasard : elles reflètent comment l'État, sans même en avoir conscience, reproduit les exclusions. Quant aux citoyens, leur regard oscille entre indifférence et mépris poli. Seules les collectrices les plus âgées parviennent parfois à transformer cette relation en échange cordial, utilisant leur âge comme une protection contre les pires humiliations « *Mra kbira* ». Les autres apprennent à baisser les yeux, à se faire petites, à disparaître dans le décor urbain.

Pourtant, certaines résistent. Celles qui ont compris que dans ce monde parallèle, la survie dépend de trois choses : savoir à qui sourire, savoir quand insister, et surtout, savoir se taire au bon moment. Une science sociale informelle que n'enseigne aucune école ou université, mais qui détermine pourtant qui mangera ce soir, et qui rentrera les mains vides.

Au crépuscule, lorsque les dernières bouteilles sont triées, une vérité s'impose : dans l'économie informelle des déchets, les relations sociales valent parfois plus que le travail lui-même. Et ce sont les femmes, toujours, qui paient le prix fort de ce conflit de territoire. Quels sont les facteurs qui déterminent la qualité des interactions des femmes collectrices avec d'autres acteurs tels que les collecteurs hommes, les agents municipaux et les citoyens en général ? Comment ces relations varient-elles en fonction des

caractéristiques personnelles des collectrices ? Pour répondre à ces questions deux données seront exploitées à travers :

- L'évaluation des interactions des femmes collectrices avec les collecteurs hommes, les agents municipaux et les citoyens en général en fonction de leur profil sociodémographique.
- L'analyse des obstacles ou des avantages perçus en fonction des variables individuelles des collectrices.

4.1. L'illusion de l'égalité : sociologie des perceptions genrées

Seulement 38,8% des collectrices estiment bénéficier des mêmes facilités que leurs homologues masculins. Ce chiffre global cache pourtant des variations significatives qui dessinent une cartographie complexe des rapports de genre dans l'économie informelle du plastique.

La tranche des 31-40 ans se distingue par un pic surprenant (67,7%), comme si cette décennie offrait une fenêtre temporaire de confiance. Peut-être ces femmes, à mi-parcours de vie active, ont-elles développé des stratégies d'adaptation efficaces ? À l'inverse, les quinquagénaires (25,3%) semblent avoir perdu toute illusion, leur taux parmi les plus bas trahissant l'usure des années de lutte inégale. Les moins de 18 ans (41,7%), encore protégées par leur jeunesse, gardent une forme d'insouciance que les trentenaires (31,6%) ont déjà perdue.

La corrélation entre niveau d'instruction et perception d'égalité est révélatrice : plus les femmes sont éduquées, plus elles se croient égales (de 16,7% pour les non-scolarisées à 50% pour les diplômées du supérieur). Paradoxalement, cette confiance croissante ne correspond probablement pas à une réalité objective, mais plutôt à une meilleure capacité à négocier leur place. Les plus instruites maîtrisent peut-être mieux les codes pour contourner les obstacles, créant ainsi l'illusion d'une égalité factice.

Les veuves (19,5%) apparaissent comme les plus lucides sur les inégalités, leur isolement social les privant des réseaux de solidarité. À l'inverse, les mariées (44,1%) et divorcées (45,2%) bénéficient peut-être de relais masculins résiduels ou ont développé des compétences relationnelles particulières. Les célibataires (35%), quant à elles, occupent une position intermédiaire, sans doute tiraillées entre leur indépendance et leur vulnérabilité.

Ces chiffres racontent en creux comment les femmes intériorisent différemment les discriminations selon leur parcours de vie. Le pic des trentenaires et des diplômées ne signale pas nécessairement une réalité plus égalitaire, mais plutôt des moments où les collectrices croient - à tort ou à raison - avoir trouvé les clés pour contourner le système. Avec le temps, l'expérience finit par dissiper cette illusion pour beaucoup, sauf peut-être pour celles qui ont su transformer leur capital culturel ou relationnel en arme de négociation au quotidien.

Au final, ce tableau ne mesure pas tant l'égalité réelle que la capacité variable des femmes à composer avec les inégalités. Une leçon cruelle se dégage : dans l'économie informelle comme ailleurs, ce sont souvent celles qui ont le moins de ressources qui voient le plus clairement les rapports de domination. Les autres, parfois, préfèrent ne pas y penser - survivre est déjà assez difficile comme ça.

Tableau 15 : Taux des collectrices qui pensent qu'elles ont les mêmes facilités que les hommes pour exercer la collecte du plastic selon l'âge/ niveau d'instruction/ statut matrimonial

Tranche d'âge					
<18 ans	18-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	60 ans et plus
41,7%	31,6%	67,7%	42,4%	25,3%	39,5%
Niveau d'instruction					
Néant	Primaire	Collège	Secondaire	Supérieur	Autre
16,7%	30,8%	49,0%	51,1%	50,0%	42,9%
Statut matrimonial					
Célibataire	Marié(e)	Divorcé(e)	Veuf(ve)		

35,0%	44,1%	45,2%	19,5%
TOTAL			
38,8%			

4.2. Les murs de la décharge

Le plastique ne fait pas de différence entre les mains qui le ramassent. Pourtant, dans les ruelles où s'activent collecteurs et collectrices, une frontière sépare les sexes. Les chiffres de cette étude dessinent les contours d'une domination masculine aussi solide que les montagnes de déchets qu'ils trient ensemble chaque jour.

65% des hommes pensent que "la femme a un même pied d'égalité" pour ce travail. Il ne s'agit pas d'une simple opinion, mais d'un mécanisme de pouvoir qui se niche dans les plis des interactions quotidiennes. Comment expliquer autrement que près de la moitié des femmes (46,4%) reprennent à leur compte ce discours ?

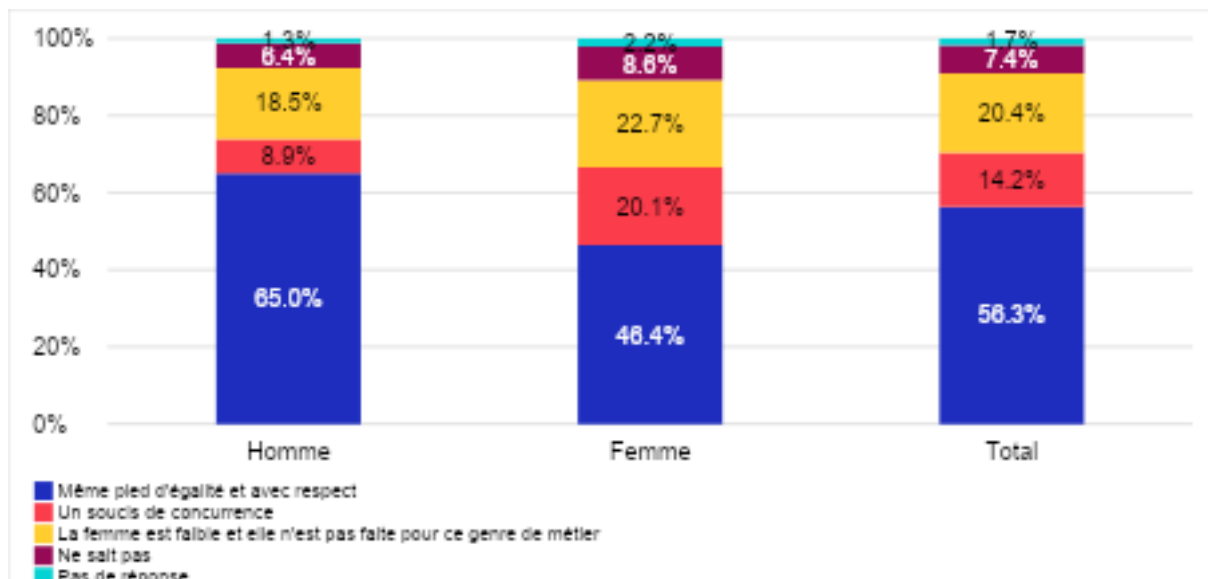
Elles sont ces combattantes silencieuses qui, chaque matin, prouvent par l'action que la force n'a pas de sexe. La peur de la concurrence, ce vieil argument économique, apparaît presque comme une excuse secondaire (20,1% chez les femmes, 8,9% chez les hommes). Comme si, au fond, la vraie bataille ne se jouait pas sur le terrain rationnel du gagne-pain, mais dans celui, bien plus viscéral, de l'identité masculine à préserver.

Ce qui frappe, c'est le silence. Ces 8,6% de femmes qui "ne savent pas", ces 2,2% qui ne répondent pas. Peut-être ont-elles compris qu'en terrain miné, le mutisme est parfois la seule stratégie possible. À quoi bon protester quand il faut encore travailler côte à côte demain ?

Au crépuscule, lorsque les charrettes regorgent de plastique trié, une vérité demeure : dans ce monde de la récupération où tout se recycle, les préjugés, eux, persistent intacts. Les femmes continueront demain à prouver ce qui devrait être une évidence - qu'elles sont assez fortes pour ce métier. Les hommes, quant à eux, devront peut-être un jour se montrer assez forts pour abandonner leurs privilèges.

Entre les sacs de déchets et les regards en coin, se joue ainsi une révolution minuscule mais obstinée. Chaque bouteille ramassée par une femme est un démenti silencieux à ceux qui doutent de sa place. L'égalité, ici comme ailleurs, ne se donne pas. Elle se prend.

Figure 28 : Perception des hommes collecteurs du plastic du travail des femmes dans le même métier selon le sexe



4.3. L'âge des lucidités : trajectoires genrées dans les regards croisés des collectrices :

Les chiffres ne sont pas que des données - ce sont les strates successives d'une résistance qui s'apprend et parfois s'épuise.

Les adolescentes désenchantées (moins de 18 ans - 50%) : Leur taux élevé d'adhésion au stéréotype de faiblesse féminine frappe comme un coup de poing. Ces jeunes filles, à peine entrées dans le métier, ont déjà intégré leur prétendue illégitimité. Leur 0% sur la question de la concurrence en dit long : à cet âge, on ne perçoit même pas encore la lutte économique, seulement la violence symbolique.

L'âge de la résistance (31-40 ans - 71%) : Ici, la courbe s'inverse spectaculairement. Ces femmes dans la force de l'âge atteignent des sommets de confiance en leur égalité. Ont-elles développé des stratégies d'affirmation ? Constitué des réseaux de solidarité ? Leur faible taux de "ne sait pas" (3,2%) trahit une lucidité conquise de haute lutte. Pourtant...La chute vertigineuse (35,4% d'égalité perçue) interroge. L'usure physique ? La lassitude psychologique ? Le taux qui monte en flèche sur la concurrence (26,8%) suggère une autre lecture : à mesure qu'elles vieillissent, les collectrices deviendraient plus sensibles aux arguments économiques qu'aux jugements de valeur. Leur retour relatif aux stéréotypes (25,6%) pourrait refléter un phénomène générationnel. Mais observez ce détail : leur taux de non-réponse tombe à 0%. Comme si, arrivées au terme de leur parcours, elles n'avaient plus rien à perdre à dire les choses franchement.

La trajectoire globale dessine une courbe en cloche éloquente :

- Jeunes : elles croient aux stéréotypes
- Trentenaires : elles les combattent
- Aînées : elles les subissent à nouveau

Cette évolution ne parle pas seulement du métier, mais de la condition féminine tout entière : l'âge de la révolte coince entre deux âges de résignation. Pourtant, ce qui frappe, c'est cette persistance obstinée des "sans-réponse" à tous les âges - comme autant de silences stratégiques dans une guerre d'usure contre le sexisme ordinaire.

Au final, ces chiffres racontent une vérité cruelle : dans les décharges comme ailleurs, l'égalité se gagne, se perd, et se négocie différemment selon le chapitre de vie. Reste cette question lancinante : pourquoi faut-il attendre la trentaine pour être crue sur parole, et pourquoi ce droit s'évapore-t-il avec les cheveux blancs ? La réponse est peut-être dans ce 71% des trentenaires - preuve éclatante que la domination masculine n'est pas une fatalité, mais un rapport de force qui peut céder temporairement.

Tableau 16 : Avis des collectrices sur la perception des hommes collecteurs du plastic du travail des femmes dans le même métier selon l'âge

	<18 ans	18-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	60 ans et plus	Total
Même pied d'égalité et avec respect	33,3%	45,0%	71,0%	57,5%	35,4%	34,9%	46,4%
Un souci de concurrence	0,0%	15,0%	12,9%	16,1%	26,8%	27,9%	20,1%
La femme est faible et elle n'est pas faite pour ce genre de métier	50,0%	15,0%	12,9%	16,1%	30,5%	25,6%	22,7%
Ne sait pas	16,7%	20,0%	3,2%	5,7%	6,1%	11,6%	8,6%
Pas de réponse	0,0%	5,0%	0,0%	4,6%	1,2%	0,0%	2,2%

4.4. Le Savoir comme Arme : Éducation et Lutte contre les Préjugés dans les Décharges

L'éducation agit comme un vaccin contre les stéréotypes sexistes, mais son efficacité varie étrangement selon les doses reçues. Les chiffres dessinent une géographie complexe où chaque niveau de scolarisation ouvre des brèches différentes dans le mur des préjugés.

Les abandonnées du système (Néant - 58,3%) : Leur adhésion massive au stéréotype de faiblesse féminine (58,3%) frappe comme un coup de massue. Ces femmes, doublement marginalisées par leur analphabétisme et leur genre, ont tellement intériorisé leur domination qu'elles en deviennent les gardiennes involontaires. Leur 0% de "Ne sait pas" est particulièrement éloquent : dans leur monde sans mots, les certitudes sexistes remplacent les questions.

L'effet lycée (Secondaire - 56,5%) : Le pic de perception égalitaire chez les diplômées du secondaire n'est pas un hasard. Ces femmes ont juste assez d'éducation pour identifier les mécanismes de domination, mais pas assez pour être détachées du terrain. Leur taux élevé de "Ne sait pas" (10,9%) pourrait trahir une conscience aiguë des nuances - elles voient l'inégalité mais perçoivent aussi ses subtilités.

Le paradoxe des diplômées (Supérieur - 25,0%) : Leur effondrement sur l'égalité perçue intrigue. Peut-être leur niveau d'éducation leur donne-t-il une lucidité cruelle sur l'étendue réelle des inégalités ? Leur 50% de non-réponse est un cri silencieux - comme si face à l'absurdité des préjugés, le refus de participer au questionnaire devenait la seule protestation possible.

L'étrange cas des "Autres" (47,6%) : Leur position médiane sur tous les indicateurs suggère une population hétérogène, peut-être constituée d'autodidactes ou de femmes ayant suivi des formations alternatives. Leur taux élevé sur la concurrence (28,6%) pourrait indiquer une perception plus économique que genrée des tensions.

La progression n'est pas linéaire :

- Primaire (45,9%) : premiers doutes sur l'ordre établi
- Collège (53,1%) : apogée de la confiance
- Secondaire (56,5%) : acuité critique maximale
- Supérieur (25,0%) : désillusion radicale

Cette trajectoire rappelle douloureusement que l'éducation libère, mais qu'elle peut aussi aliéner lorsqu'elle révèle des chaînes qu'on ne peut briser. Les femmes les plus instruites semblent condamnées à une lucidité solitaire, tandis que celles du secondaire trouvent le dosage parfait entre conscience et pragmatisme.

Au final, ces chiffres racontent une histoire de seuils : il faut un minimum d'éducation pour contester les préjugés, mais trop de savoir peut rendre la réalité insupportable. Reste cette question : comment

expliquer que les lycéennes (secondaire) résistent mieux aux stéréotypes que leurs consœurs universitaires ?

Tableau 17 : Avis des collectrices sur la perception des hommes collecteurs du plastic du travail des femmes dans le même métier selon le niveau d'instruction

	Néant	Primaire	Collège	Secondaire	Supérieur	Autre	Total
Même pied d'égalité et avec respect	25,0%	45,9%	53,1%	56,5%	25,0%	47,6%	46,4%
Un souci de concurrence	16,7%	23,0%	16,3%	15,2%	25,0%	28,6%	20,1%
La femme est faible et elle n'est pas faite pour ce genre de métier	58,3%	20,5%	26,5%	17,4%	0,0%	9,5%	22,7%
Ne sait pas	0,0%	8,2%	2,0%	10,9%	0,0%	14,3%	8,6%
Pas de réponse	0,0%	2,5%	2,0%	0,0%	50,0%	0,0%	2,2%

4.5. Les maris et les sacs plastique : une sociologie intime des décharges

Les mains calleuses de Nijima trient mécaniquement les bouteilles en PET tandis que son regard se perd vers l'horizon. À 47 ans, mariée depuis toujours à un collecteur comme elle, elle affirme sans hésiter que les hommes la respectent à l'égal d'une collègue. Pourtant, à quelques mètres, Safia, veuve à 52 ans, baisse les yeux quand les chauffeurs des camions municipaux s'adressent exclusivement à ses voisins masculins. Entre elles, tout les sépare - même leur façon de vivre le sexisme ordinaire des décharges.

Le tableau 16 révèle une vérité qui dérange : le mariage, cette institution souvent décriée, devient dans l'économie informelle des déchets une arme de résistance inattendue. Les chiffres le disent clairement - 61,6% des mariées se sentent traitées à égalité, contre seulement 24,4% des veuves. Comme si l'alliance au doigt valait aussi laissez-passer dans ce monde d'hommes.

Les maris, ces compagnons de galère, jouent ici un rôle ambigu. D'un côté, ils légitiment la présence de leurs femmes ("Oui, ma Njiima est costaud, elle peut venir sur le circuit industriel"). De l'autre, ils reproduisent inconsciemment les schémas qu'ils subissent eux-mêmes ("Les femmes, c'est pour le tri léger, pas pour le gros œuvre"). Ce double jeu explique peut-être pourquoi les divorcées, libérées de cette tutelle bienveillante, voient leur sentiment d'égalité chuter à 35,7%.

Les veuves, elles, paient le prix fort de cette économie conjugale. Sans mari pour leur "ouvrir des portes", elles se heurtent à un plafond de plastique particulièrement dur. Leur taux de 36,6% sur la question de la concurrence en dit long : dans leur bouche, l'argument économique cache mal une solitude professionnelle déguisée.

Quant aux célibataires, leur 22% de "Ne sait pas" résonne comme un aveu de malaise. Trop jeunes pour s'imposer, trop vieilles pour séduire, elles naviguent dans un entre-deux périlleux où chaque interaction avec un collègue masculin peut basculer du professionnel au personnel. La nuit tombe sur la décharge. Njiima (39 ans, Kabaria), range son gilet fluorescent en serrant inconsciemment son alliance. Safia (49 ans Mourouj 2), elle, rentre seule, son panier rempli de bouteilles "faciles" que les hommes lui ont laissées par pitié. Entre elles, deux mondes. Deux façons de survivre. Une même lutte silencieuse.

Tableau 18 : Avis des collectrices sur la perception des hommes collecteurs du plastic du travail des femmes dans le même métier selon le statut matrimonial

	Célibataire	Marié(e)	Divorcé(e)	Veuf(ve)	Total
--	-------------	----------	------------	----------	-------

Même pied d'égalité et avec respect	39,0%	61,6%	35,7%	24,4%	46,4%
Un souci de concurrence	12,2%	13,8%	33,3%	36,6%	20,1%
La femme est faible et elle n'est pas faite pour ce genre de métier	22,0%	17,4%	26,2%	26,8%	22,7%
Ne sait pas	22,0%	4,3%	4,8%	12,2%	8,6%
Pas de réponse	4,9%	2,9%	0,0%	0,0%	2,2%

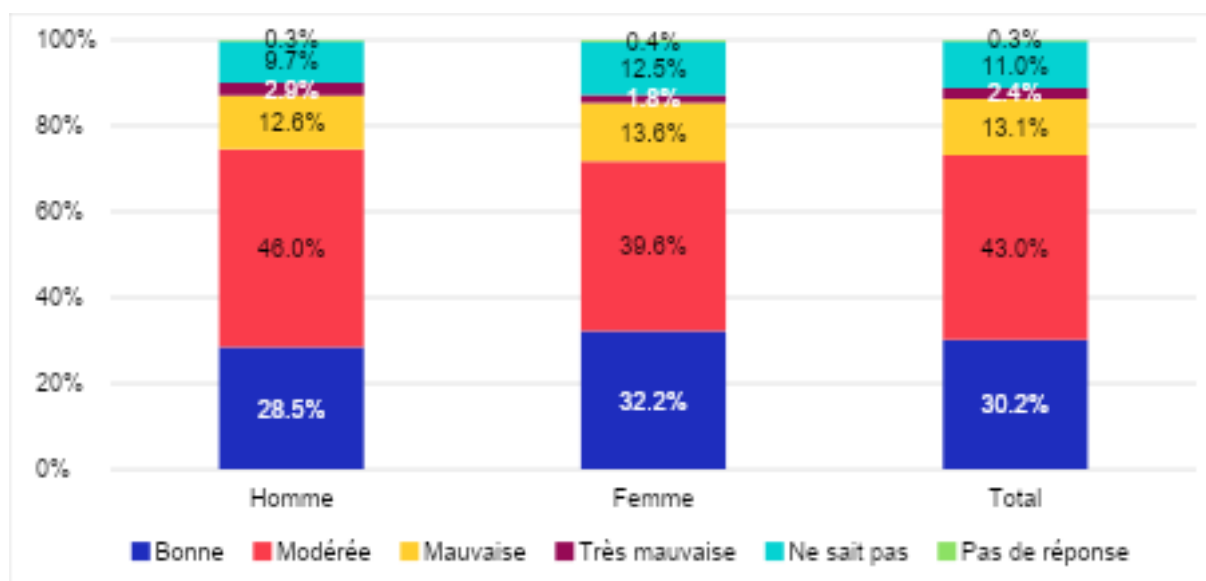
4.6. Le mépris institutionnel : quand l'uniforme municipal légitime la discrimination

La lumière crue des chiffres révèle une hiérarchie invisible mais bien réelle dans les rues où s'activent collecteurs et agents municipaux. Près de la moitié des travailleurs (43%) jugent l'attitude des fonctionnaires envers les collectrices "modérée", un pourcentage qui en dit long sur les rapports de pouvoir qui se jouent au quotidien. Les hommes collecteurs se montrent plus sévères dans leur jugement que les femmes elles-mêmes - comme si la violence institutionnelle frappait assez fort pour que même ceux qui n'en sont pas les cibles directes en perçoivent les contours.

Pourtant, les collectrices semblent légèrement moins critiques (39,6%), peut-être par résignation apprise, par peur des représailles, ou simplement parce qu'elles ont intériorisé cette domination comme une fatalité. Leur taux légèrement plus élevé de "ne sait pas" (12,5% contre 9,7% pour les hommes) pourrait trahir une stratégie de survie : dans leur position précaire, mieux vaut parfois feindre l'ignorance que de nommer l'injustice.

Les non-rares voix qui osent qualifier l'attitude des agents de "bonne" (30,2%) ressemblent à des îlots de résistance dans un océan de méfiance. Dans l'économie informelle des déchets comme ailleurs, le pouvoir s'exerce différemment selon le genre. Les agents municipaux, ces petits bureaucrates armés de leurs formulaires et de leur autorité, deviennent sans le vouloir les gardiens d'un ordre sexiste que personne n'a officiellement décrété, mais que tous semblent accepter comme une évidence. Les collectrices, quant à elles, continueront demain à négocier leur place dans cet équilibre précaire, entre nécessité économique et dignité bafouée.

Figure 29 : Perception des collecteurs de l'attitude des agents municipaux contre les collectrices selon le sexe



4.7. L'âge et l'uniforme : le dialogue impossible entre collectrices et agents municipaux

Les adolescentes (moins de 18 ans) apparaissent perdues dans ce jeu social complexe - 41,7% avouent "ne pas savoir" comment les agents les perçoivent, comme si leur jeunesse les rendait invisibles même aux

yeux de l'oppression. Pourtant, certaines bénéficient d'une certaine indulgence (8,3% jugent l'attitude "bonne"), peut-être par effet de protection quasi-parentale de la part des fonctionnaires.

C'est chez les trentenaires et quadragénaires que la perception s'aiguise le plus. Le pic de 45,2% de réponses "bonne" chez les 31-40 ans interroge : ces femmes dans la force de l'âge auraient-elles développé des stratégies de négociation particulières ? Ou simplement appris à choisir leurs batailles ? Leur taux très bas de "très mauvaise" (3,2%) suggère une forme de résignation pragmatique - à cet âge charnière, on ne peut plus se permettre l'insouciance des jeunes ni la révolte des aînées.

Les quinquagénaires présentent un profil plus contrasté, avec près de la moitié (49,4%) estimant l'attitude "modérée". Ce chiffre pourrait refléter une forme de sagesse acquise - elles ont vu tant d'agents municipaux défiler qu'elles savent distinguer l'indifférence routinière du vrai mépris. Leur taux de "mauvaise" qui grimpe à 15,7% (contre 9,7% chez les trentenaires) montre cependant que la patience a ses limites.

Les doyennes (60 ans et plus) surprennent par leur optimisme relatif (42,9% de "bonne"), comme si l'âge leur accordait enfin une forme de respect tardif. Peut-être les agents municipaux, souvent plus jeunes qu'elles, hésitent-ils à maltraiter ouvertement ces femmes qui pourraient être leurs mères ?

Trois enseignements majeurs émergent :

- La jeunesse protège mais isole (fort taux de "ne sait pas" chez les mineures)
- La maturité négocie mieux (pic de perception positive chez les 31-50 ans)
- L'âge avancé adoucit les rapports (retour de perceptions positives après 60 ans)

Au final, ces données révèlent comment le cycle de vie féminin module la perception de l'autorité. Les collectrices ne vivent pas toutes le même rapport aux agents municipaux - elles le filtrent à travers le prisme de leur âge, de leur expérience, et des attentes sociales liées à leur étape de vie.

Une vérité demeure : nulle part la perception n'est majoritairement négative, signe que dans l'économie informelle comme ailleurs, l'espoir de reconnaissance persiste malgré tout.

Tableau 19 : Perception des collectrices de l'attitude des agents municipaux contre les collectrices selon l'âge

	<18 ans	18-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	60 ans et plus
Bonne	8,3%	16,7%	45,2%	39,3%	22,9%	42,9%
Modérée	41,7%	44,4%	32,3%	36,9%	49,4%	28,6%
Mauvaise	8,3%	11,1%	9,7%	13,1%	15,7%	16,7%
Très mauvaise	0,0%	5,6%	3,2%	1,2%	2,4%	0,0%
Ne sait pas	41,7%	16,7%	9,7%	9,5%	9,6%	11,9%
Pas de réponse	0,0%	5,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Tableau 20 : Perception des collectrices de l'attitude des agents municipaux contre les collectrices selon le niveau d'instruction

	Néant	Primaire	Collège	Secondaire	Supérieur	Autre
Bonne	0,0%	35,3%	30,6%	30,4%	100,0%	55,0%
Modérée	75,0%	39,5%	44,9%	39,1%	0,0%	25,0%
Mauvaise	16,7%	13,4%	12,2%	15,2%	0,0%	0,0%
Très mauvaise	8,3%	1,7%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Ne sait pas	0,0%	10,1%	10,2%	15,2%	0,0%	20,0%
Pas de réponse	0,0%	0,0%	2,0%	0,0%	0,0%	0,0%

4.8. Les mots contre les maux : quand l'éducation transforme le regard des collectrices :

Plus les collectrices sont éduquées, moins elles perçoivent de mépris dans le regard des agents municipaux. Les chiffres tracent une courbe lumineuse - de 0% de perception positive chez les analphabètes à 100% chez les diplômées du supérieur - qui en dit long sur le pouvoir subversif de l'instruction.

Les sans-éducation (néant), prisonnières de leur illettrisme, subissent pleinement la violence institutionnelle : 75% jugent l'attitude simplement "modérée" et 8,3% "très mauvaise". Leur monde se limite à cette résignation silencieuse de celles qui n'ont pas les mots pour nommer l'injustice.

Puis viennent les primaires et collégiennes (30-35% de "bonne"), ces femmes qui ont juste assez d'instruction pour entrevoir la possibilité d'un respect, mais pas assez pour l'exiger vraiment. Leur taux de "ne sait pas" (10%) trahit ces hésitations de celles qui pressentent la domination sans pouvoir la théoriser.

Le cas des diplômées du secondaire est plus complexe. Leur 30,4% de "bonne" reste modeste, mais observez ce détail : 0% de "très mauvaise". Comme si l'éducation leur offrait une armure contre les pires humiliations, sans pour autant leur ouvrir grande les portes de la reconnaissance.

Et puis il y a ces chiffres qui claquent comme une gifle : 100% de "bonne" chez les universitaires. Ce score parfait ne signifie pas que les agents municipaux se montrent soudain aimables, mais plutôt que ces femmes hyper-qualifiées ont développé des stratégies imparables - maîtrise des règlements, recours aux supérieurs hiérarchiques, art du dialogue bureaucratique.

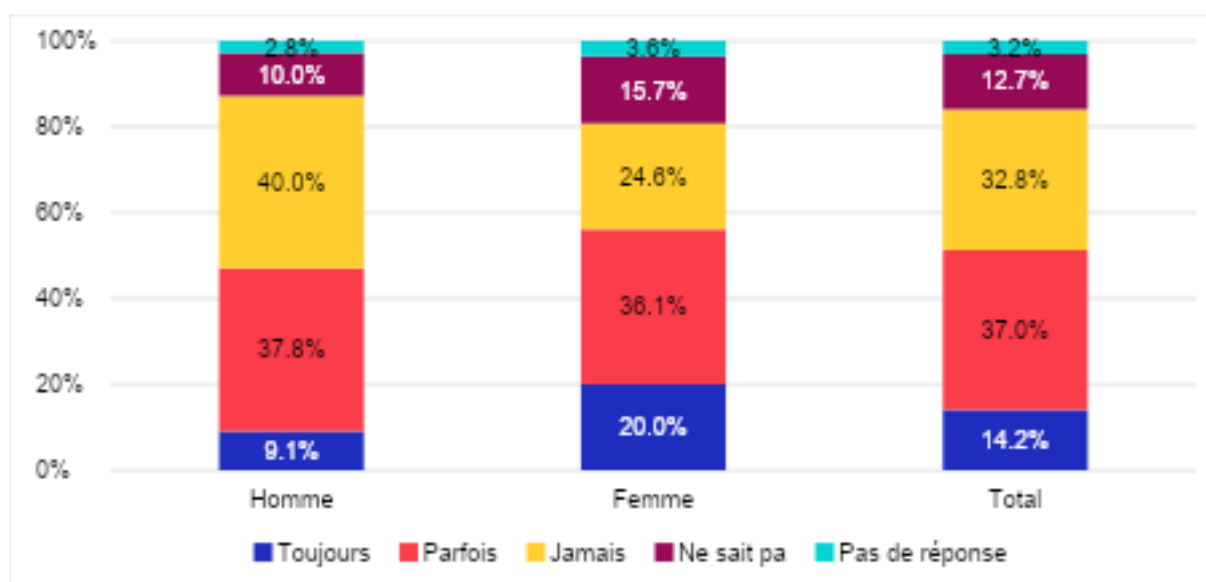
Les "autres", ce groupe mystérieux (55% de "bonne"), pourraient bien être ces autodidactes qui ont appris sur le tas ce que l'école n'a pu leur enseigner : l'art de se faire respecter malgré tout.

Lorsque les dernières bouteilles sont triées, une évidence s'impose : dans la guerre silencieuse qui oppose les collectrices aux uniformes municipaux, l'éducation est l'arme absolue. Pas celle qui change le système, mais celle qui permet de ne plus en être tout à fait la victime. Reste cette question lancinante : pourquoi faut-il un diplôme universitaire pour obtenir ce minimum - être traitée comme un être humain par un agent municipal ?

Tableau 21 : Perception des collectrices de l'attitude des agents municipaux contre les collectrices selon le statut matrimonial

	Célibataire	Marié(e)	Divorcé(e)	Veuf(ve)
Bonne	15,4%	42,5%	26,2%	29,3%
Modérée	56,4%	33,6%	42,9%	48,8%
Mauvaise	7,7%	14,2%	14,3%	9,8%
Très mauvaise	2,6%	0,0%	4,8%	2,4%
Ne sait pas	15,4%	9,7%	11,9%	9,8%
Pas de réponse	2,6%	0,0%	0,0%	0,0%

Figure 30 : Perception des collecteurs : « Les hommes dominent les meilleurs emplacements de collecte du plastique » selon le sexe



4.9. Le poids des années : l'âge et la perception des inégalités chez les collectrices

Parcourons cette fresque des âges qui nous révèle une vérité sociale poignante. Prenons d'abord ces jeunes femmes, fraîchement arrivées dans le métier. Leur regard est encore neuf, presque naïf. À moins de 18 ans, aucune d'entre elles ne perçoit de domination masculine permanente. "Jamais", répondent 36% d'entre elles, tandis qu'un même pourcentage avoue ne pas savoir. Comme si la dure réalité du terrain ne s'était pas encore imposée à elles. Est-ce l'innocence de la jeunesse, ou simplement le fait qu'elles n'ont pas encore été confrontées aux mécanismes d'exclusion ?

Mais voici qu'avec les années, le voile se déchire. Dans la fleur de l'âge adulte (18-30 ans), les premières fissures apparaissent. 10% reconnaissent maintenant cette domination permanente, tandis que 20% l'observent parfois. Pourtant, près de la moitié continuent de nier son existence. On devine ici les premiers heurts avec la réalité, mais aussi une certaine résistance à admettre l'injustice. Arrive alors le cœur de la vie active (31-50 ans), et avec lui, la prise de conscience brutale. Le "parfois" explose à 45%, comme si chaque jour de travail apportait son lot de preuves. Les dénis ("jamais") reculent significativement, mais curieusement, la perception d'une domination permanente reste modérée (12-13%). Comme si ces femmes, en pleine force de l'âge, refusaient encore de voir leur condition comme totalement figée.

Puis vient le temps des cheveux gris et des dos courbés (50 ans et plus). Ici, les chiffres prennent une résonance particulière. Près d'un tiers des collectrices affirment désormais que les hommes "toujours" dominent les meilleurs emplacements. Le ton est différent : ce n'est plus une observation, mais une certitude forgée par des années, voire des décennies de lutte inégale. Le "parfois" recule, non pas que la situation s'améliore, mais parce qu'elle est désormais perçue comme constante. Que nous disent ces chiffres, sinon l'histoire silencieuse de milliers de femmes ? Une histoire où l'expérience use l'optimisme, où les années transforment les doutes en certitudes. Les jeunes commencent par douter ("ne sait pas"), puis nient ("jamais"), avant de constater ("parfois") et enfin d'affirmer ("toujours").

Cette progression n'est pas qu'une courbe statistique. C'est le récit d'une prise de conscience collective, lente et douloureuse. Chaque tranche d'âge représente un chapitre de cette épopée silencieuse où, jour après jour, année après année, les collectrices de plastique apprennent à nommer l'injustice qu'elles subissent. Au crépuscule de leur carrière, beaucoup semblent avoir cessé de lutter contre cette évidence : oui, les meilleurs emplacements appartiennent aux hommes. Et cette vérité, elles l'ont payée au prix fort - celui d'une vie de labeur.

Tableau 22 : Perception des collectrices de « Les hommes dominent les meilleurs emplacements de collecte du plastic » selon l'âge

	<18 ans	18-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	60 ans et plus
Toujours	0,0%	10,0%	12,9%	12,5%	29,8%	32,6%
Parfois	18,2%	20,0%	45,2%	39,8%	38,1%	30,2%
Jamais	36,4%	45,0%	29,0%	27,3%	16,7%	20,9%
Ne sait pas	36,4%	10,0%	12,9%	15,9%	14,3%	14,0%
Pas de réponse	9,1%	15,0%	0,0%	4,5%	1,2%	2,3%

4.10. Le Savoir et l'Injustice : Quand l'Instruction Redessine les Inégalités

Pénétrons dans ce nouveau tableau (21), où chaque niveau d'éducation esquisse un portrait différent de la réalité vécue par les collectrices. Les chiffres ne sont pas de simples données - ce sont des voix, des regards, des expériences qui s'entrecroisent.

-Parmi celles qui n'ont jamais fréquenté l'école, un tiers (33,3%) affirment d'emblée : les hommes contrôlent toujours les meilleurs spots. La moitié (50%) le constatent parfois. Seules 16,7% osent encore dire "jamais". Leur vérité est sans fard : privées de l'écran protecteur de l'instruction, elles voient l'injustice avec une clarté brutale.

-Avec les premières lettres apprises, le monde se complexifie. La perception d'une domination permanente baisse (22,3%), tandis qu'émerge une vision plus nuancée. Près d'un tiers (27,3%) persistent à nier le

problème - peut-être un dernier refuge de l'insouciance juvénile ? Mais déjà, 14,9% avouent leur incertitude. L'éducation commence son travail de sape des évidences.

-Ici, les certitudes vacillent. 40% perçoivent désormais la domination masculine comme intermittente - plus qu'à tout autre niveau. "Toujours" et "Jamais" se stabilisent à 24%, comme si l'éducation secondaire instaurait une nouvelle neutralité. La réalité n'est plus noire ou blanche, mais prend des teintes de gris.

-Étrange renversement : à ce niveau, seulement 10,6% voient une domination permanente - le taux le plus bas. Près de la moitié (46,8%) l'observent parfois, tandis que 17% avouent ne plus savoir quoi penser. L'éducation aurait-elle créé une génération trop sophistiquée pour reconnaître les inégalités les plus flagrantes ? Ou simplement mieux armée pour les décrypter ?

-Ici, les chiffres prennent une tournure énigmatique. La moitié (50%) ne répondent pas. Est-ce déni ? Mépris pour l'enquête ? Conscience aiguë de la complexité du problème ? Parmi celles qui s'expriment, plus aucune ne nie complètement la domination masculine. L'éducation supérieure aurait-elle brisé les illusions, mais sans offrir de solutions ?

-Ce groupe hétéroclite présente les contrastes les plus saisissants : 28,6% voient une domination permanente, tandis que 33,3% la nient catégoriquement. Près d'un quart (23,8%) avouent leur ignorance. Comme si certaines formations professionnelles créaient plus de confusion que de clarté.

Ainsi se dessine un paradoxe instructif : l'éducation qui devrait libérer finit parfois par rendre invisible l'oppression la plus basique. Les diplômés ne protègent pas des inégalités - ils changent seulement la manière de les regarder. Et parfois, ce nouveau regard peut être... trop subtil pour être utile.

Tableau 23 : Perception des collectrices de « Les hommes dominant les meilleurs emplacements de collecte du plastic » selon le niveau d'instruction

	Néant	Primaire	Collège	Secondaire	Supérieur	Autre
Toujours	33,3%	22,3%	24,0%	10,6%	25,0%	28,6%
Parfois	50,0%	33,1%	40,0%	46,8%	25,0%	14,3%
Jamais	16,7%	27,3%	24,0%	21,3%	0,0%	33,3%
Ne sait pas	0,0%	14,9%	8,0%	17,0%	0,0%	23,8%
Pas de réponse	0,0%	2,5%	4,0%	4,3%	50,0%	0,0%

4.11. Comment le statut matrimonial influence la perception des inégalités

-Les chiffres dévoilent une vérité aussi subtile que cruelle : notre parcours sentimental influence profondément notre perception des inégalités au travail. Derrière les pourcentages se dessinent des récits de solitude, d'unions brisées ou de deuils silencieux, chacun laissant une empreinte distincte sur le regard porté à la domination masculine.

-Jeunes, libres, et peut-être encore préservées des luttes invisibles, seulement 9,8 % des célibataires perçoivent une domination masculine persistante dans le milieu professionnel. Un tiers (34,1 %) l'entrevoient par intermittence, tandis qu'une part presque équivalente (31,7 %) la réfutent catégoriquement. Leur taux élevé de non-réponses (12,2 %) suggère une certaine indifférence ou une distance face à la question. Est-ce l'absence d'engagements conjugaux qui leur permet de conserver une vision plus optimiste – ou plus naïve – des rapports de pouvoir au travail ?

-L'ombre des responsabilités conjugales et familiales semble altérer leur perception. Leur optimisme s'effrite : 18 % discernent désormais une domination masculine permanente, et 38,8 % l'observent occasionnellement. Le déni ("jamais") recule à 27,3 %. Le mariage, en ancrant ces femmes dans des rôles sociaux plus complexes, les rendrait-il plus sensibles aux disparités économiques et hiérarchiques ? Ou est-ce simplement le poids des réalités partagées qui aiguise leur lucidité ?

-Ici, les chiffres basculent dans une froide brutalité. Trois fois plus que les célibataires (31 %) perçoivent une domination masculine constante. Leur incertitude ("ne sait pas") explose à 21,4 %, comme si l'expérience du divorce avait ébranlé leurs certitudes. Seules 9,5 % osent encore affirmer que cette domination n'existe "jamais". Ces femmes, marquées par l'échec d'un engagement intime, projettent-elles sur le monde professionnel une méfiance acquise dans la douleur ? Le divorce serait-il une initiation douloureuse à la réalité des rapports de force

Le constat atteint son paroxysme. Avec 34,1 %, elles sont les plus nombreuses à dénoncer une domination masculine permanente. Leur perception intermittente (34,1 %) rejoint celle des célibataires, mais leur déni s'est effondré (22 %). Après avoir perdu leur conjoint, auraient-elles aussi perdu leurs dernières illusions sur l'égalité ? La vulnérabilité économique et sociale liée au veuvage ferait-elle office de révélateur implacable ? Ainsi, derrière chaque statut marital se cache une lentille déformante – ou clarifiante – à travers laquelle l'injustice professionnelle est perçue. La vie amoureuse, loin d'être un simple refuge, sculpte en silence notre manière d'appréhender les inégalités. Et les chiffres, muets mais éloquents, en portent la trace indélébile.

Tableau 24 : Perception des collectrices de « Les hommes dominent les meilleurs emplacements de collecte du plastic » selon le statut matrimonial

	Célibataire	Marié(e)	Divorcé(e)	Veuf(ve)
Toujours	9,8%	18,0%	31,0%	34,1%
Parfois	34,1%	38,8%	38,1%	34,1%
Jamais	31,7%	27,3%	9,5%	22,0%
Ne sait pa	12,2%	13,7%	21,4%	7,3%
Pas de réponse	12,2%	2,2%	0,0%	2,4%

Figure 31 : Taux des collecteurs affirmant la non-discrimination basée sur le genre selon le sexe

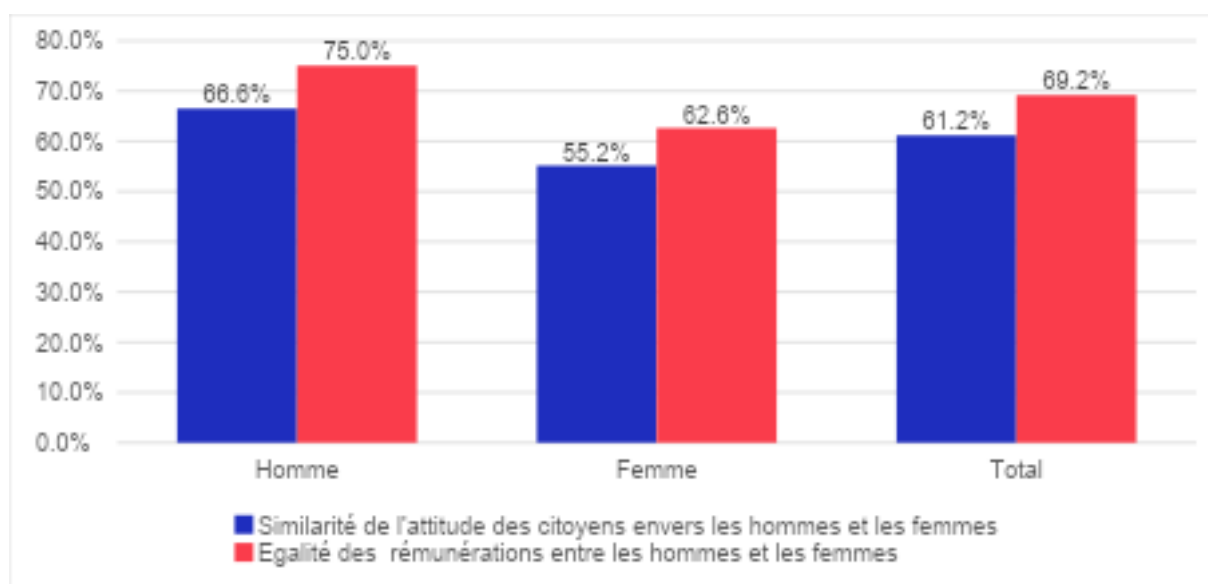


Tableau 25 : Taux des collectrices affirmant la similarité de l'attitude des citoyens envers les hommes et les femmes qui exercent le métier de collecteur selon l'âge/ niveau d'instruction/ statut matrimonial

Tranche d'âge

<18 ans	18-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	60 ans et plus
58,3%	50,0%	77,4%	55,7%	45,2%	60,5%
Niveau d'instruction					
Néant	Primaire	Collège	Secondaire	Supérieur	Autre
50,0%	55,7%	50,0%	63,8%	50,0%	66,7%
Statut matrimonial					
Célibataire	Marié(e)		Divorcé(e)	Veuf(ve)	
54,8%	64,0%		45,2%	41,5%	

4.12. Ce que les chiffres nous disent sur le salaire des femmes collectrices

Le jour se lève à peine quand leurs gants de caoutchouc, striés d'usure, commencent leur ballet mécanique parmi nos détritiques. Elles sont les archivistes silencieuses de nos existences consuméristes, ces femmes qui palpent chaque matin les reliefs de nos vies. Pourtant, derrière leurs gestes précis se cache une vérité plus profonde : ce qu'elles croient - ou refusent de croire - sur la justice de leur salaire.

- **Le temps qui use les certitudes** : Chez les plus jeunes, celles dont les paumes ne portent pas encore les stigmates des années de labeur, près de six sur dix (58,3%) gardent cette foi candide des débuts. Leurs doigts agiles trient les déchets avec l'énergie de celles pour qui chaque aube pourrait apporter un changement.

Puis vient le cap des trente ans, cet âge étrange où la confiance atteint son zénith (83,9%). Est-ce l'illusion de maîtriser enfin son métier ? La conviction tenace qu'à force de persévérance, la reconnaissance finira par venir ? Leurs mains, déjà marquées mais encore fermes, continuent leur travail avec cette assurance propre à celles qui croient encore au système. Mais les années passent. À cinquante ans, le doute s'installe (56%). Les articulations deviennent douloureuses, les gestes plus lents. Les augmentations promises n'arrivent jamais, les promesses s'évaporent comme la buée du matin. Et pourtant, miracle de la résilience humaine, passé soixante ans (62,8%), une forme de paix semble revenir. Résignation ? Sagesse ? Ou simple économie d'énergie pour ces corps fatigués ?

- **Le savoir qui désenchantante**

Étrange paradoxe : celles qui n'ont fréquenté que l'école de la vie (75%) ou se sont instruites seules (76,2%) sont les plus nombreuses à croire en leur juste rémunération. Leur ignorance serait-elle une bénédiction ? Un voile protecteur contre la froide réalité des comptes d'exploitation ?

À mesure que le niveau d'études s'élève, la foi s'érode. Les diplômées du secondaire (63,8%) commencent à douter. Les universitaires (50%), elles, voient clairement les ficelles du système. Leur savoir est devenu une lampe trop crue éclairant les inégalités.

- **L'amour, ce miroir déformant**

Les mariées (70,5%), protégées par la double sécurité du foyer, peuvent encore se permettre de croire au conte de fées salarial. Leur perception est comme adoucie par la présence d'un conjoint, par cette certitude qu'à deux, on résiste mieux aux tempêtes économiques.

Les divorcées (64,3%), elles, ont déjà perdu une bataille. Leur croyance en la justice salariale s'est fissurée, mais ne s'est pas encore effondrée. Quant aux veuves (51,2%), elles savent désormais qu'aucun prince charmant ne viendra compenser les insuffisances de leur bulletin de paie.

- **Le prix de l'illusion**

Ainsi se dessine, à travers ces chiffres, la cartographie d'un désenchantement progressif. La croyance en l'égalité salariale n'est pas une constante, mais une variable fragile, soumise aux aléas de l'âge, de l'éducation et de la vie affective.

Ces femmes qui manipulent chaque jour les vestiges de nos existences nous offrent en réalité une leçon magistrale : croire en la justice économique est souvent le dernier privilège de celles qui n'ont pas encore été confrontées à la dure réalité des comptes en banque, des fins de mois difficiles, des carrières qui n'ont pas tenu leurs promesses.

Leurs mains usées par le travail nous rappellent une vérité essentielle : l'égalité salariale n'est pas qu'une question de chiffres et de pourcentages. C'est d'abord une histoire de perception, d'espoir, et finalement, pour beaucoup, de renoncement

Tableau 26 : Taux des collectrices affirmant l'égalité des rémunérations entre les hommes et les femmes qui exercent le métier de collecteur selon l'âge/ niveau d'instruction/ statut matrimonial

Tranche d'âge					
<18 ans	18-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	60 ans et plus
58,3%	50,0%	83,9%	65,9%	56,0%	62,8%
Niveau d'instruction					
Néant	Primaire	Collège	Secondaire	Supérieur	Autre
75,0%	62,3%	64,0%	63,8%	50,0%	76,2%
Statut matrimonial					
Célibataire	Marié(e)		Divorcé(e)		Veuf(ve)
54,8%	70,5%		64,3%		51,2%

5. La gestion des risques

5.1. Le poids invisible du genre : quand les chiffres révèlent une inégalité corporelle

Les données se dressent devant nous, silencieuses et éloquentes, traçant une cartographie de la douleur professionnelle où chaque pourcentage correspond à une ecchymose, à une toux persistante, à un membre endolori. La réalité des collecteurs et collectrices de déchets s'y révèle dans toute sa crudité : un monde où la pénibilité ne se distribue pas de manière égale, mais suit les lignes de fracture du genre.

- **Blessures : l'égalité dans la violence**

79,2 % pour les hommes, 81,7 % pour les femmes – une différence modeste (2,5 points) qui en dit long sur la brutalité partagée du métier. Pourtant, ce petit écart pourrait bien peser le poids des sacs trop lourds, des gestes répétés dans l'urgence, des équipements inadaptés à des morphologies féminines. Les femmes trinquent légèrement plus, comme si le travail, déjà dur pour tous, s'acharnait avec une subtile malignité sur leurs épaules.

- **Maladies : l'usure accélérée des corps féminins**

L'écart se creuse (80,8 % contre 83,5 %). Les maladies, ces compagnes invisibles, semblent s'installer plus volontiers chez les femmes. Est-ce l'effet cumulé des quarts éreintants et du travail domestique qui attend à la maison ? La double journée, ce fardeau invisible, use-t-elle un peu plus leurs organismes ? Ou bien est-ce simplement que, dans ce secteur comme ailleurs, la santé des femmes passe après – après celle des hommes, après celle de la production, après les impératifs du service ?

- **Intoxications : le paradoxe masculin**

Voilà une inversion troublante : 65,5 % des hommes concernés, contre 61,7 % des femmes. Presque 4 points d'écart, cette fois en défaveur des travailleurs. Peut-être sont-ils plus souvent affectés aux zones les plus toxiques, aux manipulations de produits chimiques, aux bennes les plus polluées. Le graphique ne le dit pas, mais il suggère une division sexuée des risques : aux hommes les poisons invisibles, aux femmes les maux quotidiens.

- **Ce que les courbes avouent à mi-voix**

La synthèse est implacable :

- Les femmes cumulent légèrement plus de blessures et nettement plus de maladies, comme si leur corps payait un surplus invisible.
 - Les hommes, eux, subissent davantage les intoxications, ces agressions sournoises qui ne se voient pas tout de suite.
- Derrière ces chiffres, se dessine une réalité plus vaste : **le travail ne frappe jamais de la même manière**. Il épouse les inégalités préexistantes, se glisse dans les failles du genre, et finit par produire des corps meurtris différemment selon qu'ils sont masculins ou féminins.
- Ces pourcentages ne sont pas que des données : ce sont des dos qui ploient un peu plus chaque matin, des mains féminines qui enfilent des gants troués, des poumons masculins brûlés par des vapeurs toxiques. Ils racontent, mieux qu'un long discours, que l'égalité en matière de risques professionnels reste un mirage – et que, dans l'ombre des bennes à ordures, les corps continuent de payer le prix fort

Figure 32 : Degré d'exposition aux risques selon le sexe

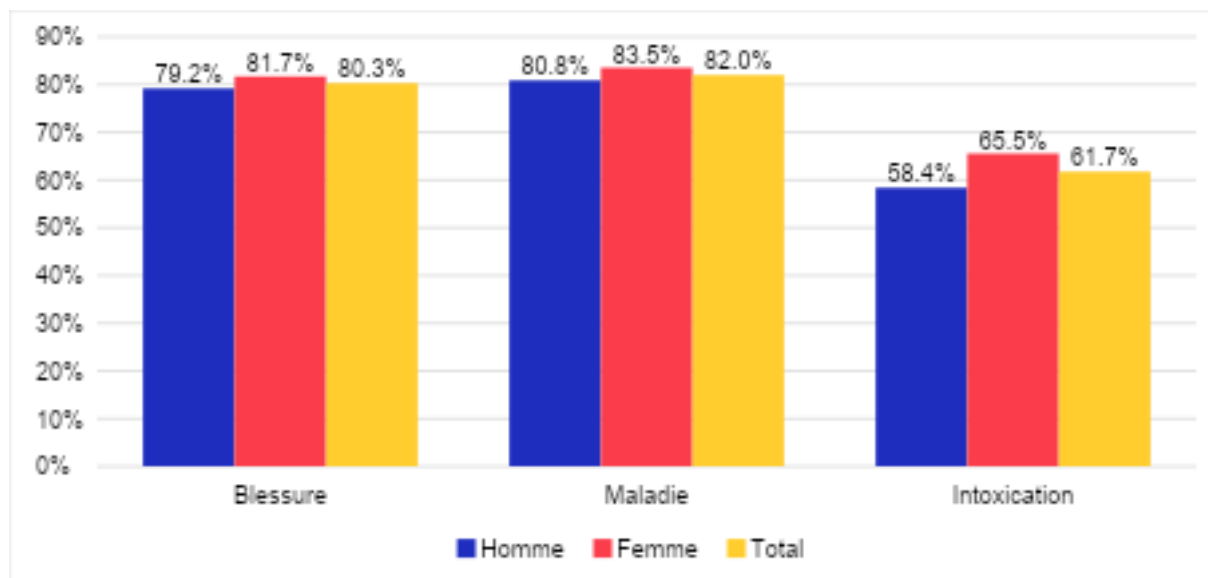


Tableau 27 : Degré d'exposition aux blessures selon les collectrices

Tranche d'âge					
<18 ans	18-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	60 ans et plus
91,7%	85,0%	73,3%	77,9%	84,5%	88,4%
Niveau d'instruction					
Néant	Primaire	Collège	Secondaire	Supérieur	Autre
91,7%	86,0%	79,6%	67,4%	50,0%	81,0%
Statut matrimonial					
Célibataire	Marié(e)		Divorcé(e)	Veuf(ve)	
70,7%	79,6%		88,1%	87,8%	

5.2. Degré d'exposition aux maladies selon les collectrices

Les chiffres s'alignent comme des témoins d'une réalité implacable : plus les collectrices avancent en âge, plus la maladie les guette, mais avec des reculs surprenants. Les moins de 18 ans, fragiles apparemment, trônent à 91,7%, tandis que la quarantaine semble offrir un répit relatif (76,7%) avant que les risques ne remontent en flèche après 50 ans. Comme si la vie, après avoir distillé l'expérience, reprenait son dû avec une insistance accrue.

L'instruction, elle, dessine une courbe protectrice presque trop parfaite : plus le savoir s'accumule, moins le corps succombe. Les diplômées du supérieur résistent à 25%, tandis que l'« autre » catégorie, énigmatique, culmine à 95,2% – peut-être ces femmes oubliées des statistiques classiques, prises dans des réalités trop complexes pour les cases administratives.

Enfin, le statut matrimonial révèle une tragédie discrète : les veuves portent le fardeau le plus lourd (97,6%), suivies des divorcées. Le célibat protège-t-il ? Les mariées résistent-elles mieux ? Les chiffres murmurent une histoire de solitude et de résilience, où chaque statut écrit une page différente du même récit : celui de femmes dont la santé se joue bien au-delà des cliniques, dans les plis de leur vie quotidienne.

Tableau 28 : Degré d'exposition aux maladies selon les collectrices

Tranche d'âge					
<18 ans	18-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	60 ans et plus
91,7%	85,0%	80,0%	76,7%	89,3%	88,4%
Niveau d'instruction					
Néant	Primaire	Collège	Secondaire	Supérieur	Autre
91,7%	87,6%	79,6%	69,6%	25,0%	95,2%
Statut matrimonial					
Célibataire	Marié(e)		Divorcé(e)	Veuf(ve)	
75,6%	78,1%		90,5%	97,6%	

5.3. Degré d'exposition aux intoxications selon les collectrices

Le poison ne choisit pas ses victimes au hasard. Il suit les lignes de l'âge, de l'ignorance et de la solitude avec une logique presque cruelle. Les plus jeunes, celles qui n'ont pas encore franchi le seuil des 18 ans, sont toutes touchées (100%) – comme si leur inexpérience même les livrait sans défense aux substances toxiques. Puis, étonnement, la maturité semble d'abord offrir une protection : à 41-50 ans, le taux chute à 53,5%, avant de remonter légèrement, comme si le corps, après une accalmie, redevenait une proie facile.

L'éducation, elle, agit comme un antidote. Les femmes sans instruction trinquent à 83,3%, tandis que celles qui ont atteint le supérieur échappent totalement aux intoxications (0%). Mais qui sont ces "autres", à 47,6% ? Sans doute celles que les catégories standard ne savent pas nommer, prises dans des interstices où les risques se cachent.

Enfin, le statut matrimonial dessine une géographie de l'isolement. Les veuves, encore une fois, paient le prix fort (73,2%), suivies des divorcées. Les mariées résistent mieux (59,1%), peut-être protégées par un réseau familial, tandis que les célibataires oscillent entre indépendance et danger (63,4%).

Tableau 29 : Degré d'exposition aux intoxications selon les collectrices

Tranche d'âge					
<18 ans	18-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	60 ans et plus
100,0%	80,0%	70,0%	53,5%	70,2%	65,1%
Niveau d'instruction					
Néant	Primaire	Collège	Secondaire	Supérieur	Autre
83,3%	67,8%	67,3%	52,2%	0,0%	47,6%
Statut matrimonial					
Célibataire	Marié(e)		Divorcé(e)	Veuf(ve)	
63,4%	59,1%		69,0%	73,2%	

5.4. Précautions prises pour exercer le métier selon le sexe des collecteurs

La figure 17 montre les précautions prises par les collecteurs de déchets selon leur sexe, révélant des différences importantes dans les comportements de prévention. La vaccination est signalée par 18,3 % des hommes et seulement 4,0 % des femmes, indiquant une disparité significative dans l'accès ou l'acceptation des vaccins entre les sexes. L'utilisation de désinfectant est adoptée par 24,9 % des hommes et 24,4 % des femmes, montrant une parité dans cette pratique de prévention. La prise de médicaments est moins fréquente, avec 11,3 % des hommes et 16,1 % des femmes, ce qui peut refléter des différences dans les approches de la santé ou l'accès aux soins.

Concernant les mesures d'hygiène, le lavage des mains est pratiqué par 64,7 % des hommes contre 61,9 % des femmes, tandis que le lavage du visage est adopté par 67,9 % des hommes et 66,9 % des femmes, montrant une légère prédominance masculine. Pour le lavage des mains et des pieds, les chiffres sont similaires, avec 68,9 % des hommes et 67,7 % des femmes, signalant une prise de conscience générale de l'importance de l'hygiène. La douche après le travail est pratiquée par 66,9 % des hommes et 67,7 % des

femmes, ce qui suggère une normalisation de cette pratique parmi les collecteurs, indépendamment du sexe.

Cette analyse des précautions prises révèle non seulement les comportements de prévention mais aussi des inégalités potentielles dans l'accès à certaines mesures de santé. Les différences observées dans la vaccination et la prise de médicaments peuvent indiquer des écarts dans l'éducation à la santé, les ressources disponibles ou les attitudes culturelles envers les soins de santé. Ces résultats soulignent l'importance d'aborder les besoins spécifiques des collecteurs de déchets en matière de sensibilisation et d'accès aux soins, en tenant compte des différences de genre pour développer des programmes de santé adaptés

Figure 33 : Précautions prises pour exercer le métier selon le sexe des collecteurs

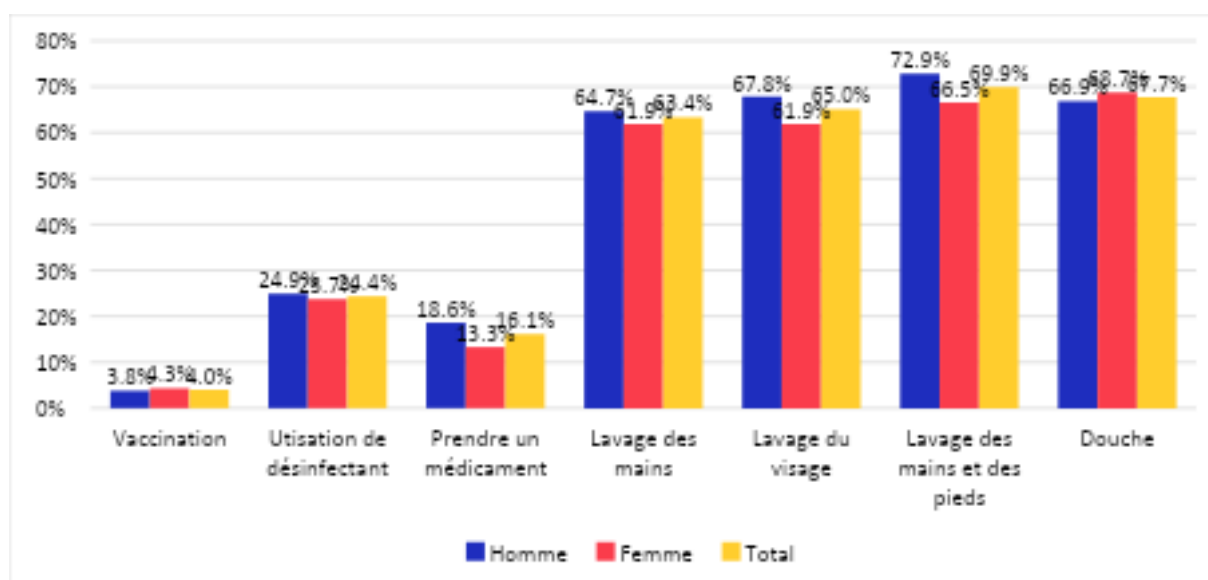


Tableau 30 : Précautions prises par les collectrices pour exercer le métier selon leur groupe d'âge

	<18 ans	18-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	60 ans et plus
Vaccination	8,3%	10,0%	3,3%	4,7%	2,4%	4,7%
Utilisation de désinfectant	33,3%	25,0%	26,7%	20,9%	23,8%	25,6%
Prendre un médicament	8,3%	20,0%	30,0%	16,3%	9,5%	2,3%
Lavage des mains	33,3%	55,0%	63,3%	70,9%	59,5%	60,5%
Lavage du visage	33,3%	50,0%	56,7%	69,8%	63,1%	65,1%
Lavage des mains et des pieds	41,7%	50,0%	66,7%	69,8%	71,4%	67,4%
Douche	83,3%	50,0%	76,7%	69,8%	66,7%	72,1%

5.5. Précautions prises par les collectrices pour exercer le métier selon leur groupe d'âge

Les chiffres dessinent une cartographie de la peur et de la prudence, où l'âge trace des frontières invisibles entre les réflexes de survie. Les plus jeunes, celles qui n'ont pas encore 18 ans, semblent naviguer entre négligence et excès : "83,3%" prennent des douches, comme pour se laver de l'opprobre du métier, mais seulement "8,3%" se vaccinent, peut-être par insouciance ou manque d'accès.

À mesure que les années passent, les gestes deviennent plus méthodiques. Entre "31 et 40 ans", les médicaments grimpent à "30%", signe d'un corps qui commence à faiblir et d'une confiance accrue dans les remèdes chimiques. Mais c'est entre "41 et 50 ans" que la rigueur hygiénique atteint son apogée :

"70,9%" lavent leurs mains, "69,8%" leur visage, et presque autant leurs mains et pieds. Comme si, à mi-chemin de la vie, la saleté du métier devenait plus insupportable que jamais.

Les aînées, celles de '60 ans et plus", maintiennent ces rituels avec une obstination digne de survivantes. Le lavage des mains et des pieds reste élevé ("67,4%"), mais les médicaments chutent à "2,3%" – peut-être par lassitude, ou parce que le corps, trop usé, ne répond plus aux pilules.

Tableau 31 : Précautions prises par les collectrices pour exercer le métier selon leur niveau d'instruction

	Néant	Primaire	Collège	Secondaire	Supérieur	Autre
Vaccination	0,0%	4,1%	4,1%	6,5%	0,0%	4,8%
Utilisation de désinfectant	0,0%	28,9%	12,2%	17,4%	0,0%	23,8%
Prendre un médicament	0,0%	9,1%	20,4%	21,7%	25,0%	0,0%
Lavage des mains	66,7%	62,0%	67,3%	65,2%	50,0%	71,4%
Lavage du visage	75,0%	65,3%	67,3%	58,7%	50,0%	61,9%
Lavage des mains et des pieds	75,0%	67,8%	75,5%	65,2%	50,0%	76,2%
Douche	75,0%	66,9%	77,6%	63,0%	50,0%	66,7%

Tableau 32 : Précautions prises par les collectrices pour exercer le métier selon leur statut matrimonial

	Célibataire	Marié(e)	Divorcé(e)	Veuf(ve)
Vaccination	7,3%	4,4%	4,8%	2,4%
Utilisation de désinfectant	31,7%	19,7%	26,2%	9,8%
Prendre un médicament	12,2%	16,1%	14,3%	4,9%
Lavage des mains	51,2%	65,0%	76,2%	58,5%
Lavage du visage	51,2%	62,0%	78,6%	65,9%
Lavage des mains et des pieds	58,5%	66,4%	78,6%	75,6%
Douche	58,5%	70,1%	76,2%	65,9%

Relations de travail

La figure 18 révèle comment les collecteurs et collectrices perçoivent le regard des autres sur leur travail de collecte des plastiques. Les résultats montrent que 27,9 % des hommes ressentent du mépris à leur égard, tandis que 10,2 % expriment un sentiment d'ignorance. Pour les femmes, 25,6 % signalent également du mépris, mais une proportion plus élevée (25,6 %) ressent de la sympathie.

Le respect est plus souvent attribué aux femmes, avec 46,7 % d'entre elles le ressentant, contre 40,0 % des hommes. Cela suggère que les femmes pourraient être perçues de manière plus positive dans leur rôle.

Un nombre significatif de collecteurs et collectrices choisit de ne pas se prononcer sur le regard des autres, avec 9,5 % des hommes et 10,2 % des femmes qui n'ont pas d'opinion claire, ce qui peut indiquer une ambivalence ou une méconnaissance de leur travail.

Figure 34 : Perception des collecteurs du regard des autres lors de la collecte des plastiques

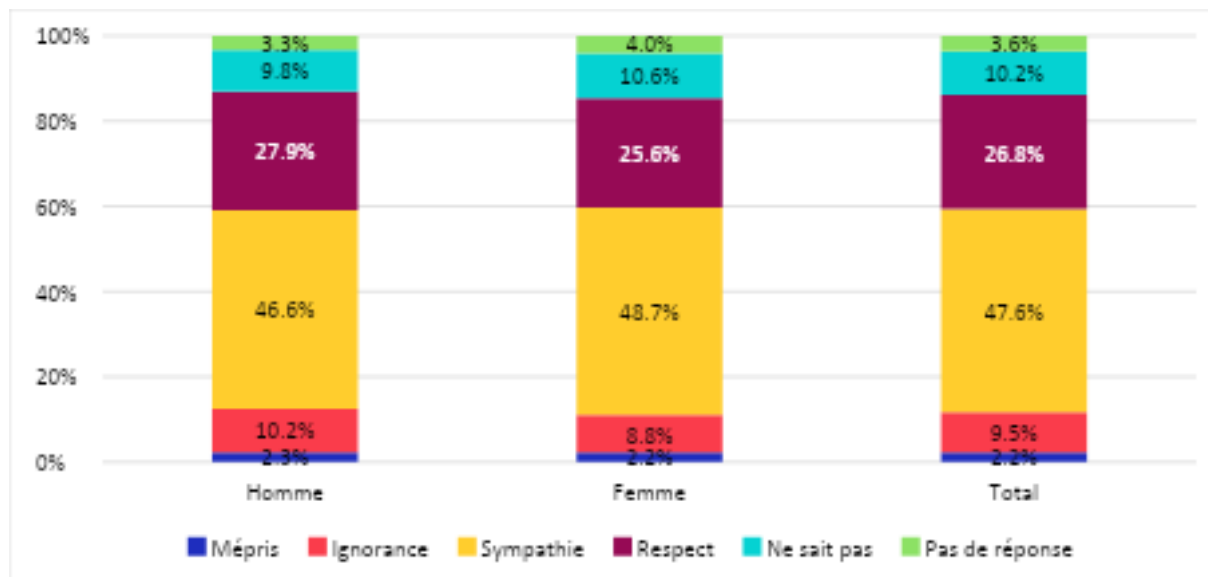


Tableau 33 : Perception des collectrices du regard des autres lors de la collecte des plastiques selon leur âge

	<18 ans	18-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	60 ans et plus
Mépris	0,0%	0,0%	10,7%	1,2%	0,0%	4,7%
Ignorance	18,2%	5,0%	3,6%	8,3%	9,5%	11,6%
Sympathie	45,5%	30,0%	25,0%	45,2%	67,9%	44,2%
Respect	18,2%	20,0%	42,9%	33,3%	15,5%	20,9%
Ne sait pas	18,2%	40,0%	14,3%	6,0%	4,8%	14,0%
Pas de réponse	0,0%	5,0%	3,6%	6,0%	2,4%	4,7%

Tableau 34 : Perception des collectrices du regard des autres lors de la collecte des plastiques selon leur niveau d'instruction

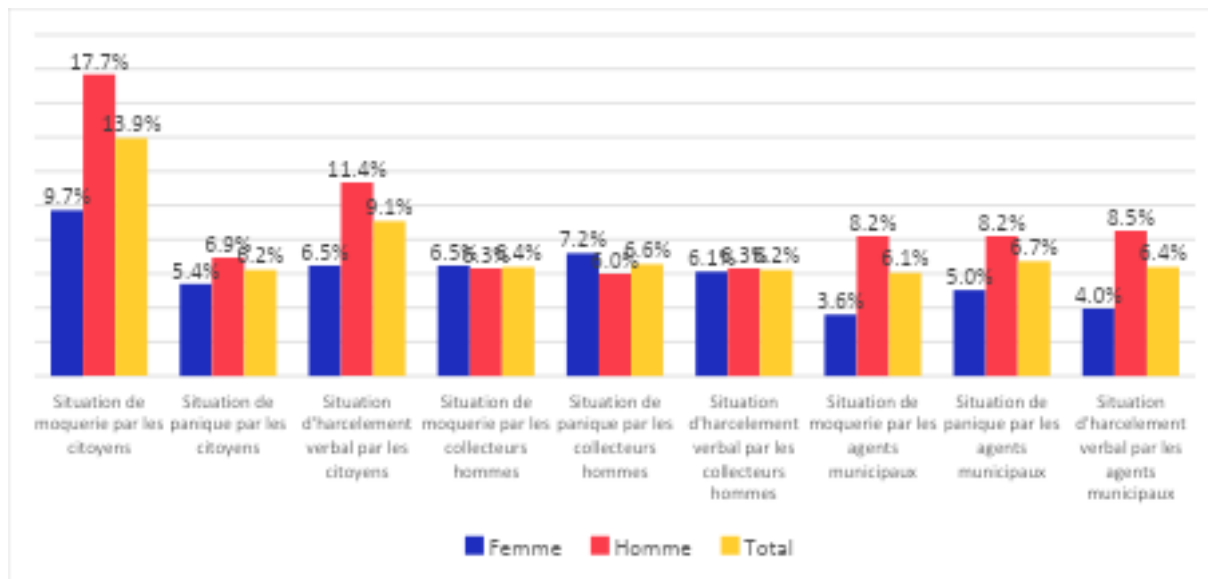
	Néant	Primaire	Collège	Secondaire	Supérieur	Autre
Mépris	0,0%	2,5%	2,1%	0,0%	0,0%	4,8%
Ignorance	16,7%	6,8%	8,3%	4,4%	0,0%	28,6%
sympathie	50,0%	60,2%	56,3%	33,3%	0,0%	23,8%
Respect	25,0%	16,9%	27,1%	48,9%	50,0%	33,3%
Ne sait pas	0,0%	10,2%	4,2%	13,3%	0,0%	4,8%
Pas de réponse	8,3%	3,4%	2,1%	0,0%	50,0%	4,8%

Tableau 35 : Perception des collectrices du regard des autres lors de la collecte des plastiques selon leur statut matrimonial

	Célibataire	Marié(e)	Divorcé(e)	Veuf(ve)
Mépris	0,0%	3,0%	2,4%	2,4%
Ignorance	12,5%	7,5%	11,9%	7,3%
Sympathie	40,0%	45,1%	59,5%	65,9%
Respect	22,5%	35,3%	16,7%	12,2%
Ne sait pas	20,0%	6,0%	7,1%	9,8%

Pas de réponse	5,0%	3,0%	2,4%	2,4%
----------------	------	------	------	------

Figure 35 : Taux des collecteurs qui ont vécu dans une situation embarrassante dans les lieux de travail par les autres



Le tableau 34 présente les expériences des collectrices face à des situations embarrassantes sur leur lieu de travail, en fonction de leur âge et de la source de ces expériences (citoyens, collecteurs hommes, agents municipaux). L'analyse des données révèle des tendances significatives concernant la façon dont la perception et le traitement des collectrices varient selon l'âge et le contexte social. Dans la catégorie des moqueries par les citoyens, les collectrices de moins de 18 ans sont les plus touchées, avec 25,0 %, tandis que celles de 18 à 30 ans ne signalent aucune moquerie. Ce contraste suggère que les jeunes collectrices pourraient être particulièrement vulnérables à des comportements négatifs, peut-être à cause de leur statut perçu comme moins légitime dans un travail souvent stigmatisé. Les collectrices âgées de 31 à 40 ans (10,0 %), 41 à 50 ans (10,5 %), et 51 à 60 ans (7,1 %) font face à des moqueries dans une mesure moindre, tandis que celles de 60 ans et plus (14,0 %) montrent une résilience face à des attitudes négatives, ce qui pourrait indiquer un certain degré d'acceptation ou de désensibilisation avec l'âge.

Concernant les situations de panique, les collectrices de moins de 18 ans rapportent un taux de 8,3 %, alors que celles de 18 à 30 ans ne signalent aucune expérience. Les collectrices des tranches d'âge plus avancées (31-40 ans, 41-50 ans, et 51-60 ans) montrent des taux de panique plus faibles (3,5 % à 10,0 %), ce qui pourrait indiquer une meilleure gestion des situations de stress avec l'expérience. Les expériences d'harcèlement verbal sont particulièrement préoccupantes. Les collectrices de moins de 18 ans et celles de 31 à 40 ans rapportent chacune 25,0 % et 13,3 % respectivement, tandis que les tranches d'âge plus avancées (41-50 ans, 51-60 ans, et 60 ans et plus) affichent des taux allant de 4,7 % à 6,0 %. Cela démontre que les jeunes collectrices sont plus exposées aux comportements d'harcèlement, tandis que les collectrices plus âgées semblent bénéficier d'une certaine forme de respect ou d'indifférence face aux comportements négatifs.

En ce qui concerne les collecteurs hommes et les agents municipaux, les taux de moquerie, de panique et d'harcèlement verbal sont relativement faibles, et l'absence de signalement par les hommes pour la tranche d'âge de 18 à 30 ans pourrait indiquer une dynamique de pouvoir où les comportements négatifs sont davantage dirigés vers les collectrices. Les agents municipaux, quant à eux, semblent également adopter une attitude plus respectueuse, avec des taux de moquerie et d'harcèlement verbal. Ce tableau met en lumière les défis spécifiques auxquels font face les collectrices, notamment les jeunes, qui subissent des moqueries et de le harcèlement verbal dans une plus grande mesure. Ces résultats

soulignent la nécessité d'initiatives visant à sensibiliser le public et à promouvoir un environnement de travail plus respectueux, tout en tenant compte des dynamiques d'âge et de genre.

Tableau 36 : Taux des collectrices qui ont vécu dans une situation embarrassante dans les lieux de travail par les autres selon l'âge

	<18 ans	18-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	60 ans et plus
Situation de moquerie par les citoyens	25,0%	0,0%	10,0%	10,5%	7,1%	14,0%
Situation de panique par les citoyens	8,3%	0,0%	10,0%	3,5%	3,6%	9,3%
Situation d'harcèlement verbal par les citoyens	25,0%	0,0%	13,3%	4,7%	6,0%	4,7%
Situation de moquerie par les collecteurs hommes	0,0%	5,0%	6,7%	3,5%	10,7%	7,0%
Situation de panique par les collecteurs hommes	0,0%	5,0%	3,3%	3,5%	11,9%	11,6%
Situation d'harcèlement verbal par les collecteurs hommes	0,0%	5,0%	6,7%	4,7%	10,7%	2,3%
Situation de moquerie par les agents municipaux	0,0%	0,0%	3,3%	2,3%	7,1%	2,3%
Situation de panique par les agents municipaux	8,3%	0,0%	3,3%	3,5%	9,5%	2,3%
Situation d'harcèlement verbal par les agents municipaux	0,0%	0,0%	3,3%	3,5%	7,1%	2,3%

Tableau 37 : Taux des collectrices qui ont vécu dans une situation embarrassante dans les lieux de travail par les autres selon le niveau d'instruction

	Néant	Primaire	Collège	Secondaire	Supérieur
Situation de moquerie par les citoyens	0,0%	9,9%	8,2%	4,3%	0,0%
Situation de panique par les citoyens	0,0%	5,0%	8,2%	2,2%	0,0%
Situation d'harcèlement verbal par les citoyens	0,0%	7,4%	6,1%	2,2%	0,0%
Situation de moquerie par les collecteurs hommes	0,0%	9,9%	6,1%	2,2%	0,0%
Situation de panique par les collecteurs hommes	8,3%	9,9%	6,1%	2,2%	0,0%
Situation d'harcèlement verbal par les collecteurs hommes	8,3%	8,3%	6,1%	2,2%	0,0%
Situation de moquerie par les agents municipaux	0,0%	5,0%	6,1%	0,0%	0,0%
Situation de panique par les agents municipaux	0,0%	7,4%	6,1%	0,0%	0,0%
Situation d'harcèlement verbal par les agents municipaux	0,0%	5,0%	6,1%	0,0%	0,0%

Le tableau 36 présente les expériences des collectrices de déchets concernant les situations embarrassantes vécues au travail, en fonction de leur statut matrimonial. Les résultats montrent des différences intéressantes dans la manière dont les collectrices perçoivent le regard des autres, selon qu'elles sont célibataires, mariées, divorcées ou veuves. Concernant les moqueries par les citoyens, les taux

sont relativement similaires entre les célibataires (9,8 %), les mariés (9,5 %) et les divorcés (9,5 %), tandis que les veuves rapportent un taux plus élevé de 14,6 %. Cela pourrait indiquer que les veuves, en raison de leur statut, sont plus vulnérables aux jugements négatifs de la part des citoyens, possiblement en raison de stéréotypes associés à leur situation. Pour ce qui est des situations de panique, les taux sont également proches les uns des autres, avec les veuves affichant le taux le plus élevé à 9,8 %, suivi des mariés (5,1 %) et des célibataires (4,9 %). Les divorcés présentent un taux similaire (4,8 %). Cela suggère que les veuves peuvent éprouver une pression sociale plus forte, entraînant des situations de stress plus fréquentes.

En ce qui concerne le harcèlement verbal, les taux sont assez constants, avec 7,3 % pour les célibataires et les mariés, et 7,1 % pour les divorcés. Les veuves montrent un taux plus faible de 4,9 %, ce qui pourrait indiquer qu'elles rencontrent moins de comportements d'harcèlement verbal, peut-être en raison d'une perception de vulnérabilité ou de respect dû à leur statut.

En observant les collecteurs hommes, les célibataires rapportent 4,9 % de moqueries, tandis que les mariés affichent 4,4 %. Les divorcés présentent un taux plus élevé de 9,5 %, et les veuves un taux de 14,6 %. Cela suggère que les hommes divorcés et veufs peuvent être perçus différemment, avec un taux de moquerie plus élevé dirigé vers les veuves.

Pour le harcèlement verbal, les collecteurs hommes rapportent des taux variables, avec les divorcés et veufs affichant des taux plus élevés (11,9 % pour les divorcés et 12,2 % pour les veufs). Cela peut refléter une dynamique où le statut matrimonial influence la manière dont les collecteurs sont perçus et traités par leurs pairs. Enfin, les agents municipaux montrent également des taux de moqueries et d'harcèlement verbal relativement faibles, avec des variations selon le statut matrimonial. Notamment, les divorcés signalent un taux de 11,9 % de moqueries, ce qui pourrait indiquer une stigmatisation particulière associée à ce statut. Dans l'ensemble, l'analyse de ce tableau souligne l'impact du statut matrimonial sur les expériences vécues par les collectrices, mettant en lumière des différences dans la perception et le traitement social. Les veuves semblent particulièrement vulnérables aux moqueries et aux situations de panique, tandis que les hommes montrent également des variations significatives en fonction de leur statut matrimonial. Ces résultats mettent en évidence la nécessité de sensibiliser le public et de promouvoir un environnement de travail respectueux pour toutes les collectrices, indépendamment de leur situation personnelle.

Tableau 38 : Taux des collectrices qui ont vécu dans une situation embarrassante dans les lieux de travail par les autres selon le statut matrimonial

	Célibataire	Marié(e)	Divorcé(e)	Veuf(ve)
Situation de moquerie par les citoyens	9,8%	9,5%	9,5%	14,6%
Situation de panique par les citoyens	4,9%	5,1%	4,8%	9,8%
Situation d'harcèlement verbal par les citoyens	7,3%	7,3%	7,1%	4,9%
Situation de moquerie par les collecteurs hommes	4,9%	4,4%	9,5%	14,6%
Situation de panique par les collecteurs hommes	2,4%	5,1%	11,9%	17,1%
Situation d'harcèlement verbal par les collecteurs hommes	7,3%	2,9%	11,9%	12,2%
Situation de moquerie par les agents municipaux	0,0%	1,5%	11,9%	7,3%
Situation de panique par les agents municipaux	2,4%	2,2%	14,3%	7,3%
Situation d'harcèlement verbal par les agents municipaux	2,4%	1,5%	11,9%	4,9%

6. Collecteurs victimes de violence physique selon le sexe et l'acteur de violence

La figure 20 illustre les taux de collecteurs victimes de violence physique, différenciés par sexe et par acteur de violence, offrant un aperçu des dynamiques de genre et des expériences vécues sur le terrain. Les collecteurs hommes signalent un taux de violence physique de 8,5 % imputable aux citoyens, tandis

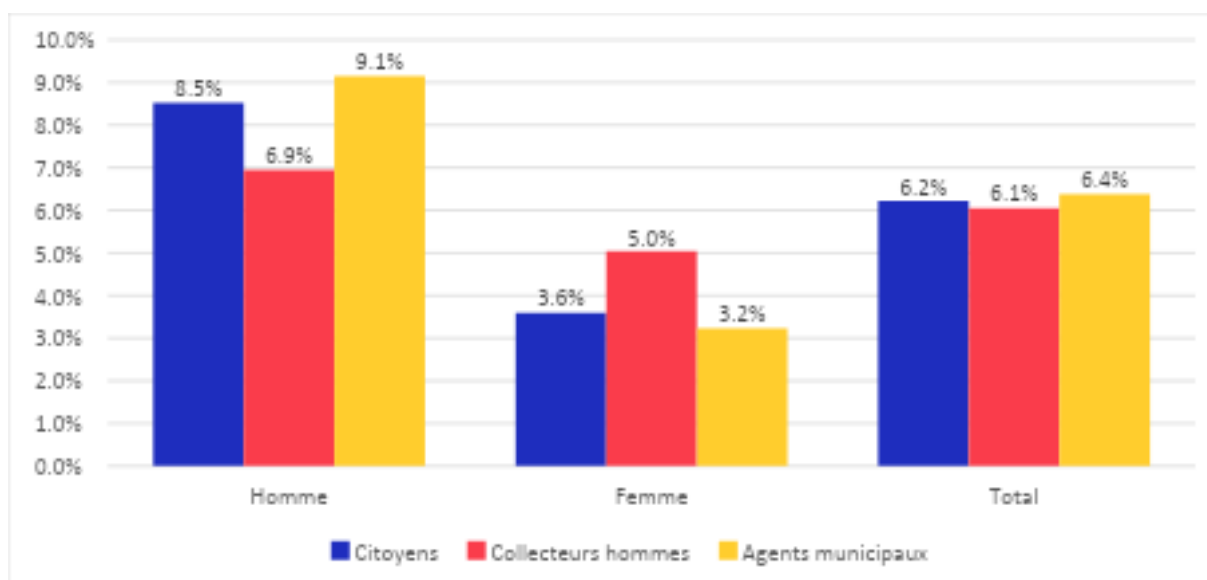
que 6,9 % attribuent cette violence à d'autres collecteurs hommes. Les agents municipaux sont responsables de 6,2 % des cas. Ces chiffres montrent que les hommes sont confrontés à des violences principalement de la part des citoyens, ce qui pourrait refléter des tensions sociales ou des stéréotypes négatifs associés à leur profession.

Pour les collectrices femmes, le taux de violence physique est de 9,1 % par les citoyens, ce qui est significativement élevé. En revanche, seulement 3,6 % des femmes rapportent des actes de violence de la part de collecteurs hommes, et 6,1 % de la part des agents municipaux. Cela indique que les femmes sont également victimes de violence, mais principalement de la part de citoyens, soulignant une vulnérabilité particulière dans l'espace public.

En analysant les données globalement, le taux total de violence physique est de 6,4 %, ce qui démontre que les collecteurs, qu'ils soient hommes ou femmes, sont confrontés à des actes de violence dans l'exercice de leur métier. Les résultats mettent en lumière la nécessité d'initiatives visant à sensibiliser la population et à garantir la sécurité des collecteurs, en particulier des femmes, qui semblent subir une pression plus forte de la part des citoyens.

Ces résultats soulignent l'importance d'aborder les questions de violence dans le secteur de la collecte des déchets, en mettant l'accent sur la protection des travailleurs contre des comportements agressifs, tout en tenant compte des différences de genre dans l'expérience de la violence.

Figure 36 : Taux des collecteurs victimes de violence physique selon le sexe et l'acteur de violence



Les tableaux 37, 38 et 39 présentent les taux de violence physique subie par les collectrices, selon l'âge, le niveau d'instruction et le statut matrimonial, ainsi que les acteurs impliqués.

Âge et acteur de violence

Dans le tableau 37, il est notable que les collectrices de moins de 18 ans ne rapportent aucune expérience de violence physique, tout comme celles âgées de 18 à 30 ans. En revanche, à partir de 41 ans, les taux commencent à augmenter, avec 2,3 % pour la tranche 41-50 ans, 3,6 % pour 51-60 ans, et atteignant 11,6 % pour celles de 60 ans et plus. Ces chiffres suggèrent que les collectrices plus âgées peuvent être plus exposées à la violence physique de la part des citoyens, ce qui pourrait refléter des dynamiques de vulnérabilité accrue avec l'âge.

Les collectrices de 18 à 30 ans rapportent 5,0 % de violence de la part des collecteurs hommes et 6,7 % pour celles de 31 à 40 ans. Cela indique que les jeunes collectrices peuvent également faire face à des

comportements inappropriés de leurs pairs, soulignant une problématique de respect et de considération dans le milieu de travail.

Niveau d'instruction et acteur de violence

Le tableau 38 montre que les collectrices ayant un niveau d'instruction "Néant" subissent 0,0 % de violence physique de la part des citoyens, tandis que celles avec un niveau primaire rapportent 3,3 %. Les collectrices ayant un niveau secondaire affichent 4,3 %, tandis que celles ayant un niveau supérieur souffrent de 0,0 %. Cependant, un taux élevé de 14,3 % est observé pour les collectrices ayant un niveau "Autre", ce qui mérite une attention particulière, car cela pourrait indiquer des facteurs de vulnérabilité spécifiques liés à des situations non conventionnelles. Concernant les collecteurs hommes, les taux de violence physique varient, atteignant 8,3 % pour ceux sans instruction et 9,5 % pour ceux ayant un niveau "Autre". Cela suggère que le niveau d'éducation pourrait influencer les comportements et les interactions sur le terrain.

Statut matrimonial et acteur de violence

Dans le tableau 39, les collectrices veuves sont les plus touchées, avec un taux de 9,8 % de violence physique par des citoyens. Les célibataires et les mariées rapportent des taux beaucoup plus bas (0,0 % et 2,9 % respectivement), tandis que les divorcées affichent 4,8 %. Cela indique que le statut matrimonial peut jouer un rôle dans la perception et le traitement des collectrices, avec les veuves étant particulièrement vulnérables à des comportements agressifs. Les collecteurs hommes montrent également des taux de violence variable selon leur statut matrimonial, avec 12,2 % pour les veufs, ce qui pourrait refléter des dynamiques sociales où le statut personnel influence les perceptions et les comportements des autres. L'analyse de ces tableaux met en lumière des dimensions importantes concernant les collectrices victimes de violence physique. Les résultats soulignent que l'âge, le niveau d'instruction et le statut matrimonial influencent la vulnérabilité des collectrices face à la violence. Les collectrices plus âgées et veuves semblent particulièrement exposées, tandis que les jeunes et celles avec un niveau d'instruction plus bas peuvent également faire face à des comportements inappropriés, notamment de la part de leurs pairs. Ces observations soulignent l'urgence de mettre en place des mesures de protection et de sensibilisation pour garantir la sécurité et le respect des collectrices dans leur milieu de travail.

Tableau 39 : Taux des collectrices victimes de violence physique selon l'âge et l'acteur de violence

	<18 ans	18-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	60 ans et plus
Citoyens	0,0%	0,0%	0,0%	2,3%	3,6%	11,6%
Collecteurs hommes	0,0%	5,0%	6,7%	3,5%	7,1%	4,7%
Agents municipaux	0,0%	0,0%	6,7%	3,5%	4,8%	0,0%

Tableau 40 : Taux des collectrices victimes de violence physique selon le niveau d'instruction et l'acteur de violence

	<18 ans	18-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	60 ans et plus
Citoyens	0,0%	3,3%	0,0%	4,3%	0,0%	14,3%
Collecteurs hommes	8,3%	5,0%	8,2%	2,2%	0,0%	9,5%
Agents municipaux	0,0%	4,1%	6,1%	2,2%	0,0%	0,0%

Tableau 41 : Taux des collectrices victimes de violence physique selon le statut matrimonial et l'acteur de violence

	Célibataire	Marié(e)	Divorcé(e)	Veuf(ve)
Citoyens	0,0%	2,9%	4,8%	9,8%
Collecteurs hommes	4,9%	3,6%	4,8%	12,2%
Agents municipaux	2,4%	3,6%	4,8%	2,4%

7. Un titre qui se colle à la peau comme la poussière du métier

La courbe de l'acceptation dessine une vie entière de rapports ambivalents à ce sobriquet professionnel. Les adolescentes (<18 ans), encore hésitantes, ne sont qu'à moitié convaincues (50% d'acceptation). Le refus y est plus marqué (25%) que dans tout autre groupe - comme si la jeunesse espérait encore échapper à ce destin tracé. Entre 30 et 40 ans, l'âge de la résignation active, le taux d'acceptation culmine (56,7%). Mais c'est aussi là que la "pression" se fait le plus sentir (10%) - pression des collègues ? De la nécessité économique ? Le métier, à cet âge, a déjà marqué leurs épaules autant que ce nom marque leur identité.

La cinquantaine apporte une rébellion sourde : seulement 45,3% acceptent librement, tandis qu'un quart (25,6%) cèdent sous pression - peut-être ces mères de famille pour qui le travail prime sur la dignité.

Puis vient le troisième âge, où les survivantes de la profession (67,4% d'acceptation à 60+ ans) finissent par porter ce nom comme une médaille de service. Le refus persiste chez près d'une sur cinq (18,6%), ces irréductibles qui, même après des décennies, n'ont jamais pu s'habituer à cette étiquette.

Les "ne sait pas" (6,7% à 40 ans) sont les plus tragiques - celles qui n'ont même pas eu l'énergie de se positionner. Quant aux silencieuses ("pas de réponse"), elles disparaissent avec l'âge, comme si la vieillesse ne laissait plus de place aux ambiguïtés

Figure 37 : Répartition des collecteurs qui accepte être appelés par leur titre « Barbeche » selon le sexe

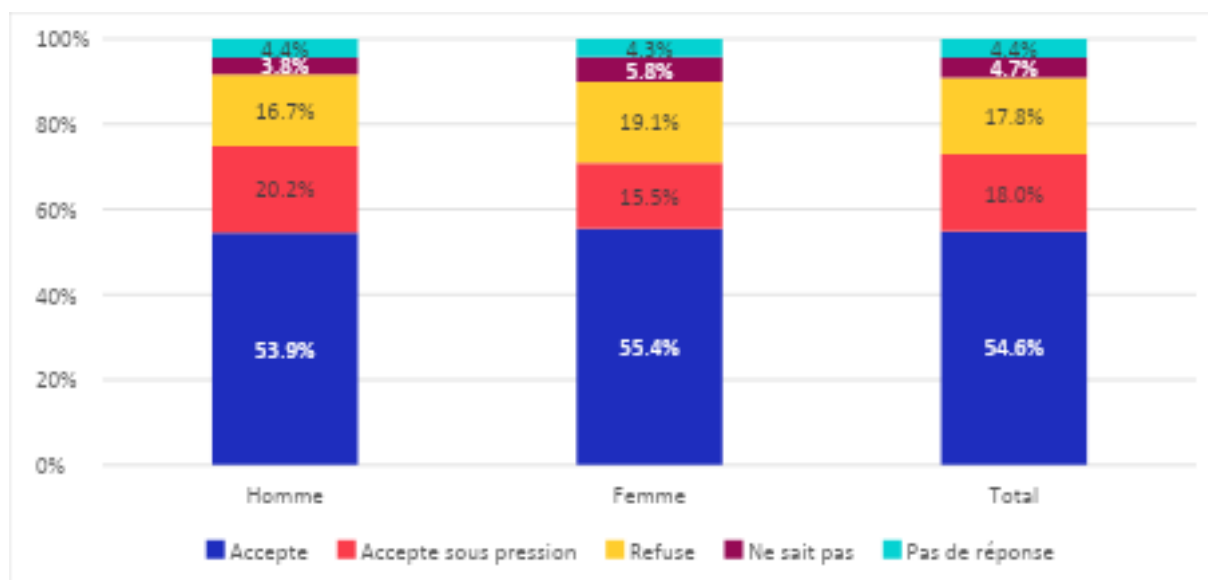


Tableau 42 : Répartition des collectrices qui accepte être appelées par leur titre « Barbache » selon leur âge

	<18 ans	18-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	60 ans et plus
Accepte	50,0%	55,0%	56,7%	45,3%	59,5%	67,4%
Accepte sous pression	0,0%	5,0%	10,0%	25,6%	16,7%	7,0%
Refuse	25,0%	20,0%	23,3%	19,8%	16,7%	18,6%

Ne sait pas	8,3%	15,0%	6,7%	3,5%	3,6%	7,0%
Pas de réponse	16,7%	5,0%	3,3%	5,8%	3,6%	0,0%

Tableau 43 : Répartition des collectrices qui accepte être appelées par leur titre « Barbeche » selon leur niveau d'instruction

	Néant	Primaire	Collège	Secondaire	Supérieur	Autre
Accepte	66,7%	49,6%	67,3%	54,3%	0,0%	47,6%
Accepte sous pression	0,0%	20,7%	16,3%	19,6%	25,0%	0,0%
Refuse	25,0%	20,7%	12,2%	15,2%	25,0%	42,9%
Ne sait pas	8,3%	5,0%	0,0%	6,5%	0,0%	4,8%
Pas de réponse	0,0%	4,1%	4,1%	4,3%	50,0%	4,8%

Tableau 44 : Répartition des collectrices qui accepte être appelées par leur titre « Barbeche » selon leur statut matrimonial

	Célibataire	Marié(e)	Divorcé(e)	Veuf(ve)
Accepte	46,3%	52,6%	57,1%	63,4%
Accepte sous pression	14,6%	17,5%	16,7%	14,6%
Refuse	19,5%	21,2%	19,0%	17,1%
Ne sait pas	9,8%	4,4%	2,4%	4,9%
Pas de réponse	9,8%	4,4%	4,8%	0,0%

IV. En guise de conclusion :

Afin de creuser davantage les données de l'enquête, deux conférences délibératives ont été organisées. La première conférence s'est tenue à El Mnihla (gouvernorat de l'Ariana), et la seconde à Bab El Khadra (gouvernorat de Tunis). Ces conférences avaient pour objectif principal de valider les résultats de l'enquête quantitative préalable, tout en enrichissant notre compréhension des enjeux identifiés. Les 40 participantes ont été recrutées en se basant sur les informations recueillies lors de l'enquête quantitative, ainsi que sur les suggestions d'acteurs associatifs locaux. Ce double processus de recrutement a garanti la représentativité et la diversité des voix au sein des conférences.

Objectifs :

Les conférences délibératives servaient plusieurs objectifs clés :

- Validation des Résultats** : En réunissant un groupe de participantes ayant déjà contribué à l'enquête, nous avons pu confronter les résultats quantitatifs aux expériences vécues. Cette validation est importante pour assurer la fiabilité des données et pour permettre une interprétation nuancée des résultats.
- Enrichissement des Données** : Les échanges lors des conférences ont permis d'approfondir certains points soulevés par l'enquête quantitative. Les participantes ont pu partager des témoignages personnels et des anecdotes qui ont apporté un éclairage supplémentaire sur des données parfois abstraites.
- Engagement des Communautés** : Ces conférences ont également été l'occasion d'engager les participantes dans un dialogue constructif, renforçant ainsi leur sentiment d'appartenance au projet. Cela a favorisé un environnement où chaque voix pouvait être entendue, encourageant un dialogue inclusif.
- Contribution d'Experts** : Trois expertes ont accompagné ce processus, (une sociologue, une experte en environnement, et une experte en micro-entrepreneuriat), apportant une expertise précieuse et facilitant les discussions. Leur présence a permis d'encadrer les échanges et d'assurer que les sujets abordés soient traités de manière approfondie et rigoureuse.

Les résultats des deux délibérations ont été remarquablement enrichissants. Les participantes ont non seulement validé les résultats de l'enquête quantitative, mais elles ont également proposé des pistes d'action concrètes pour améliorer les conditions de vie des femmes barbachas. Ces recommandations seront intégrées dans les phases suivantes du projet, garantissant que les voix des participantes continuent d'informer nos actions.

Trois thèmes majeurs ont émergé de l'enquête sous la forme des clivages suivants :

1. Assistance de l'État vs. Formalisation et micro-entrepreneuriat

Clivage : *Faut-il dépendre de l'assistance de l'État et rester dans l'informel, ou se formaliser avec une patente et une sécurité sociale ?*

- **Pour l'assistance de l'État et le maintien dans l'informel** :
 - **Argument** : Les aides sociales et les programmes étatiques permettent une survie immédiate sans pression fiscale.

- **Avantage** : Pas de charges administratives ni de taxes, flexibilité dans le travail.
- **Risque** : Précarité, pas de protection sociale en cas de maladie ou d'accident.
- **Pour la formalisation (patente, sécurité sociale, micro-entrepreneuriat) :**
 - **Argument** : La légalisation offre une protection sociale et un accès au crédit.
 - **Avantage** : Stabilité, reconnaissance légale, possibilité de grossir son activité.
 - **Risque** : Coûts administratifs, pression fiscale, complexité des démarches.

Question délibérative : *Doit-on privilégier la sécurité à long terme avec la formalisation, ou garder la liberté (mais la précarité) de l'informel ?*

2. Collaboration avec les agents municipaux : Contrats publics vs. Partenariats avec les OSC

Clivage : *Faut-il contractualiser avec la municipalité ou travailler avec des organisations de la société civile (OSC) ?*

- **Pour un contrat avec la municipalité :**
 - **Argument** : Une relation institutionnelle assure un revenu stable et une reconnaissance officielle.
 - **Avantage** : Accès à des marchés publics, soutien logistique possible.
 - **Risque** : Bureaucratie, dépendance aux changements politiques.
- **Pour une collaboration avec les OSC :**
 - **Argument** : Plus de flexibilité et des projets ciblés sur les besoins réels des femmes.
 - **Avantage** : Moins de lourdeur administrative, approche plus communautaire.
 - **Risque** : Financements incertains, projets temporaires.

Question délibérative : *Quel partenariat offre le meilleur équilibre entre stabilité et autonomie ?*



Photo : Séance de délibération n°1 à Mnihla (gouvernorat de l'Ariana)



Photo : Séance de délibération n°1



Photo : Séance de délibération n°2 (Bab El Kahdra), à Tunis

3. Mutualité d'entraide vs. Coopérative pour éliminer les intermédiaires

Clivage : *Faut-il créer une mutualité pour l'entraide financière ou une coopérative pour vendre directement ?*

- **Pour une mutualité d'entraide :**
 - **Argument :** Solidarité immédiate en cas de coup dur (maladie, décès, perte de revenus).
 - **Avantage :** Sécurité collective, pas besoin de structure complexe.
 - **Risque :** Fonds limités, dépend de la participation de toutes.
- **Pour une coopérative économique :**
 - **Argument :** Supprimer les intermédiaires augmente les revenus.
 - **Avantage :** Meilleur contrôle des prix, pouvoir de négociation accru.
 - **Risque :** Gestion plus complexe, nécessité d'une organisation rigoureuse.

Question délibérative : *Quel modèle protège mieux tout en augmentant les revenus : entraide solidaire ou action collective économique ?*

Clivage	Solution 1	Mécanisme	Outil	Solution 2	Mécanisme	Outil
Sécurité vs Liberté	Statut Hybride	6 mois test double accès	Carnet convertible	Contrats Flexibles	Sortie sans pénalité	Convention- type municipale
Stabilité vs Autonomie	CDD Municipaux Évolutifs	Durée renouvelable + 20% temps projets	Fiche de poste modulable	Réseaux OSC Locaux	Fonds mutualisé + mentorat	Plateforme collaborative
Solidarité vs Émancipation	Coopérative 2 Vitesses	Mutualisation → Incubation	Charte de gouvernance	Formations Duales	Alphabétisation + numérique	Appli mobile polyvalente
Assistanat vs Formalisation	Passeport Compétences	Validation des acquis informels	Grille de compétences	Guichet Unique	Parcours accompagné 18 mois	Tableau de bord partagé

À l'issue des délibérations, plusieurs clivages ont été identifiés. Ces clivages montrent des tensions entre :

- **Sécurité vs. Liberté** (formalisation ou informel)
- **Stabilité vs. Autonomie** (contrats municipaux ou OSC)
- **Solidarité vs. Émancipation économique** (mutualité ou coopérative)

Pour chaque clivage un début de solution a été amorcé sous forme de compromis :

1. Clivage entre assistanat de l'État et formalisation

Propositions :

- **Statut mixte** : Permettre aux bénéficiaires de l'assistance (carnet jaune et blanc) de débiter le processus de formalisation tout en continuant à bénéficier des soins gratuits. Proposer une période d'essai de six mois durant laquelle les deux statuts coexistent.
- **Accompagnement à la formalisation** : Offrir des formations et un soutien technique pour aider les femmes à obtenir une patente, tout en maintenant un accès aux prestations de l'État pendant cette transition.

2. Clivage entre sécurité et liberté

Propositions :

- **Flexibilité contractuelle** : Introduire des contrats flexibles qui garantissent une certaine sécurité tout en permettant une liberté d'action. Cela pourrait inclure des clauses de sortie pour les femmes qui souhaitent évoluer vers un statut informel.
- **Mécanismes de protection** : Mettre en place des mécanismes de protection garantissant qu'ils ne soient pas pénalisés en cas de choix de rester en dehors du cadre formel.

3. Clivage entre stabilité et autonomie

Propositions :

- **Contrats à durée déterminée** : Proposer des contrats municipaux à durée déterminée ou des conventions (selon le cas) qui offrent un statut tout en permettant aux femmes de développer leur autonomie à travers des projets personnels.
- **Partenariats avec des OSC** : Encourager les partenariats entre les femmes et des organisations de la société civile (OSC) pour soutenir des initiatives locales sous forme de réseaux tout en garantissant une certaine stabilité financière.

4. Clivage entre solidarité et émancipation économique

Propositions :

- **Mutualités et coopératives ou réseau** : Promouvoir la création de coopératives qui allient solidarité et émancipation économique. Ces structures peuvent offrir des services de mutualité tout en permettant aux femmes de gérer leurs activités de manière autonome.
- **Programmes de formation** : Mettre en place des programmes de formation pour aider les femmes à développer des compétences entrepreneuriales, favorisant ainsi l'émancipation tout en restant solidaires.(alphabétisation & culture numérique pour l'usage simplifié de téléphone comme outil d'alerte , de réseautage et de collecte d'information).

Bibliographie

- Adair Philippe. Non-Observed Economy vs. the Shadow Economy in the EU: The Accuracy of Measurements Methods and Estimates revisited. *4th OBEGEF Interdisciplinary Insights on Fraud and Corruption*, Nov 2017, Porto, Portugal. [\(hal-01683929\)](#)
- Al Amouri Institut/ Unesco (1989) « le secteur informel en Tunisie : quelle place pour les femmes ». Division pour les études de développement
- Amarante, Verónica, Marco Manacorda, Andrea Vigorito, et Mariana Zerpa. « Social Assistance and Labor Market Outcomes: Evidence from the Uruguayan PANES ». Inter-American Development Bank, 2011. <https://publications.iadb.org/publications/english/document/Social-Assistance-and-Labor-Market-Outcomes-Evidence-from-the-Uruguayan-PANES.pdf>.
- Amuedo-Dorantes, Catalina. « *Determinants and Poverty Implications of Informal Sector Work in Chile* ». *Economic Development and Cultural Change* 52, no 2 (2004): 347-68. <https://doi.org/10.1086/380926>.
- Assaad Ragui : « *Formal and informal institutions in the labor market, with applications to the construction sector in Egypt* » *World Development*, Volume 21, Issue 6, Pages 925-939, 1993. [https://doi.org/10.1016/0305-750X\(93\)90052-B](https://doi.org/10.1016/0305-750X(93)90052-B)
- Babou Omar , Adair Philippe (Dir.). *L'économie informelle à Tizi-Ouzou (Algérie) : déterminants, segmentation et mobilité* in *Cahiers de l'Association Tiers-Monde* n°31, pp. 141-150.. 31, pp.141-150, 2016. [\(hal-01683930\)](#)
- Ben Cheikh, Nidhal, et Jacques Charmes. *Protection sociale et économie informelle - Défis de la transition vers l'économie formelle*. Tunis: Banque Africaine de Développement - Centre de Recherches et des Etudes Sociales, 2016.
- Blades, Derek, et David Roberts. « Mesurer l'économie non observée ». *Cahiers statistiques*. Paris: OCDE, janvier 2003.
- Bonnet, Florence, Joann Vanek, et Martha Chen. « *Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Brief* ». WIEGO, ILO, janvier 2019. <https://www.wiego.org/sites/default/files/publications/files/Women%20and%20Men%20in%20the%20Informal%20Economy%20-%20A%20Statistical%20Brief%20-%20for%20web.pdf>.
- Charmes, Jacques, et Nidhal Ben Cheikh. « *Protection Sociale et économie informelle en Tunisie : Défis de la transition vers l'économie informelle* ». Banque Africaine de Développement - Centre de Recherches et des Etudes Sociales, mai 2016.
- Doron, Adrien. « Des modèles de développement au prisme de l'informel en Tunisie : articulations, recompositions et repositionnement des acteurs ». *Capitalismes émergents et modèles de développement au Maghreb*, édité par Alia Gana et al., Centre Jacques-Berque, 2023, <https://doi.org/10.4000/12fr2>.
- FTDS : https://ftdes.net/ar/travail-informel-en-tunisie-un-facteur-a-inclure-dans-les-strategies-de-lutte-contre-les-violences-basees-sur-le-genre_trashed/
- ILO : « COVID-19 crisis and the informal economy - Immediate responses and policy challenges ». ILO Brief. Genève, 2020. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/--travail/documents/briefingnote/wcms_743623.pdf.
- ILO : « Emploi et économie informelle ». In *Population et questions de développement*, par Yves Charbit, 69-91. ISTE Group, 2022. <https://doi.org/10.51926/ISTE.9051.ch3>. 120
- ILO : *Les jeunes et l'économie informelle en Tunisie* . https://www.ilo.org/sites/default/files/wcmsp5/groups/public/@ed_emp/documents/publication/wcms_444912.pdf

- ILO : Mesurer l'informalité: Manuel statistique sur le secteur informel et l'emploi informel, 2013. <http://site.ebrary.com/id/10902167>.
- ILO : Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019: protection sociale universelle pour atteindre les objectifs de développement durable. Genève: Bureau international du travail, 2017.
 - ILO : Secteur informel et emploi informel au Maghreb ». In *Informalisation des économies maghrébines : 1*, édité par M.S. Musette et Jacques Charmes, 11-25. Reflets de l'Economie Sociale. Alger: CREAD, 2006. <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010041167>.
 - ILO :-« 17th ICLS Guidelines Concerning a Statistical Definition of Informal Employment », 2003. http://ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/--stat/documents/normativeinstrument/wcms_087622.pdf. mai
 - Mahfoudh Draoui Dorra : *Les femmes tunisiennes dans le travail et le mouvement syndical* ' Friedrich Ebert Foundation – Tunis 2018
 - Michallak Laurence et al (2020): Street vendors in Tunisia: encountering the informal economy in Research Handbook on Development and the Informal Economy -Editor: Jacques Charmes. <https://doi.org/10.4337/9781788972802.00020>
 - l'Observatoire national de l'emploi et des qualifications (ONEQ 2023)<https://www.tustex.com/economie-actualites-economiques/etude-oneq-pres-de-13-million-de-tunisiens-travaillent-dans-le-secteur-informel>
 - PNUD (2022) : L'économie informelle en Tunisie <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-12/Etude%20sur%20l'e%CC%81conomie%20informelle%20en%20Tunisie.pdf>